

Action sociale Ventilation fonctionnelle des dépenses

Exercice 2003



Caisses d'allocations familiales
Métropole et départements d'outre-mer

Direction des statistiques, des études et de la recherche

Préambule (*)

L'évolution des dépenses d'action sociale est soumise à plusieurs aléas (tableaux 1 et 2), qui tiennent à la fois au partenariat et au mode de comptabilisation de ces dépenses.

En 2001, les changements d'équipes municipales ont pu ralentir certains projets, de plus les budgets n'ont été connus qu'au mois de juillet, après la signature de la Convention d'objectif et de gestion. Aussi les dépenses ont elles progressé plus faiblement qu'en 2000 dans un certain nombre de domaines d'intervention.

En 2002 au contraire, le passage d'un grand nombre de Caf en droits constatés pour leurs prestations de service a entraîné une majoration exceptionnelle des dépenses. Avec ce passage désormais accompli du réseau en droits constatés, **les dépenses de prestations de service deviennent entièrement évaluatives**. En effet les Caf ne connaissent le montant réel des droits de l'année N que lorsqu'elles reçoivent les pièces justificatives, c'est-à-dire au cours de l'année N+1. Pour rattacher à l'exercice N les droits ouverts au cours de cet exercice (principe des droits constatés), les Caf doivent donc comptabiliser une évaluation des droits de l'exercice N. Cette évaluation fait ensuite l'objet d'une régularisation lorsque les droits réels sont connus, en N+1. Les droits 2002 ayant été surestimés par le réseau des Caf dans son ensemble, une régularisation a eu lieu en 2003. Ceci explique en partie les progressions plus faibles des dépenses en 2003, notamment en matière de petite enfance et d'animation de la vie sociale où le poids des prestations de service est particulièrement important.

Tableau 1 : Montant des dépenses d'action sociale en euros, pour les principales fonctions

	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des enfants de 0 à 6 ans (1)	863 708 262	920 099 203	981 189 203	1 202 604 527	1 242 148 066
Temps libre des enfants et des familles (2)	377 622 716	417 941 015	445 100 023	508 699 965	568 954 701
Accompagnement social des familles et de leurs enfants (3)	399 358 031	396 210 197	399 804 457	399 171 551	412 474 478
Logement et habitat	169 513 399	171 760 424	158 252 668	167 466 834	167 913 637
Animation et vie sociale	201 571 650	208 089 650	206 424 455	221 600 372	224 707 147
Prestations supplémentaires aux familles	26 054 777	21 735 734	16 886 366	15 343 290	13 778 369
Accompagnement de la fonction parentale (4)	11 052 868	16 880 492	20 295 353	26 732 031	24 598 451

(1) Hors lieux d'accueil enfants parents

(2) Hors accompagnement à la scolarité

(3) Hors médiation familiale, réseaux d'écoute et d'accompagnement des parents, et éducation familiale et parentale

(4) Regroupe médiation familiale, réseaux d'écoute et d'accompagnement des parents, et éducation familiale et parentale, lieux d'accueil enfants parents, accompagnement à la scolarité.

Tableau 2 : Taux d'évolution annuel des principales fonctions

	2000	2001	2002	2003
Accueil des enfants de 0 à 6 ans (1)	6,5%	6,6%	22,6%	3,3%
Temps libre des enfants et des familles (2)	10,7%	6,5%	14,3%	11,8%
Accompagnement social des familles et de leurs enfants (3)	-0,8%	0,9%	-0,2%	3,3%
Logement et habitat	1,3%	-7,9%	5,8%	0,3%
Animation et vie sociale	3,2%	-0,8%	7,4%	1,4%
Prestations supplémentaires aux familles	-16,6%	-22,3%	-9,1%	-10,2%
Accompagnement de la fonction parentale (4)	52,7%	20,2%	31,7%	-8,0%

Afin de donner une vision tendancielle de l'évolution des dépenses, au delà des à-coups conjoncturels, les dépenses sont présentées en moyenne sur deux ans, par grandes fonctions, dans les tableaux 3 et 4. Ce mode de présentation permet de lisser les surestimations ou sous-estimations qui affectent une année particulière.

Tableau 3 : Moyenne sur deux ans des dépenses d'action sociale en euros, pour les principales fonctions

	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Accueil des enfants de 0 à 6 ans (1)	891 903 732	950 644 203	1 091 896 865	1 222 376 296
Temps libre des enfants et des familles (2)	397 781 865	431 520 519	476 899 994	538 827 333
Accompagnement social des familles et de leurs enfants (3)	397 784 114	398 007 327	399 488 004	405 823 014
Logement et habitat	170 636 912	165 006 546	162 859 751	167 690 236
Animation et vie sociale	204 830 650	207 257 053	214 012 414	223 153 760
Prestations supplémentaires aux familles	23 895 256	19 311 050	16 114 828	14 560 830
Accompagnement de la fonction parentale (4)	13 966 680	18 587 923	23 513 692	25 665 241

Tableau 4 : Taux d'évolution des dépenses moyennes sur deux ans des principales fonctions

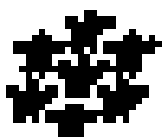
	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Accueil des enfants de 0 à 6 ans (1)	6,6%	14,9%	11,9%
Temps libre des enfants et des familles (2)	8,5%	10,5%	13,0%
Accompagnement social des familles et de leurs enfants (3)	0,1%	0,4%	1,6%
Logement et habitat	-3,3%	-1,3%	3,0%
Animation et vie sociale	1,2%	3,3%	4,3%
Prestations supplémentaires aux familles	-19,2%	-16,6%	-9,6%
Accompagnement de la fonction parentale (4)	33,1%	26,5%	9,2%

Ce dernier tableau montre que les fonctions qui connaissent la plus forte progression tendancielle des dépenses sont l'accueil des jeunes enfants, le temps libre des enfants et des familles, ainsi que l'accompagnement à la fonction parentale. La diminution des prestations supplémentaires aux familles se maintient sur la période. En particulier, contrairement à ce que suggèrent les données brutes, l'analyse des données lissées ne montre aucun ralentissement marqué de la progression des dépenses au titre de l'accueil des jeunes enfants. Ces dernières demeurent dynamiques car les nouvelles places d'accueil créées dans le cadre des aides successives à l'investissement (Fonds d'investissement petite enfance, Aide exceptionnelle à l'investissement, et, à partir de 2004, Dispositif d'aide à l'investissement pour la petite enfance) occasionnent maintenant un surcroît de dépenses de fonctionnement.

(*) Gwenaël Larmet – Direction de l'Action Sociale de la Cnaf

L'action sociale des Caf de Métropole et de l'Outre-Mer

<i>Les dépenses d'action sociale des Caf métropolitaines et des Départements d'Outre-Mer - présentation synthétique</i>	3
<i>Annexe 1 : séries rétrospectives : dépenses d'action sociale des Caf de 1999 à 2003</i>	27
<i>Résultats agrégés des Caf métropolitaines et des caf d'Outre-Mer</i>	29
<i>Résultats agrégés des Caf métropolitaines</i>	32
<i>Résultats agrégés des Caf d'Outre-Mer</i>	38
<i>Annexe 2 : Les résultats financiers 2003 selon la présentation des questionnaires transmis par les Caf : métropole + Dom</i>	41
<i>Annexe 3 : Les résultats financiers 2003 selon la présentation des questionnaires transmis par les Caf de métropole</i>	55
<i>Annexe 4 : Les résultats financiers 2003 selon la présentation des questionnaires transmis par les Caf des Dom</i>	69
<i>Annexe 5 : Les résultats financiers 2003 par caf et par régions</i>	81
<i>Annexe 6 : Les bénéficiaires potentiels d'AS au 31/12/2003</i>	99
<i>Liste des tableaux et graphiques</i>	104



C.N.A.F.

Direction des Statistiques, des Etudes et de la Recherche
Pôle Statistiques de Prestations et d'Action Sociale
Marie-Thérèse Escande
décembre 2004

L'action sociale des Caf de Métropole et de l'Outre-Mer

Les dépenses d'action sociale des 119 Caf métropolitaines et des
4 Caf des Dom en 2003

présentation synthétique

Les dépenses d'action sociale en 2003

Métropole et départements d'Outre-Mer

*Le présent document a pour objectif la diffusion des résultats statistiques annuels en matière **d'action sociale des Caisses d'allocations familiales de métropole et des départements d'Outre-Mer.***

Les tableaux de synthèse 1 à 12 ci-après présentent successivement les résultats agrégés (exprimés en milliers d'euros) des 123 Caisses d'Allocations Familiales de la Métropole et des Départements d'Outre-Mer (tableaux 1 à 4), des 119 Caf de Métropole (tableaux 5 à 8) et des 4 Caf des départements d'Outre-Mer, (tableaux 9 à 12) selon les fonctions de la nomenclature des dépenses d'action sociale mise en place en 1994.

En annexe 1 (page 27) sont présentées des séries de données sur cinq ans, de 1999 à 2003. Les niveaux d'agrégation sont également les 123 Caf de Métropole et des départements d'Outre-Mer (tableaux 13 à 16), les 119 Caf de Métropole (tableaux 17 à 23) et les 4 Caf des Dom (tableaux 24 et 25).

En annexe 2, 3 et 4 sont présentés les résultats centralisés, sous la même forme que le document « ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale » adressé aux Caf (tableaux SF100 à SF951),

- annexe 2 : des 123 Caf de métropole et des départements d'Outre-Mer (pages 41 à 54),

- annexe 3 : des 119 caf du régime général métropolitain (pages 55 à 68),

- annexe 4 : des 4 caf des départements d'Outre-Mer (pages 69 à 80).

L'annexe 5 (page 81) est constituée de plusieurs états statistiques précisant par Caf et par région les montants d'aides d'action sociale versés en euros et en pourcentages, par fonction (pages 83 à 90), selon le destinataire de la dépense (pages 91 à 94) et selon la nature de la dépense (pages 95 à 98).

Enfin l'annexe 6 indique (page 99), pour chaque Caisse d'allocations familiales, le nombre d'allocataires susceptibles de bénéficier de l'action sociale à la date du 31/12/03 (bénéficiaires potentiels). Il s'agit d'un nombre « théorique » de bénéficiaires calculé selon une définition donnée par la Cnaf, et rappelée en note à la page 103.

Les commentaires ci-après portent sur les résultats financiers des 123 Caf.

1 - Répartition et évolution 2003/2002 des dépenses selon les fonctions de l'action sociale familiale

Les orientations d'action sociale

Les priorités de l'action sociale sont fixées par une circulaire d'orientation adoptée par le conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF). La circulaire d'orientation concernant l'année 2003 est relative à la période 2001-2004. Elle a été portée à la connaissance des CAF par la circulaire CNAF 2001-038 du 28 septembre 2001. Parallèlement, le contexte réglementaire de l'action sociale des CAF a été redéfini par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2001 adapté au contexte de l'action sociale.

Cinq orientations essentielles ont été retenues :

- développer l'accueil des jeunes enfants
- poursuivre l'action en faveur des loisirs et des vacances des enfants et des familles
- diversifier les actions d'accompagnement de la fonction parentale
- soutenir les jeunes adultes dans leur projet d'autonomie
- améliorer le cadre de vie des familles

Les dépenses d'action sociale sont retracées à travers une ventilation dite « fonctionnelle » composée des sept fonctions suivantes :

- 1 – Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans ;
- 2 – Temps libres des enfants et des familles ;
- 3 – Accompagnement social des familles et de leurs enfants ;
- 4 – Logement et habitat ;
- 5 – Animation et vie sociale ;
- 7 _ Prestations supplémentaires aux familles ;
- 8 – Autres actions.

Enfin une fonction supplémentaire « logistique des œuvres » créée provisoirement suite à la mise en place du budget unique de gestion en 2001 perdue en 2003. Cette fonction est destinée aux CAF qui, compte tenu de contraintes vis-à-vis des partenaires cofinanceurs de leurs gestions directes, n'ont pu effectuer le reclassement des charges de logistique commune aux œuvres de la gestion SF vers la gestion E (gestion des œuvres).

Les dépenses des fonctions de l'action sociale sont déclinées selon les destinataires en distinguant :

- les aides directes aux familles
- les aides aux partenaires
- les services Caf (œuvres en gestion directe)

Ces dépenses sont également ventilées selon les sections :

- aides financières
- investissement
- fonctionnement

et selon la source de financement :

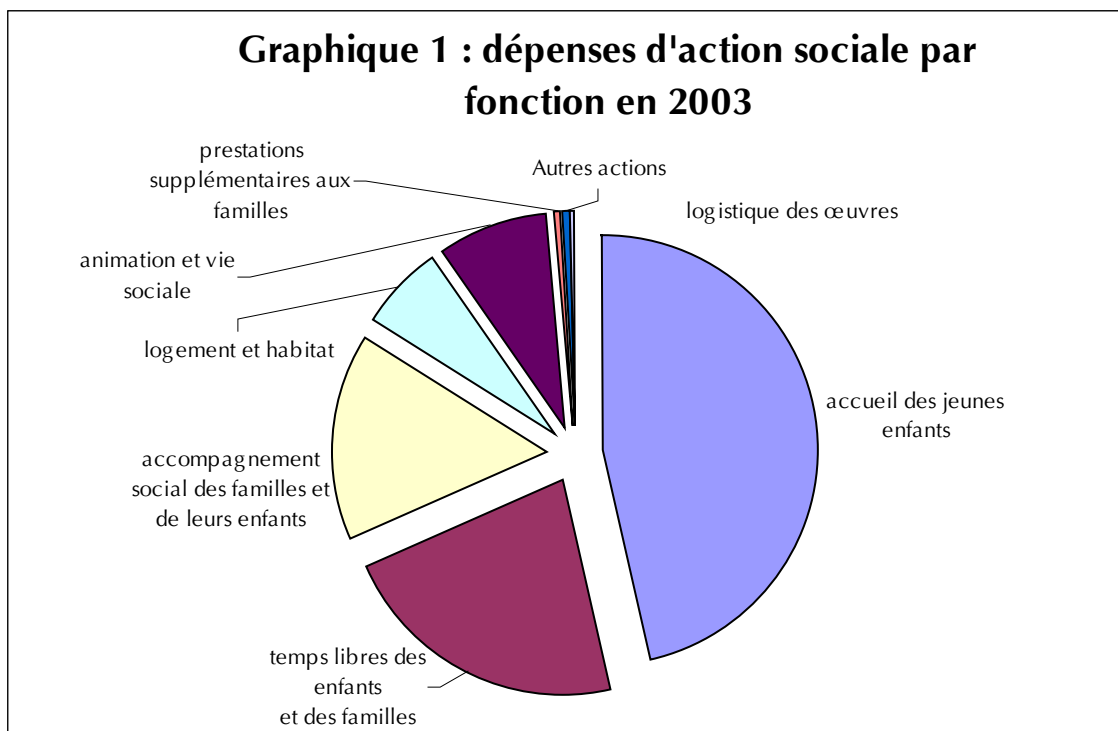
- fonds propres
- fonds affectés (essentiellement les prestations de service) garantissant le financement, dans les limites fixées par la réglementation nationale, des équipements et services correspondant aux priorités de l'action sociale et familiale (voir encadrés pages 16 et 17).

Les fonctions de l'action sociale des Caf

Près de 2,7 milliards d'euros ont été consacrés par les 123 Caf de la métropole et des départements d'Outre-Mer à leur action sociale en 2003 (tableau 1) soit une progression de 4,5 % par rapport à l'exercice 2002 (2,6 milliards d'euros en 2002).

	dépenses en millions d'euros	% de la dépense totale
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1 245	46,5%
Temps libres des enfants et des familles	582	21,7%
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	421	15,8%
Logement et habitat	168	6,3%
Animation et vie sociale	225	8,4%
Prestations supplémentaires aux familles	14	0,5%
Réalisations diverses	10	0,4%
Logistique des œuvres	11	0,4%

Les trois premières fonctions (accueil des jeunes enfants, temps libres des enfants et des familles, accompagnement des familles et de leurs enfants) occupent une place prépondérante dans la dépense réalisée par les Caf (84%).



Source : Cnaf – DSER Ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale 2003

1.1 Une croissance moins dynamique en 2003 des dépenses liées à l'accueil des jeunes enfants (tableau SF100 page 43)

Poste institutionnel privilégié, la fonction 1 « accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans » représente 46,5 % des dépenses d'action sociale. Elle enregistre une progression des dépenses de 3,3 % (contre + 22,7 % en 2002), passant de 1205 à **1245 millions d'euros** de 2002 à 2003.

La quasi-totalité des dépenses (94 % tableau 4 page 20) est financée sur prestations de service ou dotations affectées (encadrés pages 16-17), 6 % de la fonction étant financés sur fonds propres. Les prestations de service couvrant exclusivement des dépenses de fonctionnement, il en résulte (tableau 3 page 20) que 92 % des dépenses de la fonction relèvent de la section budgétaire « fonctionnement », les 8 % restant concernant des dépenses d'investissement.

L'année 2003 a été marquée par la montée en charge de la Prestation de Service Unique (PSU) créée en 2002 : cette prestation de service étend l'aide financière de la Caf à toutes les structures accueillant les enfants jusqu'à leur 4^{ème} anniversaire (au lieu de 3 ans avant la réforme) et vient compléter la participation des familles en neutralisant l'impact des revenus des familles sur la gestion financière de l'établissement d'accueil (moins la famille paie, plus la caf finance). Les sommes versées par les Caf au titre de la PSU se sont élevées à 169 millions d'euros en 2003 contre 2 millions en 2002. Parallèlement la prestation de service ordinaire à laquelle la PSU se substitue progressivement est passée de 648 millions d'euros en 2002 à 495 millions d'euros en 2003 (tableau SF905 page 52).

L'année 2003 a été marquée également par la poursuite de la progression des dépenses de soutien à l'investissement dans le domaine de la petite enfance : Fonds d'investissement pour la petite enfance (FIPE), créé en 2001 et Aide exceptionnelle à l'investissement (AEI) créé en 2002. Ces dispositifs sont destinés à inciter les collectivités territoriales et les associations à développer rapidement des services d'accueil collectif. 69 millions d'euros ont été enregistrés dans les dépenses de la Cnaf au titre de ces deux dispositifs en 2003 en progression de 62% par rapport à 2002 (43 millions en 2002).

L'observation des résultats statistiques par type d'établissement d'accueil met en relief le développement des formules de multi-accueil : les dépenses de la sous-fonction « établissements polyvalents d'accueil des jeunes enfants » augmentent de 40% passant de 149 à **210 millions d'euros**. Les dépenses au titre des crèches collectives restent encore importantes avec **324 millions d'euros** mais sont en diminution de 22%. La fonction globale d'accueil devient la sous-fonction prépondérante avec **425 millions d'euros (plus du tiers de la fonction 1) dont 412 millions d'euros relèvent du contrat enfance** (voir encadré page 17).

1.2 Le redéploiement des aides relatives aux temps libres (tableau SF200 page 44)

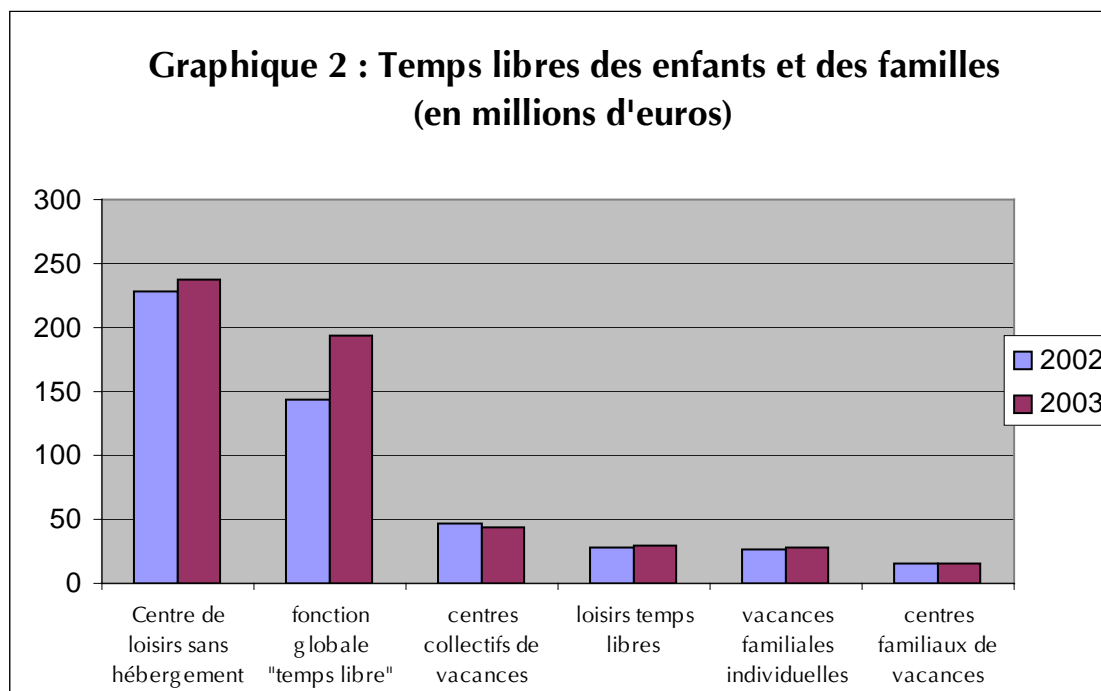
Le poste le plus dynamique en 2003 est celui des aides aux temps libres dont l'enveloppe financière, **582 millions d'euros**, augmente de **11 %** par rapport à 2002. La sous-fonction qui marque la plus forte croissance est la **fonction globale « temps libre » : 195 millions d'euros** en progression de 35 %. Cette sous-fonction est constituée pour 96 % de prestations de service, **le contrat temps libre** dont le montant 2003 est à hauteur de **187 millions d'euros**. La part des dépenses relatives au seul contrat temps libre ne cesse de progresser : 31 % de la fonction 2 en 2003, 26 % en 2002, 21 % en 2001 et 14% en 2000).

Le contrat temps libre concerne exclusivement des dépenses de fonctionnement. Les CAF peuvent également intervenir, si elles le souhaitent, pour des dépenses d'investissement, mais sur leurs fonds propres, et à la condition de demeurer dans le champ de compétence tel que défini dans l'arrêté ministériel du 3 octobre 2001.

La sous-fonction « centres de loisirs sans hébergement » (CLSH), à hauteur de **238 millions d'euros** reste le poste le plus important de la fonction 2 (41 % de la fonction 2) avec un léger tassement dans la progression des dépenses (+ 4,1 % en 2003 contre + 7,8 % en 2002). En 2003, **178 millions d'euros, soit 76 %** des dépenses de la sous-fonction, ont été financés sur prestations de service (tableau SF904 page 51).

La moindre implication financière des CAF dans la politique des vacances se traduit, en 2003, par un tassement des dépenses en « centres collectifs de vacances », « centres familiaux de vacances » et « vacances familiales individuelles ». Ces trois postes, qui

totalisent 87 millions d'euros, diminuent globalement de 2,5 % par rapport à l'année précédente.



Source : Cnaf – DSER Ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale 2003

1.3 Une reprise des dépenses d'accompagnement social des familles et de leurs enfants (tableaux SF300 et SF301 pages 45 et 46)

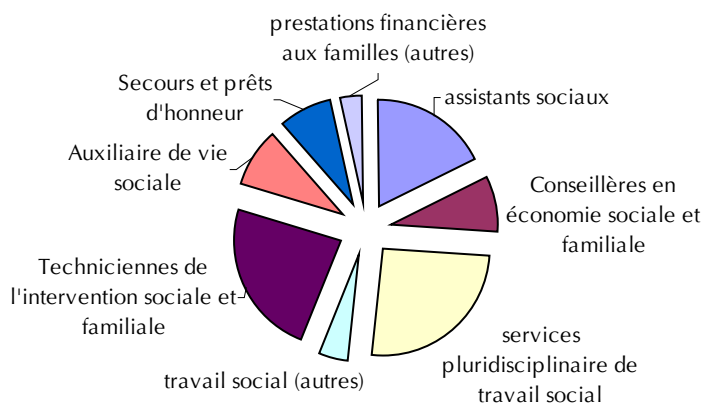
Cette fonction regroupe les interventions contribuant à l'accompagnement des familles en difficulté : les services de travail social, l'aide à domicile et les prestations financières aux familles. Cette fonction est financée pour 79 % sur fonds propres des CAF et pour 21 % sur dotations affectées. La majorité des dépenses relève du fonctionnement (65 %). 34 % sont constitués d'aides directes aux familles, 1 % d'investissement.

Globalement, le montant de la dépense enregistre une progression de 3,5 % : **421 millions d'euros** en 2003 contre 407 millions d'euros en 2002. Les évolutions par poste sont contrastées. Avec 235 millions d'euros, les dépenses au titre du **travail social** progressent de 4,2 % ; les dépenses de **techniciennes de l'intervention sociale et familiale** se stabilisent à hauteur de **100 millions d'euros en 2003** tandis que celles des **auxiliaires de vie sociale (38 millions d'euros)** continuent leur progression : + 10,5 % en 2003. Le poste « secours et prêts d'honneur » à hauteur de **34 millions d'euros** augmente de 2,6 %.

Le travail social représente plus de la moitié des dépenses de la fonction 3 (56 %) dont 45 % sont consacrées aux **services pluridisciplinaires de travail social (107 millions d'euros)**. Les dépenses relatives à la sous-fonction « **assistants sociaux** » s'élèvent à **75 millions d'euros** (32 %), le troisième poste étant celui des **conseillères en économie**

sociale et familiale avec 35 millions d'euros, soit 15 % de la sous-fonction. L'aide au domicile des familles (Tisf + Avs) représente pour sa part 33 % de la fonction 3.

Graphique 3 : accompagnement social des familles et de leurs enfants (en %)



Source : Cnaf – DSER – Ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale 2003

1.4 Stabilisation des dépenses de la fonction « logement » (tableau SF400 page 47)

Les dépenses se stabilisent à hauteur de **168 millions d'euros**. 76 % des dépenses de cette fonction sont essentiellement orientées vers les familles, 19 % sont des dépenses de fonctionnement et 5 % des dépenses d'investissement. Le financement est exclusivement sur fonds propres des CAF (tableaux 3 et 4 page 20). Il importe de noter que les aides aux familles sont distribuées principalement sous forme de prêts (64% du total des dépenses logements), et sont donc largement autofinancées.

Dans cette fonction sont répertoriées les dépenses concernant :

- ➔ La réhabilitation et l'amélioration de l'habitat (**29,1 millions d'euros**)
 - aides financières à l'investissement attribuées à des organismes extérieurs
 - aides financières individuelles (aides aux handicapés et amélioration de l'habitat)
- ➔ L'aide à l'équipement et à l'installation constitue l'essentiel des dépenses (**89,9 millions d'euros**)
 - aide à l'équipement mobilier
 - aide à l'équipement ménager
 - aide à l'installation
- ➔ L'aide aux familles endettées : sous-fonction 431 à 433 page 47 (**31,1 millions d'euros**)

Cette rubrique regroupe les aides financières directes (subventions ou prêts pour dettes d'énergie ou dettes d'eau) et l'apport financier de la Caf dans des dispositifs inter partenaires (Fonds Solidarité Logement ou Fonds Commun Energie).

→ L'information et Conseil aux Familles : sous-fonctions **(3,1 millions d'euros)**

Cette rubrique regroupe les dépenses de la Caf en direction des organismes extérieurs qui développent des actions d'information, de conseil et de prévention à destination des familles dans le domaine de l'habitat.

→ La fonction globale Logement Habitat **(6,1 millions d'euros)**

Il s'agit des dépenses de personnel des conseillers techniques Logement.

→ Enfin une rubrique permet l'enregistrement d'actions spécifiques aux départements d'Outre-Mer, actions qui ne s'insèrent pas dans la nomenclature : logements évolutifs sociaux, logements locatifs sociaux et logements locatifs très sociaux **(5 millions d'euros)**

L'évolution des dépenses de la fonction « logement » est fortement influencée par le poids important des CAF des DOM qui ont en effet une obligation réglementaire en la matière. Sur les **168 millions d'euros** de cette fonction, celles-ci ont versé 24,4 millions d'euros, soit 15 % de la fonction, alors que la part des DOM dans l'ensemble des dépenses d'action sociale est de 3,7 %.

Ainsi, l'augmentation de 0,3 % des dépenses de la fonction « logement » recouvre une progression de 0,8 % (143 millions d'euros) en Métropole et une baisse de 3% des dépenses logement pour les CAF des DOM.

1.5 Progression modérée des dépenses de la fonction « animation et vie sociale »

(tableau SF500 page 48)

Avec **225 millions d'euros**, cette fonction est en quatrième position : elle représente 8,4 % des dépenses d'action sociale en 2003 et enregistre une progression annuelle de 1,4 %.

La fonction est financée pour 52 % sur fonds propres des CAF et pour 48 % sur dotations affectées. 91 % sont des dépenses de fonctionnement et 9 % des dépenses d'investissement. La fonction se décompose en deux pôles d'importance inégale : **l'animation sociale (215 millions d'euros)**, et le **soutien à la vie associative (10 millions d'euros)**.

Les dépenses de cette fonction sont principalement constituées par les **centres sociaux (170 millions d'euros)** et les **foyers de jeunes travailleurs (20 millions d'euros)**. Ces deux postes représentent 85 % des dépenses réalisées dans le cadre de l'animation et de la vie sociale. Les dépenses des centres sociaux, en progression de 2%, sont constituées pour 48 % de prestations de service et, pour 52 %, de fonds propres.

Les mesures d'incitation au développement de l'animation ont eu un impact sensible et inégal au cours de l'exercice 2003 :

- La prestation de service complémentaire permettant le soutien aux activités collectives conduites par les centres sociaux, intitulée « animation collective familles » passe de 8,9 millions d'euros en 2002 à **10,5 millions d'euros** en 2003 soit une progression de 17 %.
- La prestation « animation locale » expérimentée dans une trentaine de caf volontaires à compter du 1^{er} juillet 1998 et étendue à l'ensemble des caf au 1^{er} janvier 2002 voit ses dépenses doubler entre les deux derniers exercices passant de 0,9 millions en 2002 à **2 millions d'euros** en 2003. Cette PS est destinée à soutenir « *le développement de petites structures de voisinage dans des zones peu équipées* », structures qui jouent un rôle d'animation sociale.
- la réforme, à compter du 1^{er} janvier 1999, du mode de calcul de la prestation de service « animation globale et coordination » des centres sociaux se traduit par l'augmentation de 1,6 % des dépenses à ce titre qui passent de 80,4 millions d'euros en 2002 à **81,7 millions d'euros** en 2003. Globalement les prestations de service versées au titre de l'animation sur ces trois derniers postes passent de 90,2 millions d'euros en 2002 à 94,1 millions d'euros en 2003, soit une progression de 4,3 %.

1.6 Une progression des dépenses de la fonction « accompagnement de la fonction parentale » malgré une diminution de la dépense globale en 2003 (tableau SF800 page 49)

Les orientations d'action sociale pour la période 2001-2004 ont préconisé une diversification des actions d'accompagnement de la fonction parentale.

Avec 25 millions d'euros, il s'agit d'une fonction en émergence. Les dépenses consacrées à la médiation familiale se stabilisent autour de 3,5 millions d'euros, les dépenses concernant les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents continuent d'augmenter (elles sont passées de 1,3 à 1,7 millions d'euros de 2002 à 2003).

D'autres actions contribuent également au soutien à la fonction parentale. Il s'agit du financement des lieux d'accueil enfants parents (dont les dépenses sont passées de 2,8 à 3,0 millions d'euros), de l'accompagnement à la scolarité (dont les dépenses sont passées de 16,0 à 12,8 millions d'euros), et de l'éducation familiale et parentale (dont les dépenses sont passées de 3,0 à 3,6 millions d'euros).

Ces cinq postes, destinés à être regroupés dans la nomenclature de l'année 2004, totalisent **25 millions d'euros** en 2003 contre 27 millions d'euros en 2002 et 20 millions en 2001. La diminution de 8,0% entre 2002 et 2003 est imputable à la baisse de l'accompagnement à la scolarité.

L'intervention des CAF dans l'accompagnement de la fonction parentale s'inscrit sur plusieurs lignes budgétaires relevant de la nomenclature des dépenses : une sous fonction 81 créée en 2002 par transfert de la fonction 3, sous-fonction intitulée « accompagnement de la fonction parentale » qui regroupe la médiation familiale et les réseaux d'écoute et d'accompagnement des parents (tableau SF800 page 49),

l'accompagnement à la scolarité rattaché à la fonction 2 (tableau SF200 page 44), les lieux d'accueil enfants-parents rattachés à la fonction 1 (tableau SF100 page 43), l'éducation familiale et parentale rattachée à la fonction 3 (SF300 page 43).

2 - La répartition des dépenses d'action sociale par destinataire et par nature

2.1 La répartition des dépenses selon les destinataires conduit à distinguer les trois principaux canaux de mise en œuvre de l'action sociale familiale :

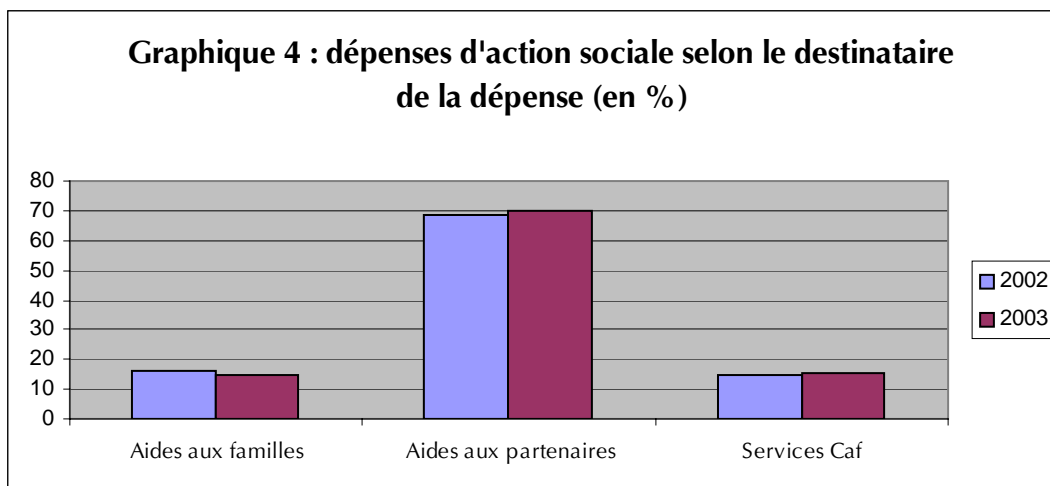
- les aides aux familles qui regroupent les aides financières directes aux familles : aide à l'équipement ménager, par exemple, mais également les bons vacances ou les prêts d'honneur... ;
- les aides aux partenaires, communes et associations (par exemple, une partie des aides destinées aux centres sociaux, crèches, centres de loisirs sans hébergement, associations d'aides à domicile...);
- les aides aux services CAF destinées aux équipements et services en gestion directe (crèches, centres sociaux, RAM, travailleurs sociaux, conseillers techniques, médiation familiale...). Les résultats statistiques reflètent la seule subvention d'équilibre versée par les CAF et non la globalisation des dépenses de chaque « œuvre ».

L'évolution de la répartition des dépenses selon ces trois destinataires est fortement influencée par deux facteurs principaux :

- la progression vive des contrats temps libre et des dépenses d'accueil de la petite enfance sous tendue par les prestations de service et les dispositifs de soutien à l'investissement, versés aux partenaires
- la stabilisation des dépenses d'aides financières directes aux familles.

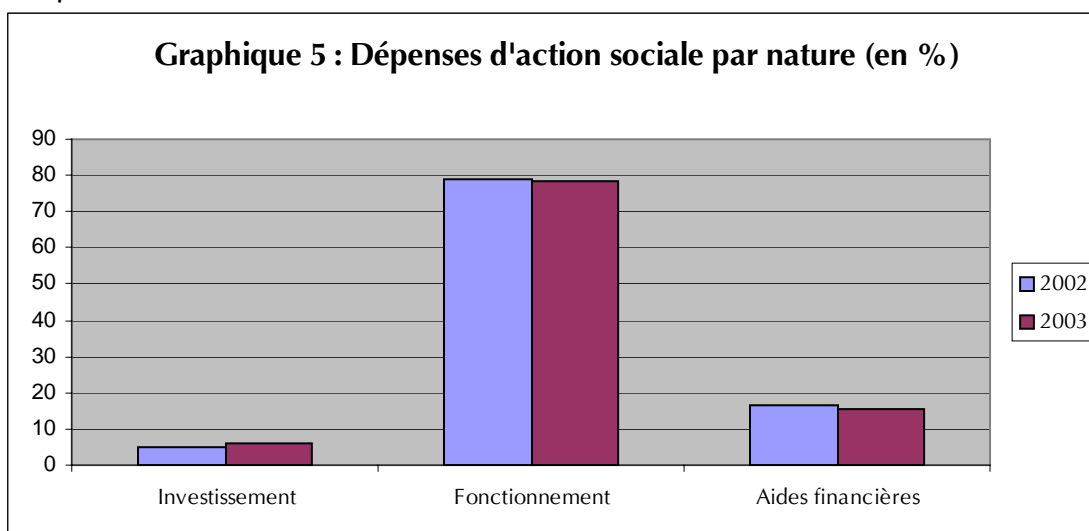
L'évolution de la répartition des dépenses est la suivante entre 2002 et 2003 (extraits du tableau 2 page 17) :

	2002 (en millions d'euros)	2003 (en millions d'euros)	Evolution 2003/2002 en %	Structure 2002 en %	Structure 2003 en %
Aides financières aux familles	416	416	-0,1	16,3	15,1
Aides aux partenaires	1758	1853	+5,4	68,6	69,6
Services Caf	387	407	+5,2	15,6	15,3
Total	2561	2676	+4,5	100,0	100,0



Source : Cnaf – DSER Ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale 2003

2.2 L'évolution des dépenses par nature est également fortement influencée par les deux facteurs évoqués précédemment avec une progression dynamique des dépenses d'investissement (+ 28,9 % de 2002 à 2003) liée à la création des fonds FIPE et AEI (voir page 8), une progression soutenue des dépenses de fonctionnement (+ 3,9%) liée aux prestations de service et une stabilisation des aides financières aux familles.



Source : Cnaf – DSER Ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale 2003

L'évolution de la répartition des dépenses est la suivante entre 2002 et 2003 (extraits du tableau 3 page 18) :

	2002 (en millions d'euros)	2003 (en millions d'euros)	Evolution 2003/2002 en %	Structure 2002 en %	Structure 2003 en %
Investissement	127	163	+ 28,9	4,9	6,1
Fonctionnement	2018	2097	+ 3,9	78,8	78,4
Aides financières	416	416	- 0,1	16,3	15,5
Total	2561	2676	+ 4,5	100,0	100,0

Les fonds affectés (tableaux 4, 8, 12 ci-après et tableaux SF902 à SF908 pages 40 à 53, 64 à 67, 78 et 79 :

Par opposition aux fonds propres dont l'utilisation suppose un arbitrage du conseil d'administration de la Caf, les fonds affectés sont utilisés en fonction d'une réglementation nationale.

Les fonds affectés sont constitués à 92% par les prestations de service. On distingue les prestations de service ordinaires et les prestations contractuelles qui constituent des financements complémentaires aux prestations de service ordinaires.

Les autres fonds affectés se distinguent des prestations de service, soit parce que le financement en est assuré par un autre organisme que la Cnaf (la caisse nationale d'assurance maladie et l'établissement national des invalides de la marine versent à la Cnaf les financements d'aide au domicile pour des « cas maladie »), soit parce que l'aide concerne les allocataires (bourses Bafa). Les fonds d'investissement pour les structures d'accueil de la petite enfance (FIPE, AEI page 9), sont également qualifiés de fonds affectés (tableaux 4, 8 et 12).

Les prestations de service et les contrats :

Les prestations de service (PS) concernent essentiellement la fonction 1 « accueil des jeunes enfants » (68% du total PS en sommant les PS ordinaires, les contrats crèches et contrats enfance). Elles concernent aussi, la fonction 2 « temps libre » (centres de loisirs sans hébergement, contrats temps libres...), la fonction 3 « accompagnement social » (travailleuses familiales et aides ménagères) et la fonction 5 « animation et vie sociale » (centres sociaux et foyers de jeunes travailleurs).

Les **prestations de service « ordinaires »** créées en 1970 constituent la prise en charge systématique d'un certain pourcentage des dépenses de fonctionnement des services et équipements sociaux.

L'objectif assigné aux prestations de service en 1970 est de « favoriser le développement quantitatif et qualitatif des équipements et services par la garantie d'un financement partiel du fonctionnement et d'en faciliter l'accès aux familles notamment aux plus modestes ».

Depuis janvier 2002, la « **prestation de service unique** » (PSU) se substitue progressivement à la prestation de service ordinaire pour les établissements d'accueil des jeunes enfants. Cette prestation de service va contribuer à (extrait de la lettre-circulaire 2002-025 du 31 janvier 2002) :

- inciter les crèches classiques à améliorer leur taux d'occupation en s'ouvrant à des accueils plus souples,
- améliorer les passerelles entre la crèche ou la famille et l'école maternelle
- faciliter la reconnaissance du rôle des haltes-garderies dans la réponse aux besoins atypiques des familles et aux situations d'urgence,
- accompagner le développement des services multi- accueil, ainsi que l'évolution des amplitudes d'ouverture liées à la diversification des rythmes et des temps de travail.

Les **contrats crèches** en 1984 puis les **contrats enfance** en 1988 sont des dispositifs contractuels constituant un financement complémentaire aux prestations de service de base pour la fonction « accueil des jeunes enfants ».

Contrats-crèches :

Lancés en 1984, ils ont pour objectif d'étendre le réseau des crèches collectives, familiales et parentales en allégeant la charge des collectivités locales et des associations gestionnaires grâce à des prestations de service bonifiées.

Contrats-enfance :

Lancés en 1988, ils ont un objectif plus large que les contrats-crèches. Ils visent non seulement à améliorer les possibilités d'accueil permanent des enfants jusqu'à trois ans, mais également toutes les autres structures d'accueil des enfants de la naissance à 6 ans : haltes-garderies, centres de loisirs, accueil péri-scolaire chez des assistantes maternelles, ludothèque... L'amélioration qualitative des structures d'accueil, l'information des familles, la formation de certains personnels sont également prises en compte.

Les contrats enfance s'adaptent à l'importance des efforts. Le montant de l'aide financière versé par les Caf, la prestation de service « enfance », est en effet calculé en proportion des efforts fournis avant la signature du contrat pour développer principalement les modes d'accueil des jeunes enfants, ainsi que les autres équipements en faveur de l'enfance. Elle varie aussi en fonction de l'effort supplémentaire réalisé par la municipalité.

Les moments clés du Contrat enfance :

1988 : création du dispositif : les Caf financent de 30 à 50% des dépenses nouvelles nettes consenties par les communes, dans la limite de 762,25 euros de dépenses brutes annuelles et par enfant.

1989 : le taux de financement des Caf passe de 40 à 60 % et le plafond de prise en charge peut être porté, par dérogation de la Caf, à 1067,14 euros par an et par enfant.

1991 : Des mesures spécifiques visant à favoriser les contrats enfance intercommunaux sont mises en œuvre. Le dispositif est étendu aux départements d'Outre-Mer.

1993 : Le plafond des dépenses brutes finançables par les Caf peut être porté, par dérogation de la caf, à 1372,04 euros par enfant et par an.

1995 : Le plan famille permet un renforcement important du dispositif. Le taux de financement de la Caf passe de 50 à 70 % (60 à 70% pour les communes rurales).

Le dispositif permet le financement des centres de loisirs sans hébergement pour les enfant de plus de 6 ans.

Les Caf apportent une aide à l'investissement : mesure exceptionnelle applicable aux contrats signés du 1^{er} janvier 1995 au 31 décembre 1999, reprise et aménagée en 2001 à travers le dispositif « fonds d'investissement petite enfance » puis l' « aide exceptionnelle à l'investissement » (AEI) .

1998 : toutes les références financières contractuelles sont désormais fixées en dépense nette de la commune : l'effort financier minimum en fin de contrat est fixé à 15,24 € de dépenses nettes par enfant et le plafond des dépenses finançables par la Caf est porté à 762,25 € de dépenses nettes annuelles par enfant.

Contrats temps-libres

L'année 1998 a vu la mise en place d'un nouveau dispositif dont l'objectif est de faciliter l'accès aux loisirs des enfants et des adolescents de 6 à 16 ans pendant les journées ou demi-journées « sans école » : le Contrat Temps Libres.

Celui-ci s'inscrit dans le même esprit que les contrats enfance. Il s'agit de mettre en oeuvre un contrat de cofinancement entre les CAF et les communes, signé pour une période de 3 ans renouvelable.

Un schéma de développement élaboré à partir d'un état des lieux et d'un diagnostic initial constitue le fondement du contrat et du programme d'action.

Les communes s'engagent sur une dépense supplémentaire et les CAF sur un cofinancement au moyen d'une prestation de service dont le taux est défini en référence au contrat enfance.

Il s'agit uniquement de dépenses de fonctionnement. Les CAF peuvent également intervenir, si elles le souhaitent, pour des dépenses d'investissement, mais sur leurs fonds propres exclusivement, et à la condition de demeurer dans le champ de compétence défini dans l'arrêté programme du 3 octobre 2001.

Au 1^{er} janvier 2001, ces contrats temps libres qui concernaient jusqu'alors la Métropole seule, ont été étendus aux départements d'Outre-Mer.

En 2003, une possibilité d'extension des contrats temps libres aux 16-18 ans révolus est désormais ouverte à l'ensemble des CAF.

A partir de 2004, les contrats temps libres peuvent être étendus aux loisirs et séjours familiaux.

**Tableau 1 : Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les départements d'Outre-Mer,
par fonction et type d'intervention**

milliers d'€

Type d'intervention	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	structure des dépenses en %
			fonctionnement		investissement		fonctionnement		investissement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service			
Fonctions d'action sociale											
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1 274		11 073	1 085 092	88 919	5 897	35 396	12 730	4 803	1 245 184	46,5
Temps libres des enfants et des familles	129 242	583	22 755	378 536	20 865	8 476	17 789	1 171	2 323	581 740	21,7
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	127 714	15 097	10 894	33 902	280	190	228 010	1 036	4 128	421 251	15,8
Logement et habitat	21 506	106 673	22 161		4 276	3 110	10 022		166	167 914	6,3
Animation et vie sociale	0		39 442	95 666	11 573	3 235	58 556	11 549	4 686	224 707	8,4
Prestations supplémentaires aux familles	13 748	30								13 778	0,5
Autres actions(*)	47		6 684		131	5	2 957		231	10 055	0,4
logistique des œuvres							11 017		50	11 067	0,4
Dépenses totales de l'exercice	293 531	122 383	113 009	1 593 196	126 044	20 913	363 747	26 486	16 387	2 675 696	100,0
Total par type d'intervention	415 914		1 853 162				406 620				
Structure en %	15,1		69,6				15,3			100,0	

Source : Cnaf, DSER

(*) intègre la sous-fonction "accompagnement de la fonction parentale" antérieurement rattachée à la fonction "accompagnement des familles et des jeunes"

Tableau 2 : Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les départements d'Outre-Mer, par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention

milliers d'€

	Aides aux familles	Aides aux partenaires	Services caf	TOTAL 2003	Rappel 2002	évolution en % (03/02)
Accueil des jeunes enfants	1 274	1 190 981	52 929	1 245 184	1 205 387	3,3
dont Crèches collectives	380	310 535	12 771	323 686	413 169	-21,7
Crèches familiales	28	126 307	3 261	129 596	133 785	-3,1
Etablissement polyvalents accueil jeunes enfants	19	204 325	5 519	209 863	149 489	40,4
Haltes-garderies	416	37 246	15 105	52 767	45 621	15,7
Fonction globale d'accueil	263	414 206	10 253	424 722	383 109	10,9
Fipe et AEI (1)		68 293	1 170	69 463	42 823	62,2
Temps libres	129 825	430 632	21 283	581 740	524 783	10,9
dont Centres de loisirs sans hébergement	24 297	209 182	4 737	238 216	228 859	4,1
Autres loisirs de proximité	15 236	7 254	313	22 803	22 980	-0,8
Centres collectifs de vacances	34 301	4 168	5 401	43 870	46 685	-6,0
Fonction globale "temps libres"	75	187 970	6 515	194 560	143 947	35,2
Centres familiaux de vacances	10 960	959	3 596	15 515	15 858	-2,2
Vacances familiales individuelles	27 598	209		27 807	26 853	3,6
Accompagnement social	142 811	45 266	233 174	421 251	407 038	3,5
dont Travail social	220	6 583	228 438	235 241	225 693	4,2
Techniciennes intervention sociale et familiale (2)	69 867	25 296	4 419	99 582	99 064	0,5
Auxiliaires de vie sociale (2)	25 626	12 284	316	38 226	34 582	10,5
Secours et prêts d'honneur	34 001			34 001	33 132	2,6
Logement et habitat	128 179	29 547	10 188	167 914	167 467	0,3
dont Amélioration de l'habitat	20 795	8 266		29 061	23 012	26,3
Aides à l'équipement et à l'installation	89 820	87		89 907	99 563	-9,7
Accès et maintien dans l'habitat	17 563	21 193	10 189	48 945	44 892	9,0
Animation et vie sociale		149 915	74 792	224 707	221 600	1,4
dont Animation sociale		140 584	74 106	214 690	211 793	1,4
Soutien à la vie associative		9 331	686	10 017	9 807	2,1
Prestations supplémentaires	13 778			13 778	15 343	-10,2
Autres actions	47	6 820	3 188	10 055	11 216	-10,4
Logistique des œuvres (3)			11 067	11 067	7 814	41,6
Total général	415 914	1 853 162	406 620	2 675 696	2 560 648	4,5
évolution en % 2003/2002	-0,1	5,4	5,2	4,5		

Source : Cnaf, DSER

(1) Fonds d'investissement petite enfance et aide exceptionnelle à l'investissement

(2) Ces termes remplacent ceux de travailleuses familiales et aides ménagères, à l'occasion de nouvelles formations sanctionnées par de nouveaux diplômes.

(3) Cette gestion est liée à la mise en place du Budget Unique de Gestion. Elle est destinée uniquement aux caf qui, compte tenu de contraintes vis-à-vis des partenaires co-financiers de leurs gestions directes, n'ont pu effectuer le reclassement des charges de logistique commune aux œuvres, de la gestion SF vers la gestion E.

Tableau 3 : Dépenses d' action sociale en Métropole et dans les départements d'Outre- Mer, par fonction et section budgétaire

milliers d'€

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	99 620	1 144 290	1 274	1 245 184
Temps libres des enfants et des familles	31 664	420 251	129 825	581 740
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	4 598	273 842	142 811	421 251
Logement et habitat	7 551	32 184	128 179	167 914
Animation et vie sociale	19 494	205 213	0	224 707
Prestations supplémentaires aux familles			13 778	13 778
Autres actions	367	9 641	47	10 055
Logistique des œuvres (*)	50	11 017		11 067
Total général	163 344	2 096 438	415 914	2 675 696
évolution 2003/2002 en %	28,9	3,9	-0,1	4,5

(*) voir renvoi (3) tableau 2.

structure en %

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	8,0	91,9	0,1	100,0
Temps libres des enfants et des familles	5,4	72,2	22,3	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	1,1	65,0	33,9	100,0
Logement et habitat	4,5	19,2	76,3	100,0
Animation et vie sociale	8,7	91,3	0,0	100,0
Prestations supplémentaires aux familles			100,0	100,0
Autres actions	3,6	95,9	8,0	100,0
Logistique des œuvres	0,5	99,5		100,0
Total général	6,1	78,4	15,5	100,0

Tableau 4 : Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les départements d' Outre-Mer, par fonction, sur dotations affectées et dotation d'action sociale

milliers d'€

	dotations affectées (*)	dotation d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1 167 285	77 899	1 245 184
Temps libres des enfants et des familles	382 649	199 091	581 740
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	88 933	332 318	421 251
Logement et habitat		167 914	167 914
Animation et vie sociale	107 215	117 492	224 707
Prestations supplémentaires aux familles		13 778	13 778
Autres actions		10 055	10 055
Logistique des œuvres		11 067	11 067
Total général	1 746 082	929 614	2 675 696

structure en %

	dotations affectées (*)	dotation d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	93,7	6,3	100,0
Temps libres des enfants et des familles	65,8	34,2	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	21,1	78,9	100,0
Logement et habitat		100,0	100,0
Animation et vie sociale	47,7	52,3	100,0
Prestations supplémentaires aux familles		100,0	100,0
Autres actions		100,0	100,0
Logistique des œuvres		100,0	100,0
Total général	65,3	34,7	100,0

(*) Les dotations affectées comprennent, en 2003 : les financements d'interventions de techniciennes d'intervention sociale et familiale ou d'auxiliaires de vie sociale sur fonds Cnam ou Enim, les financements sur fonds Cnaf des bourses Bafa, du Fipe et de l'AEI et surtout les prestations de service qui représentent 94 % des dotations affectées.

Source : Cnaf, DSER

Tableau 5 : Dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et type d'intervention

milliers d'€

Type d'intervention	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	structure des dépenses en %
	Subventions	Prêts	fonctionnement		investissement		fonctionnement		investis sement		
			Fonds propres	prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service			
Fonctions d'action sociale											
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1 272		9 390	1 048 495	83 013	5 897	34 269	12 730	4 518	1 199 584	46,5
Temps libres des enfants et des familles	124 170	583	22 170	377 335	19 756	8 476	17 451	1 171	2 317	573 429	22,2
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	125 066	14 746	7 811	33 902	275	190	221 532	1 036	4 119	408 677	15,9
Logement et habitat	19 943	90 657	19 297		1 564	3 109	8 732		166	143 468	5,6
Animation et vie sociale	0		36 436	95 541	11 100	3 235	58 515	11 549	4 642	221 018	8,6
Prestations supplémentaires aux familles	13 609	30								13 639	0,5
Autres actions (*)	47		6 437		126	5	2 957		231	9 803	0,4
Logistique des œuvres							8 343		50	8 393	0,3
Dépenses totales de l'exercice	284 107	106 016	101 541	1 555 273	115 834	20 912	351 799	26 486	16 043	2 578 011	100,0
Total par type d'intervention	390 123			1 793 560			394 328				
Structure en %	15,1			69,6			15,3			100,0	

Source : Cnaf, DSER

(*) intègre la sous-fonction "accompagnement de la fonction parentale" antérieurement rattachée à la fonction "accompagnement des familles et des jeunes"

Tableau 6 : Dépenses d'action sociale en Métropole, par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention

	milliers d'€					
	Aides aux familles	Aides aux partenaires	Services caf	TOTAL 2003	Rappel 2002	évolution en % (03/02)
Accueil des jeunes enfants	1 272	1 146 795	51 517	1 199 584	1 159 526	3,5
dont Crèches collectives	378	307 992	12 122	320 492	410 314	-21,9
Crèches familiales	28	126 307	3 261	129 596	133 786	-3,1
Etablissement polyvalents accueil jeunes enfants	19	202 278	5 519	207 816	149 345	39,2
Haltes-garderies	416	37 236	15 105	52 757	45 542	15,8
Fonction globale d'accueil	263	377 011	9 492	386 766	342 050	13,1
Fipe et AEI (1)		66 614	1 170	67 784	42 146	60,8
Temps libres	124 753	427 737	20 939	573 429	512 480	11,9
dont Centres de loisirs sans hébergement	22 698	207 145	4 737	234 580	224 632	4,4
Autres loisirs de proximité	15 236	6 444	312	21 992	22 284	-1,3
Centres collectifs de vacances	32 102	4 081	5 401	41 584	44 406	-6,4
Fonction globale "temps libres"	75	187 376	6 422	193 873	143 906	34,7
Centres familiaux de vacances	9 866	951	3 345	14 162	14 631	-3,2
Vacances familiales individuelles	27 597	209	0	27 806	26 853	3,5
Accompagnement social	139 812	42 178	226 687	408 677	393 905	3,8
dont Travail social	220	6 072	221 952	228 244	217 733	4,8
Techniciennes intervention sociale et familiale	68 107	23 642	4 419	96 168	96 007	0,2
Auxiliaires de vie sociale	25 350	11 367	316	37 033	33 502	10,5
Secours et prêts d'honneur	33 052			33 052	32 122	2,9
Logement et habitat	110 600	23 970	8 898	143 468	142 259	0,8
dont Amélioration de l'habitat	7 426	5 775		13 201	13 254	-0,4
Aides à l'équipement et à l'installation	88 659	77		88 736	87 702	1,2
Accès et maintien dans l'habitat	14 515	18 118	8 897	41 530	41 303	0,5
Animation et vie sociale		146 312	74 706	221 018	217 941	1,4
dont Animation sociale		137 748	74 020	211 768	208 965	1,3
Soutien à la vie associative		8 564	686	9 250	8 976	3,1
Prestations supplémentaires	13 639			13 639	15 212	-10,3
Autres actions (5)	47	6 568	3 188	9 803	10 751	-8,8
Logistique des œuvres (3)			8 393	8 393	7 331	14,5
Total général	390 123	1 793 560	394 328	2 578 011	2 459 405	4,8
évolution en %2003/2002	-0,4	5,9	5,3			

Source : Cnaf, DSER - DSPA

(1) Fonds d'investissement petite enfance et aide exceptionnelle à l'investissement

(2) Cette gestion est liée à la mise en place du Budget Unique de Gestion. Elle est destinée uniquement aux caf qui, compte tenu de contraintes vis-à-vis des partenaires co-financeurs de leurs gestions directes, n'ont pu effectuer le reclassement des charges de logistique commune aux œuvres, de la gestion SF vers la gestion E.

Tableau 7 : Dépenses d'action sociale en Métropole, par fonction et section budgétaire

milliers d'€

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	93 428	1 104 884	1 272	1 199 584
Temps libres des enfants et des familles	30 549	418 127	124 753	573 429
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	4 584	264 281	139 812	408 677
Logement et habitat	4 839	28 029	110 600	143 468
Animation et vie sociale	18 977	202 041		221 018
Prestations supplémentaires aux familles			13 639	13 639
Autres actions	362	9 394	47	9 803
Logistique des œuvres	50	8 343		8 393
Total général	152 789	2 035 099	390 123	2 578 011
évolution 2003/2002 en %	29,3	4,4	-0,4	4,8

structure en %

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	7,8	92,1	0,1	100,0
Temps libres des enfants et des familles	5,3	72,9	21,8	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	1,1	64,7	34,2	100,0
Logement et habitat	3,4	19,5	77,1	100,0
Animation et vie sociale	8,6	91,4	0,0	100,0
Prestations supplémentaires aux familles			100,0	100,0
Autres actions	3,7	95,8	0,5	100,0
Logistique des œuvres	0,6	99,4		100,0
Total général	5,9	80,0	15,1	100,0

Tableau 8 : Dépenses d'action sociale en Métropole, par fonction, sur dotations affectées et dotation d'action sociale

milliers d'€

	dotations affectées (*)	dotation d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1 129 009	70 575	1 199 584
Temps libres des enfants et des familles	381 394	192 035	573 429
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	88 933	319 745	408 677
Logement et habitat		143 468	143 468
Animation et vie sociale	107 090	113 928	221 018
Prestations supplémentaires aux familles		13 639	13 639
Autres actions		9 803	9 803
Logistique des œuvres		8 393	8 393
Total général	1 706 426	871 585	2 578 011

structure en %

	dotations affectées (*)	dotation d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	94,1	5,9	100,0
Temps libres des enfants et des familles	66,5	33,5	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	21,8	78,2	100,0
Logement et habitat		100,0	100,0
Animation et vie sociale	48,5	51,5	100,0
Prestations supplémentaires aux familles		100,0	100,0
Autres actions		100,0	100,0
Logistique des œuvres		100,0	100,0
Total général	66,2	33,8	100,0

(*) Les dotations affectées comprennent en 2003 : les financements d'intervention de TISF et AVS (techniciennes de l'intervention sociale et familiale, auxiliaire de vie sociale) sur fonds Cnam ou Enim, les financements sur fonds Cnaf des bourses Bafa, du Fipe et de l'AEI, et surtout les prestations de service qui représentent 93% des dotations affectées.

Tableau 9 : Dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer par fonction et type d'intervention

milliers d'€

Type d'intervention	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	structure des dépenses en %
			fonctionnement		investissement		fonctionnement		investis sement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service			
Fonctions d'action sociale											
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	3		1 683	36 596	5 906	0	1 127	0	285	45 600	46,7
Temps libres des enfants et des familles	5 072	0	585	1 202	1 108	0	338	0	7	8 312	8,5
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	2 649	351	3 083	0	4	0	6 477	0	9	12 573	12,9
Logement et habitat	1 563	16 016	2 863		2 713	0	1 291		0	24 446	25,0
Animation et vie sociale	0		3 006	125	473	0	41	0	44	3 689	3,8
Prestations supplémentaires aux familles	139	0								139	0,1
Autres actions (*)	0		246		6	0	0		0	252	0,3
Logistique des œuvres							2 674		0	2 674	2,7
Dépenses totales de l'exercice	9 426	16 367	11 466	37 923	10 210	0	11 948	0	345	97 685	100,0
Total par type d'intervention	25 793		59 599				12 293				
Structure en %	26,4		61,0				12,6			100,0	

(*) intègre la sous-fonction "accompagnement de la fonction parentale" antérieurement rattachée à la fonction "accompagnement des familles et des jeunes"

Tableau 10 : Dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention

milliers d'€

	Aides aux familles	Aides aux partenaires	Services caf	TOTAL 2003	Rappel 2002	évolution en % (2003/2002)
Accueil des jeunes enfants	3	44 185	1 412	45 600	45 861	-0,6
dont Crèches collectives	3	2 543	648	3 194	2 856	11,8
Jardins d'enfants	0	453	4	457	705	-35,2
Haltes-garderies	0	10	0	10	78	-87,2
Fonction globale d'accueil (1)		37 195	761	37 956	41 059	-7,6
Fipe et AEI (2)		1 679	0	1 679	677	148,0
Temps libres	5 072	2 895	345	8 312	12 303	-32,4
dont CLSH	1 599	2 037	0	3 636	4 228	-14,0
Centres collectifs de vacances	2 199	87	0	2 286	2 279	0,3
Centres familiaux de vacances	1 094	7	251	1 352	1 227	10,2
Accompagnement social	3 000	3 087	6 486	12 573	13 134	-4,3
dont Travail social		511	6 486	6 997	7 960	-12,1
Techniciennes intervention sociale et familiale	1 760	1 654	0	3 414	3 056	11,7
Auxiliaires de vie sociale	276	917	0	1 193	1 081	10,4
Secours et prêts d'honneur	949			949	1 012	-6,2
Logement et habitat	17 579	5 576	1 291	24 446	25 208	-3,0
dont Amélioration de l'habitat	13 369	0		13 369	9 758	37,0
Aides à l'équipement et à l'installation	1 161	10		1 171	2 145	-45,4
Accès et maintien dans l'habitat	3 048	3 075	1 292	7 415	13 305	-44,3
Animation et vie sociale	0	3 604	85	3 689	3 658	0,8
dont animation sociale		2 837	85	2 922	2 828	3,3
Soutien à la vie associative		767	0	767	830	-7,6
Prestations supplémentaires	139			139	131	6,1
Autres actions	0	252	0	252	465	-45,8
Logistique des œuvres (3)			2 674	2 674	483	ns
Total général	25 793	59 599	12 293	97 685	101 243	-3,5
évolution en % 2003/2002	4,5	-7,6	2,1	-3,5		

(1) en colonne aides aux partenaires, concerne le contrat enfance pour 37 millions d'euros, dont 11 millions d'euros de prestations de service versées aux Centres de Loisirs Sans Hébergement : en effet, pour les départements d' Outre-Mer les prestations de service versées aux CLSH relèvent du dispositif "contrat enfance" (cf tableau SF908 page).

(2) Fonds d'investissement petite enfance et aide exceptionnelle à l'investissement

(3) Cette gestion est liée à la mise en place du Budget Unique de Gestion. Elle est destinée uniquement aux caf qui, compte tenu de contraintes vis-à-vis des partenaires co-financeurs de leurs gestions directes, n'ont pu effectuer le reclassement des charges de logistique commune aux œuvres, de la gestion SF vers la gestion E.

**Tableau 11 : Dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer
par fonction et section budgétaire**

milliers d'€

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	6 191	39 406	3	45 600
Temps libres des enfants et des familles	1 115	2 125	5 072	8 312
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	13	9 560	3 000	12 573
Logement et habitat	2 713	4 154	17 579	24 446
Animation et vie sociale	517	3 172	0	3 689
Prestations supplémentaires aux familles			139	139
Autres actions	6	246	0	252
Logistique des œuvres	0	2 674		2 674
Total général	10 555	61 337	25 793	97 685
évolution 2002/2001 en %	23,4	-9,8	4,5	-3,5

structure en %

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	13,6	86,4	0,0	100,0
Temps libres des enfants et des familles	13,4	25,6	61,0	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	0,1	76,0	23,9	100,0
Logement et habitat	11,1	17,0	71,9	100,0
Animation et vie sociale	14,0	86,0	0,0	100,0
Prestations supplémentaires aux familles			100,0	100,0
Autres actions	2,4	97,6	0,0	100,0
Logistique des œuvres	0,0	100,0		100,0
Total général	10,8	62,8	26,4	100,0

**Tableau 12 : Dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer,
par fonction, sur dotations affectées et dotation d'action sociale**

milliers d'€

	dotations affectées (*)	dotation d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	38 275	7 325	45 600
Temps libres des enfants et des familles	1 257	7 055	8 312
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	0	12 573	12 573
Logement et habitat		24 446	24 446
Animation et vie sociale	125	3 564	3 689
Prestations supplémentaires aux familles		139	139
Autres actions		252	252
Logistique des œuvres		2 674	2 674
Total général	39 657	58 028	97 685

structure en %

	dotations affectées (*)	dotation d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	83,9	16,1	100,0
Temps libres des enfants et des familles	15,1	84,9	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	0,0	100,0	100,0
Logement et habitat		100,0	100,0
Animation et vie sociale	3,4	96,6	100,0
Prestations supplémentaires aux familles		100,0	100,0
Autres actions		100,0	100,0
Logistique des œuvres		0,0	100,0
Total général	40,6	59,4	100,0

(*) Les dotations affectées comprennent en 2003 : les financements sur fonds Cnaf des bourses Bafa, du Fipe et de l'AEI et les prestations de service qui représentent 96 % des dotations affectées des Départements d'Outre-Mer.

ANNEXE 1

Les Dépenses d'Action Sociale des Caf Série de 1999 à 2003

	pages :
Résultats agrégés des Caf métropolitaines et des Caf des Dom	
Tableau 13 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer par fonction	29
Tableau 14 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer, par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention	30
Tableau 15 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer par section budgétaire	31
Tableau 16 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer selon le destinataire de la dépense	31
Résultats agrégés des Caf métropolitaines	
Tableau 17 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction	32
Tableau 18 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention	33
Tableau 19 : dépenses d'action sociale en Métropole par section budgétaire	34
Tableau 20 : dépenses d'action sociale en Métropole selon le destinataire de la dépense	34
Tableau 21 : dépenses d'investissement en Métropole par fonction	35
Tableau 22 : dépenses de fonctionnement en Métropole par fonction	36
Tableau 23 : dépenses d'aides financières en Métropole par fonction	37
Résultats agrégés des Caf des Dom	
Tableau 24 : dépenses d'action sociale des Départements d'Outre-Mer par fonction	38
Tableau 25 : dépenses d'investissement, de fonctionnement et d'aides financières des Départements d'Outre-Mer par fonction	39

Tableau 13 - Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer par fonction

milliers €

Valeurs	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des jeunes enfants	864 756	921 333	982 441	1 205 387	1 245 184
Temps libres des enfants et des familles	384 630	428 830	457 160	524 783	581 740
Accompagnement social des familles	400 941	398 297	402 336	407 038	421 251
Logement et habitat	169 514	171 760	158 252	167 467	167 914
Animation et vie sociale	201 572	208 090	206 425	221 600	224 707
Prestations supplémentaires	26 055	21 736	16 886	15 343	13 778
Autres actions	19 521	19 163	8 522	11 216	10 055
Pilotage et gestion	202 857	212 160			
Logistique des œuvres			9 059	7 814	11 067
TOTAL	2 269 844	2 381 368	2 241 081	2 560 648	2 675 696

%

Evolutions en %	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002
Accueil des jeunes enfants	6,5	6,6	22,7	3,3
Temps libres des enfants et des familles	11,5	6,6	14,8	10,9
Accompagnement social des familles	-0,7	1,0	1,2	3,5
Logement et habitat	1,3	-7,9	5,8	0,3
Animation et vie sociale	3,2	-0,8	7,4	1,4
Prestations supplémentaires	-16,6	-22,3	-9,1	-10,2
Autres actions	-1,8	-55,5	31,6	-10,4
Pilotage et gestion	4,6			
Logistique des œuvres			-13,7	41,6
TOTAL	4,9	-5,9	14,3	4,5

%

Structure	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des jeunes enfants	38,1	38,7	43,8	47,1	46,5
Temps libres des enfants et des familles	16,9	18,0	20,8	20,5	21,7
Accompagnement social des familles	17,7	16,7	18,1	15,9	15,8
Logement et habitat	7,5	7,2	6,6	6,5	6,3
Animation et vie sociale	8,9	8,8	9,5	8,7	8,4
Prestations supplémentaires	1,1	0,9	0,8	0,6	0,5
Autres actions	0,9	0,8	0,4	0,4	0,4
Pilotage et gestion	8,9	8,9			
Logistique des œuvres			0,4	0,3	0,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

**Tableau 14 : Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les
Départements d'Outre-Mer, par fonction et principale
sous-fonction, selon le domaine d'intervention**

Valeurs	milliers €					évolution en % 03/02
	1999	2000	2001	2002	2003	
Accueil des jeunes enfants	864 756	921 333	982 441	1 205 387	1 245 184	3,3
dont Crèches collectives	331 735	371 039	362 877	413 169	323 686	-21,7
Crèches familiales	125 612	130 490	121 754	133 785	129 596	-3,1
Haltes-garderies	58 774	49 578	47 027	45 621	52 767	15,7
étab. polyvalents accueil jeunes enfants	27 024	64 573	91 891	149 489	209 863	40,4
Contrats enfance	235 693	260 804	292 845	372 277	412 341	10,8
(% de la fonction (1))	90,1	95,1	93,3	92,4	90,6	
Temps libres (2)	384 630	428 830	457 160	524 783	581 740	10,9
dont CLSH	198 909	214 111	212 362	228 859	238 216	4,1
Centres collectifs de vacances	52 453	48 987	46 859	46 685	43 870	-6,0
Fonction globale "temps libres"	31 152	61 096	94 446	143 947	194 560	35,2
Centres familiaux de vacances	18 005	17 342	16 080	15 858	15 515	-2,2
Vacances individuelles	31 082	27 018	26 842	26 853	27 807	3,6
(% de la fonction (1))	86,2	85,9	86,8	88,1	89,4	
Accompagnement social	400 941	398 297	402 336	407 038	421 251	3,5
dont Travail social	207 037	209 185	217 064	225 693	235 241	4,2
Techniciennes intervention sociale et familiale	115 555	112 101	106 774	99 064	99 582	0,5
Auxiliaires de vie sociale	28 478	29 530	32 375	34 582	38 226	10,5
Secours et prêts d'honneur	35 865	33 162	33 821	33 132	34 001	2,6
(% de la fonction (1))	96,5	96,4	96,9	96,4	96,6	
Logement et habitat	169 514	171 760	158 252	167 467	167 914	0,3
dont Aide à l'équipement et à l'installation	100 817	101 931	96 236	99 563	89 907	-9,7
Animation et vie sociale	201 572	208 090	206 425	221 600	224 707	1,4
dont Centres sociaux	159 863	158 643	159 583	167 104	170 333	1,9
Foyer jeunes travailleurs	19 461	20 468	17 601	21 522	19 868	-7,7
(% de la fonction (1))	89,0	86,1	85,8	85,1	84,6	
Prestations supplémentaires	26 055	21 736	16 886	15 343	13 778	-10,2
dont Etudiants	19 484	15 221	11 160	9 866	8 012	-18,8
Autres actions	19 521	19 163	8 522	11 216	10 055	-10,4
Pilotage et gestion	202 857	212 160				
dont Investissement	10 372	11 981				
Fonctionnement	192 485	200 178				
logistique des œuvres			9 059	7 814	11 067	41,6
Total général	2 269 844	2 381 368	2 241 081	2 560 648	2 675 696	4,5

Source : Cnaf, DSER - DSPA

(1) pourcentage calculé en rapportant la somme des sous-fonctions au total de la fonction.

**Tableau 15 - Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les
Départements d'Outre-Mer par section budgétaire**

milliers €

Valeurs	1999	2000	2001	2002	2003
Investissement	140 242 ⁽¹⁾	106 537	107 774	126 735	163 344
Fonctionnement	1 684 098	1 839 995	1 711 801	2 017 695	2 096 438
Aides financières	445 504	434 837	421 506	416 218	415 914
TOTAL	2 269 844	2 381 368	2 241 081	2 560 648	2 675 696

(1) dont 221 millions de francs de charges à payer, comptabilisées sur l'exercice 1999, qui seront effectivement dépensées au cours des exercices 2000 à 2003.

%

Evolutions en %	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002
Investissement	-24,0	1,2	17,8	28,9
Fonctionnement	9,3	-7,0	17,9	3,9
Aides financières	-2,4	-3,1	-1,3	-0,1
TOTAL	4,9	-5,9	14,3	4,5

%

Structure	1999	2000	2001	2002	2003
Investissement	6,2	4,5	4,8	4,9	6,1
Fonctionnement	74,2	77,3	76,4	78,8	78,4
Aides financières	19,6	18,3	18,8	16,3	15,5
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Tableau 16 - Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les
Départements d'Outre-Mer selon le destinataire de la dépense**

milliers €

	1999	2000	2001	2002	2003
aides aux familles	445 504	434 837	421 505	416 217	415 914
aides aux partenaires	1 263 686	1 370 842	1 447 453	1 757 819	1 853 162
Services Caf	560 654	575 689	372 123 ⁽¹⁾	386 612	406 620
Total	2 269 844	2 381 368	2 241 081	2 560 648	2 675 696

(1) La mise en place du "Budget unique de gestion" en 2001 a impliqué le rattachement à la gestion GA de dépenses antérieurement comptabilisées en gestion SF retracées dans la fonction 8 "pilotage et gestion", de la sous-fonction 71 "communication et documentation" et d'une partie de la sous-fonction 72 "études et recherches".

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 17 - Dépenses d'action sociale en Métropole par fonction

milliers €

Valeurs	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des jeunes enfants	826 966	881 835	939 874	1 159 526	1 199 584
Temps libres des enfants et des familles	378 240	418 861	446 709	512 480	573 429
Accompagnement social des familles	387 018	386 182	388 986	393 905	408 677
Logement et habitat	141 082	140 041	132 414	142 259	143 468
Animation et vie sociale	199 084	204 449	203 226	217 941	221 018
Prestations supplémentaires	26 044	21 603	16 729	15 212	13 639
Autres actions	19 196	19 038	8 123	10 751	9 803
Pilotage et gestion	190 831	199 034			
Logistique des œuvres			9 059	7 331	8 393
TOTAL	2 168 461	2 271 043	2 145 120	2 459 405	2 578 011

%

Evolutions en %	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002
Accueil des jeunes enfants	6,6	6,6	23,4	3,5
Temps libres des enfants et des familles	10,7	6,6	14,7	11,9
Accompagnement social des familles	-0,2	0,7	1,3	3,8
Logement et habitat	-0,7	-5,4	7,4	0,8
Animation et vie sociale	2,7	-0,6	7,2	1,4
Prestations supplémentaires	-17,1	-22,6	-9,1	-10,3
Autres actions	-0,8	-57,3	32,4	-8,8
Pilotage et gestion	4,3			
Logistique des œuvres			-19,1	14,5
TOTAL	7,2	4,7	14,7	4,8

%

Structure	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des jeunes enfants	38,1	38,8	43,8	47,2	46,5
Temps libres des enfants et des familles	17,5	18,4	20,8	20,8	22,2
Accompagnement social des familles	17,9	17,1	18,3	16,0	15,9
Logement et habitat	6,5	6,2	6,2	5,8	5,6
Animation et vie sociale	9,2	9,0	9,5	8,9	8,6
Prestations supplémentaires	1,2	1,0	0,8	0,6	0,5
Autres actions	0,8	0,7	0,2	0,4	0,4
Pilotage et gestion	8,8	8,8			
Logistique des œuvres			0,4	0,3	0,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 18 : Dépenses d'action sociale en Métropole, par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention

milliers

Valeurs	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des jeunes enfants	826 965	881 836	939 874	1 159 526	1 199 584
dont Crèches collectives	327 650	368 243	359 102	410 314	320 492
Crèches familiales	125 603	130 490	121 746	133 786	129 596
Haltes-garderies	58 699	49 480	46 958	45 542	52 757
étab. polyvalents accueil jeunes enfants	26 973	64 340	91 891	149 345	207 816
Contrats enfance	208 819	226 171	258 262	332 264	375 745
(% de la fonction (1))	90,4	95,1	93,4	92,4	90,1
Temps libres (2)	378 240	418 861	446 709	512 480	573 429
dont CLSH	197 588	211 174	208 774	224 632	234 580
Centres collectifs de vacances	49 751	47 023	44 817	44 406	41 584
Fonction globale "temps libres"	31 126	60 966	94 324	143 906	193 873
Centres familiaux de vacances	17 257	16 417	14 995	14 631	14 162
Vacances individuelles	31 082	26 974	26 806	26 853	27 806
(% de la fonction (1))	86,4	86,6	87,2	88,7	89,3
Accompagnement social (2)	387 018	386 182	388 986	393 905	408 677
dont Travail social	198 490	199 320	205 045	217 733	228 244
Techniciennes intervention sociale et familiale (2)	112 363	109 173	103 154	96 007	96 168
Auxiliaires de vie sociale (2)	27 575	28 615	31 352	33 502	37 033
Secours et prêts d'honneur	33 328	32 274	32 930	32 122	33 052
(% de la fonction (1))	96,1	95,1	95,8	96,3	96,5
Logement et habitat	141 082	140 041	132 414	142 259	143 468
dont Aide à l'équipement et à l'installation	85 571	86 182	82 907	87 702	88 736
Animation et vie sociale	199 084	204 449	203 226	217 941	221 018
dont Centres sociaux	159 663	158 643	159 194	166 693	169 661
Foyer jeunes travailleurs	18 891	19 757	16 949	20 876	19 085
(% de la fonction (1))	89,7	87,3	86,7	86,1	85,4
Prestations supplémentaires	26 044	21 603	16 729	15 212	13 639
dont Etudiants	19 495	15 221	11 178	9 866	8 012
Autres actions (2)	19 196	19 038	8 123	10 751	9 803
Pilotage et gestion (2)	190 831	199 034			
dont Investissement	9 838	10 993			
Fonctionnement	180 993	188 041			
logistique des œuvres (2)			9 059	7 331	8 393
Total général	2 168 461	2 271 043	2 145 120	2 459 405	2 578 011

Source : Cnaf, DSER - DSPA

(1) pourcentage calculé en rapportant la somme des sous-fonctions au total de la fonction.

(2) Séries recalculées pour les fonctions "accompagnement social" et "autres actions" (changement de nomenclature au 1/01/2002).

Tableau 19 - Dépenses d'Action Sociale en Métropole par section budgétaire

milliers €

Valeurs	1999	2000	2001	2002	2003
Investissement	127 303	96 296	99 170	118 182	152 789
Fonctionnement	1 620 801	1 767 712	1 651 541	1 949 688	2 035 099
Aides financières	420 357	407 035	394 409	391 535	390 123
TOTAL	2 168 461	2 271 043	2 145 120	2 459 405	2 578 011

%

Structure	1999	2000	2001	2002	2003
Investissement	5,9	4,2	4,6	4,8	5,9
Fonctionnement	74,7	77,8	77,0	79,3	80,0
Aides financières	19,4	17,9	18,4	15,9	15,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 20 - Dépenses d'Action Sociale en Métropole selon le destinataire de la dépense

milliers €

	1999	2000	2001	2002	2003
aides aux familles	420 357	407 035	394 409	391 535	390 123
aides aux partenaires	1 208 965	1 311 498	1 390 931	1 693 298	1 793 560
Services Caf	539 139	552 510	359 780	374 572	394 328
Total	2 168 461	2 271 043	2 145 120	2 459 405	2 578 011

%

Structure	1999	2000	2001	2002	2003
aides aux familles	19,4	17,9	18,4	15,9	15,1
aides aux partenaires	55,7	57,8	64,8	68,9	69,6
Services Caf	24,9	24,3	16,8	15,2	15,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 21 - Dépenses d'investissement en Métropole par fonction

milliers €

Valeurs	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des jeunes enfants	56 778 (1)	24 404	45 403 (2)	61 052 (3)	93 428 (4)
Temps libres des enfants et des familles	21 042	24 646	22 471	25 557	30 549
Accompagnement social des familles (4)	4 838	4 866	4 182	4 666	4 584
Logement et habitat	9 098	6 891	5 630	4 416	4 839
Animation et vie sociale	25 101	24 156	21 294	21 689	18 977
Prestations supplémentaires					
Autres actions (5)	608	340	167	670	362
Pilotage et gestion	9 838	10 993			
Logistique des œuvres			23	132	50
TOTAL	127 303	96 296	99 170	118 182	152 789

(1) dont 31 millions d'euros de charges à payer qui seront effectivement dépensées au cours des exercices 2000 à 2003.

(2) dont 24,6 millions d'euros au titre du Fonds d'Investissement Petite Enfance (FIPE)

(3) dont 41,5 millions d'euros au titre du FIPE et de l'aide exceptionnelle à l'investissement (AEI)

(4) dont 69,5 millions d'euros au titre du FIPE et de l' AEI

(5) Séries recalculées pour les fonctions "accompagnement social" et "autres actions" (changement de nomenclature au 1/01/2002)

Evolutions en %	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002
Accueil des jeunes enfants	-57,0	86,2	34,5	53,0
Temps libres des enfants et des familles	17,1	-8,8	13,7	19,5
Accompagnement social des familles	0,6	-13,0	11,6	-1,8
Logement et habitat	-24,3	-18,3	-21,6	9,6
Animation et vie sociale	-3,8	-11,8	1,9	-12,5
Prestations supplémentaires				
Autres actions	-44,1	-65,6	301,2	-46,0
Pilotage et gestion	11,7			
Logistique des œuvres			473,9	-62,1
TOTAL	-24,4	11,9	19,2	29,3

(2) évolution de - 1,7 % si l'on défalque les charges à payer.

Structure	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des jeunes enfants	44,6	25,3	45,8	51,7	61,2
Temps libres des enfants et des familles	16,5	25,5	22,6	21,6	20,0
Accompagnement social des familles	3,8	5,1	4,2	3,9	3,0
Logement et habitat	7,2	7,2	5,7	3,7	3,2
Animation et vie sociale	19,7	25,1	21,5	18,4	12,4
Prestations supplémentaires					
Autres actions	0,5	0,4	0,2	0,6	0,2
Pilotage et gestion	7,7	11,4			
Logistique des œuvres			0,0	0,1	0,0
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 22 - Dépenses de fonctionnement en Métropole par fonction

milliers €

Valeurs	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des jeunes enfants	768 252	856 118	930 158	1 097 330	1 104 884
Temps libres des enfants et des familles	212 707	255 215	293 676	356 160	418 127
Accompagnement social des familles (*)	243 684	244 651	258 684	256 080	264 281
Logement et habitat	22 683	24 835	28 699	27 477	28 029
Animation et vie sociale	173 944	180 293	184 521	196 252	202 041
Prestations supplémentaires					
Autres actions (*)	18 538	18 559	7 026	9 190	9 394
Pilotage et gestion	180 993	188 041			
Logistique des œuvres			9 037	7 199	8 343
TOTAL	1 620 801	1 767 712	1 711 801	1 949 688	2 035 099

(*) Séries recalculées pour les fonctions "accompagnement social" et "autres actions" (changement de nomenclature au 1/01/2002).

%

Evolutions en %	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002
Accueil des jeunes enfants	11,4	8,6	18,0	0,7
Temps libres des enfants et des familles	20,0	15,1	21,3	17,4
Accompagnement social des familles	0,4	5,7	-1,0	3,2
Logement et habitat	9,5	15,6	-4,3	2,0
Animation et vie sociale	3,7	2,3	6,4	2,9
Prestations supplémentaires				
Autres actions	0,1	-62,1	30,8	2,2
Pilotage et gestion	3,9			
Logistique des œuvres			-20,3	15,9
TOTAL	9,1	-3,2	13,9	4,4

%

Structure	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des jeunes enfants	47,4	48,4	54,3	56,3	54,3
Temps libres des enfants et des familles	13,1	14,5	17,2	18,3	20,5
Accompagnement social des familles	15,0	13,8	15,1	13,1	13,0
Logement et habitat	1,4	1,4	1,7	1,4	1,4
Animation et vie sociale	10,8	10,2	10,8	10,0	9,9
Prestations supplémentaires					
Autres actions	1,1	1,1	0,4	0,5	0,5
Pilotage et gestion	11,2	10,6			
Logistique des œuvres			0,5	0,4	0,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 23 - Dépenses d'aides financières en Métropole par fonction

milliers €

Valeurs	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des jeunes enfants	1 935	1 313	1 438	1 144	1 272
Temps libres des enfants et des familles	144 491	139 000	135 306	130 763	124 753
Accompagnement social des familles (*)	138 497	136 664	136 460	133 159	139 812
Logement et habitat	109 301	108 316	103 485	110 366	110 600
Animation et vie sociale	39				
Prestations supplémentaires	26 044	21 603	16 729	15 212	13 639
Autres actions (*)	50	140	991	891	47
Pilotage et gestion					
Logistique des œuvres					
TOTAL	420 357	407 035	394 409	391 535	390 123

(*) Séries recalculées pour les fonctions "accompagnement social" et "autres actions" (changement de nomenclature au 1/01/2002).

Evolutions en %	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002
Accueil des jeunes enfants	-32,1	9,5	-20,4	11,2
Temps libres des enfants et des familles	-3,8	-2,7	-3,4	-4,6
Accompagnement social des familles	-1,3	-0,1	-2,4	5,0
Logement et habitat	-0,9	-4,5	6,6	0,2
Animation et vie sociale				
Prestations supplémentaires	-17,1	-22,6	-9,1	-10,3
Autres actions	180,0	607,9	-10,1	-94,7
Pilotage et gestion				
Logistique des œuvres				
TOTAL	-3,2	-3,1	-0,7	-0,4

Structure	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des jeunes enfants	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3
Temps libres des enfants et des familles	34,4	34,2	34,3	33,4	32,0
Accompagnement social des familles	33,0	33,6	34,6	34,0	35,8
Logement et habitat	26,0	26,6	26,2	28,2	28,4
Animation et vie sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations supplémentaires	6,2	5,3	4,2	3,9	3,5
Autres actions	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0
Pilotage et gestion					
Logistique des œuvres					
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

**Tableau 24 - Dépenses d'action sociale des
Départements d 'Outre-Mer par fonction**

milliers €

Valeurs	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des jeunes enfants	37 791	39 497	42 566	45 861	45 600
Temps libres des enfants et des familles	6 390	9 969	10 453	12 303	8 312
Accompagnement social des familles (*)	13 909	12 115 (3)	13 348	13 134	12 573
Logement et habitat	28 431	31 719 (3)	25 839	25 208	24 446
Animation et vie sociale	2 488	3 641	3 198	3 658	3 689
Prestations supplémentaires	11 (1)	133	157	131	139
Autres actions(*)	339 (2)	125	400	465	252
Pilotage et gestion	12 026	13 126			
Logistique des œuvres			0	483	2 674
TOTAL	101 384	110 325	95 961	101 243	97 685

(*) Séries recalculées pour les fonctions "accompagnement social" et "autres actions" (changement de nomenclature au 1/01/2002).

%

Evolutions en %	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002
Accueil des jeunes enfants	4,5	7,8	7,7	-0,6
Temps libres des enfants et des familles	56,0	4,9	17,7	-32,4
Accompagnement social des familles	-12,9	10,2	-1,6	-4,3
Logement et habitat	11,6	-18,5	-2,4	-3,0
Animation et vie sociale	46,4	-12,2	14,4	0,8
Prestations supplémentaires	(4)	18,0	-16,6	6,1
Autres actions	(4)	220,0	16,3	-45,8
Pilotage et gestion	9,2			
Logistique des œuvres		-	-	ns
TOTAL	8,8	-12,1	4,4	-3,5

%

Structure	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des jeunes enfants	37,3	35,8	44,4	45,3	46,7
Temps libres des enfants et des familles	6,3	9,0	10,9	12,1	8,5
Accompagnement social des familles	13,7	11,0	13,8	13,0	12,9
Logement et habitat	28,0	28,8	26,9	24,9	25,0
Animation et vie sociale	2,5	3,3	3,3	3,6	3,8
Prestations supplémentaires	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1
Autres actions	0,3	0,1	0,4	0,5	0,3
Pilotage et gestion	11,9	11,9			
Logistique des œuvres			0,0	0,5	2,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

(1) désengagement de la Caf de La Guyane dans l'aide à la rentrée scolaire en 1999.

(2) en 1999, 2 Caf ont eu des dépenses importantes sur des sous-fonctions jusqu'alors non alimentées : La Réunion en "information des familles" pour 91.500 € et La Guyane en "fonds régionaux" pour 152.400 €

(3) Changement d'affectation entre fonctions, pour la Caf de La Guadeloupe, en affectant à la fonction 4 la part d'activité des travailleurs sociaux qui relève tout spécifiquement du logement.

(4) évolutions non calculées compte tenu des montants aberrants enregistrés en 1999.

Tableau 25 - Dépenses d'investissement, de fonctionnement et d'aides financières des Départements d'Outre-Mer par fonction

milliers €

Investissement	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des jeunes enfants	8332 (1)	2 399	5331 (2)	2973 (3)	6191 (4)
Temps libres des enfants et des familles	469	1 203	919	1 223	1 115
Accompagnement social des familles (2)	16	37	60	25	13
Logement et habitat	3 422	4 551	1 673	3 581	2 713
Animation et vie sociale	161	1 053	609	745	517
Prestations supplémentaires					
Autres actions (5)	5	11	13	6	6
Pilotage et gestion	534	988			
Logistique des œuvres			0	0	0
TOTAL	12 939	10 241	8 605	8 553	10 555

(1) dont 2700 milliers € de charges à payer qui seront effectivement dépensées au cours des exercices 2000 à 2003.

(2) dont 1729 milliers d'euros au titre du Fonds d'Investissement Petite Enfance (FIPE)

(3) dont 677 milliers d'euros au titre du FIPE et de l'aide exceptionnelle à l'investissement (AEI)

(4) dont 1678 milliers d'euros au titre du FIPE et de l' AEI

(5) Séries recalculées pour les fonctions "accompagnement social" et "autres actions" (changement de nomenclature au 1/01/2002).

milliers €

Fonctionnement	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des jeunes enfants	29 448	37 020	37 124	42 793	39 406
Temps libres des enfants et des familles	1 565	3 451	4 744	5 892	2 125
Accompagnement social des familles (2)	11 260	11 082	10 013	10 254	9 560
Logement et habitat	6 885	5 890	5 402	5 212	4 154
Animation et vie sociale	2 327	2 588	2 589	2 913	3 172
Prestations supplémentaires					
Autres actions (2)	320	113	387	459	246
Pilotage et gestion	11 492	12 138			
Logistique des œuvres			0	483	2 674
TOTAL	63 297	72 282	60 259	68 006	61 337

(2) Séries recalculées pour les fonctions "accompagnement social" et "autres actions" (changement de nomenclature au 1/01/2002).

milliers €

Aides financières	1999	2000	2001	2002	2003
Accueil des jeunes enfants	10	78	111	95	3
Temps libres des enfants et des familles	4 355	5 315	4 790	5 188	5 072
Accompagnement social des familles	2 646	997	3 275	2 855	3 000
Logement et habitat	18 125	21 278	18 764	16 415	17 579
Animation et vie sociale					
Prestations supplémentaires	11	133	157	131	139
Autres actions	0	0	0	0	0
Pilotage et gestion					
Logistique des œuvres				0	0
TOTAL	25 148	27 802	27 097	24 684	25 793

Source : Cnaf, DSER - DSPA

A N N E X E 2

Les résultats financiers 2003 selon la présentation des questionnaires statistiques transmis par les Caf

Résultats agrégés des Caf métropolitaines
et des Caf d'Outre-Mer

Fonction 1: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans

Tableau SF100		montant en euros									TOTAL
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
110: Crèches collectives	1	380 335		1 408 918	300 491 565	6 797 417	1 837 102	6 989 301	3 472 992	2 308 318	323 685 949
120: Crèches familiales	2	28 369		286 817	125 834 525	185 757	0	1 724 597	1 532 320	4 249	129 596 635
130: Crèches parentales	3	32 007		101 177	8 317 063	744 874	10 937				9 206 058
sous-total "crèches"	4	440 711		1 796 913	434 643 153	7 728 049	1 848 039	8 713 898	5 005 313	2 312 568	462 488 642
140: Haltes-garderies	5	415 774		2 624 877	31 800 277	2 428 323	392 042	10 587 393	3 441 353	1 076 631	52 766 670
150: Etablissements polyvalents accueil jeunes enfants	6	18 957		2 932 041	189 603 832	8 569 327	3 219 664	2 181 854	3 248 849	88 691	209 863 216
160: Jardins d'enfants	7	0		644 198	1 042 006	193 616	1 091	0	41 532	7 626	1 930 069
1700: Assistantes maternelles	8	131 188		638 066	13 292 290	766 166	51 762	2 184 347	924 235	20 028	18 008 081
1800: Autres lieux d'activité ou d'éveil	9	5 361		695 370		595 512	250 783	1 350 539		9 772	2 907 337
1810: Lieux d'accueil enfants/parents	10			271 404	2 368 819	81 085	3 830	242 435	68 825	0	3 036 398
1900: Fonction globale d'accueil (1)	11	262 472		1 470 293	412 341 157	264 444	130 072	10 135 228		117 868	424 721 535
1910: Fonds d'Investissement Petite Enfance (2)	12					47 469 427				667 164	48 136 591
1911: Aide exceptionnelle à l'investissement (3)	13					20 822 992				502 935	21 325 926
TOTAL fonction 1	14	1 274 463		11 073 162	1 085 091 535	88 918 940	5 897 283	35 395 693	12 730 107	4 803 281	1 245 184 464

(1) La rubrique D11 concerne le contrat enfance (compte SF65623233) spécificité 19002218 et la "concertation avec les conseils généraux" même compte et spécificité 19002212 (LC 2001-220 du 3/10/2001) (ventilation disponible au tableau SF906). La rubrique E11 concerne les investissements sur fonds propres liés au contrat enfance. Les dépenses afférentes aux conseillers techniques enfance sont retracées en G11 et I11.

(2) il s'agit des dépenses enregistrées au compte SF67451, spécificités 19102112 et 19103112.

(3) il s'agit des dépenses enregistrées au compte SF67452, spécificités 19112112 et 19113112.

Fonction 2: Temps libre des enfants et des familles

Tableau SF200		montant en euros									TOTAL
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	J			
211 : Centres de loisirs sans hébergement (a)	1	24 297 219	0	12 342 196	176 955 369	13 954 191	5 929 962	3 606 781	764 371	365 737	238 215 827
2120 : Autres loisirs de proximité	2	15 231 823	3 868	3 607 035		2 743 288	904 057	305 092		7 534	22 802 697
2130 : Opération "villes, vie, vacances" (b)	3	462 722	0	1 217 870		137 942		0			1 818 534
2140 : Centres collectifs de vacances (c,d)	4	34 241 101	60 052	1 685 065	110 579	1 748 849	623 482	3 907 559	8 062	1 485 273	43 870 022
2150 : Camps de vacances (d)	5	5 804 675	1 723	653 757	42 056	232 567	36 076	0	1 356	0	6 772 211
2161 : Accueil et loisirs éducatifs hors CLSH (e)	6	1 484 466	0	947 875		1 143 671	356 287	0		0	3 932 299
2162 : Accompagnement à la scolarité	7	63 879	0	-2 033 915	13 997 615	244 157	99 159	17 411	397 339	0	12 785 644
2170 : Fonction globale "temps libre" (f)	8	74 691	0	423 767	187 430 732	95 018	20 286	6 456 703		58 743	194 559 940
2180 : animateurs de loisirs et de vacances(g)	9	4 597 198	40 521	47 910		0	0				4 685 629
sous-fonction 21: temps libres des enfants et des jeunes	10	86 257 774	106 164	18 891 559	378 536 352	20 299 684	7 969 309	14 293 545	1 171 129	1 917 287	529 442 803
2210 : Loisirs de proximité	11	899 813	0	1 843 744		417 349	219 908	35 642		0	3 416 455
2220 : Centres familiaux de vacances	12	10 958 064	1 784	640 998		70 596	247 248	3 189 895		406 064	15 514 650
2230 : Vacances familiales individuelles (h)	13	27 133 167	464 921	208 464		351		0			27 806 903
2240 : Autres (y compris aides sur projets collectifs de vacances)	14	3 992 964	10 063	1 170 538	0	76 596	39 783	269 589	0	0	5 559 534
sous-fonction 22: temps libre des familles	15	42 984 008	476 769	3 863 743	0	564 892	506 939	3 495 126	0	406 064	52 297 542
TOTAL fonction 2	16	129 241 782	582 933	22 755 302	378 536 352	20 864 577	8 476 248	17 788 671	1 171 129	2 323 351	581 740 345

(a) y compris CLSH maternels et prestations de service "contrat d'aménagement du temps de l'enfant".

(b) ancienne opération "prévention été".

(c) y compris placements familiaux, colonies de vacances maternelles, gîtes enfants.

(d) y compris extension de la prestation de service CLSH (en colonnes D et H).

(e) y compris aides financières versées pour les départs d'enfants en classes de découverte.

(f) y compris, en rubrique D8, les prestations de service "vacances et loisirs familiaux" financées par le contrat temps libre et l'incidence de l'extention de 16 à 18 ans de l'âge limite d'ouverture de droit.

(g) La rubrique A9 concerne la formation BAFA sur fonds Caf (codification 21801311) et sur fonds Cnaf (codification 21801312).

(h) y compris "prêts camping" en rubrique B13.

(i) Les rubriques D14 et H14 ont été dégriséées pour y imputer la PS" accompagnement des centres de vacances à vocation sociale" spécificités 22402214 et 22403214 compte SF65623231.

(j) Ce montant négatif est consécutif à un changement dans les règles d'écriture comptable concernant les dépenses réalisées dans le cadre du Fonds Social Européen. Les sommes engagées ont ainsi basculé de la classe 6 vers la classe 4, entraînant une annulation de charges à payer, et partant, un montant négatif en statistiques pour la Caf de La Réunion dont le "poids", sur cette rubrique, est de plus de 80 %.

Fonction 3: Accompagnement social des familles et de leurs enfants

Tableau SF300		montant en euros									
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
311: Assistants sociaux	1			291 758		0	30 000	73 272 687		1 437 404	75 031 848
312: Conseillères en économie sociale et familiale	2			1 865 782		2 807	0	32 393 333		552 558	34 814 480
313: Services pluridisciplinaires de travail social	3			85 409		0	0	104 831 143		1 909 099	106 825 651
314: Délégués à la tutelle	4			2 500		0	0	153 082		91 208	246 789
315: Clubs de prévention	5			489 526		32 301	0	0		0	521 827
3161: Services sociaux divers (1)	6			712 850		12 732	0	3 873 593		76 659	4 675 833
3162: Autres personnels sociaux	7			240 310		-146	795	6 994 797		24 935	7 260 691
317: Education familiale et parentale	8	95 404	55 849	1 776 538		108 689	9 000	1 539 125		775	3 585 380
318 : Autres	9	30 075	38 460	846 831		75 028	0	1 268 719		19 498	2 278 613
sous-fonction 31: travail social	10	125 479	94 310	6 311 504		231 412	39 795	224 326 478		4 112 135	235 241 112
3210: TISF intervention famille (2)	11	32 322 322		2 242 033	10 967 183	30 294	150 000	3 576 398	171 660	16 007	49 475 897
3211: TISF actions finalisées (2)	12	254 893		116 088	-96 985	1 841	0	65 231	0	0	341 068
322: TISF intervention maladie (2)	13	37 289 666			11 885 559				589 751		49 764 975
<i>sous-total TISF</i>	14	<i>69 866 881</i>		<i>2 358 121</i>	<i>22 755 757</i>	<i>32 135</i>	<i>150 000</i>	<i>3 641 628</i>	<i>761 411</i>	<i>16 007</i>	<i>99 581 940</i>
323: Auxiliaire de vie sociale intervention famille (2)	15	8 650 879		1 130 106	4 106 945	7 055	0	41 594	9 675	0	13 946 255
324: Auxiliaire de vie sociale intervention maladie (2)	16	16 975 159			7 039 796				264 558		24 279 513
<i>sous-total Auxiliaire de vie sociale</i>	17	<i>25 626 038</i>		<i>1 130 106</i>	<i>11 146 741</i>	<i>7 055</i>	<i>0</i>	<i>41 594</i>	<i>274 233</i>	<i>0</i>	<i>38 225 768</i>
sous-fonction 32: aide à domicile	18	95 492 919		3 488 227	33 902 498	39 190	150 000	3 683 222	1 035 644	16 007	137 807 708
Total tableau SF300 (à reporter SF301)	19	95 618 398	94 310	9 799 731	33 902 498	270 602	189 795	228 009 701	1 035 644	4 128 142	373 048 820

(1) regroupe les anciennes lignes "Services Sociaux d'Aide aux Etrangers", "puéricultrices à domicile", "comités de coordination".

(2) TIFS = technicien de l'intervention sociale et familiale, remplace le terme "travailleuse familiale", à l'occasion d'une nouvelle formation, sanctionnée par un nouveau diplôme. Le diplôme d'aide ménagère a également été revalorisé à l'occasion d'une nouvelle formation dénommée "auxiliaire de vie sociale", sanctionnée par un nouveau diplôme.

Le montant négatif en rubrique D12 est dû à une régularisation comptable d'une caf pour un montant de 126 375 euros, erreur d'imputation en 2002 régularisée sur 2003.

Financement CNAM au titre des interventions d'aide à domicile : extrait de la lettre LCI n°29 du 18/12/95: s'agissant d'une aide à la famille en fonction de sa capacité

contributive et non d'une aide aux partenaires au titre de son fonctionnement (PS ordinaires), les financements CNAM sont à inscrire en colonne "aides aux familles" "subventions". Dans le cas d'un service de de TISF-AVS en gestion directe, les dépenses correspondant aux interventions "maladie" financées par la CNAM sont à inscrire en colonne H "fonds affectés".

Les dépassements de dotation pour les dépenses d'aide à domicile financées sur fonds CAF (SF65623113) sont à ventiler en lignes 13 et 16 (spécificités 32201311 et 32401311).

Contrôle à effectuer avec le compte général de résultats: si la CAF n'a pas de service en gestion directe, on aura égalité entre la somme des rubriques A13, A16 et la somme des comptes SF65623112

et SF 65623113 du tableau SF130. Si la CAF est gestionnaire, la somme des rubriques A13, A16 est inférieure à la somme de ces deux comptes, la différence correspondant alors aux montants enregistrés au regard des spécificités 32203313 et 32403313 (qui s'imputent en colonne H).

Fonction 3 (suite): Accompagnement social des familles et de leurs enfants

Tableau SF301		montant en euros									
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
Report SF300	1	95 618 398	94 310	9 799 731	33 902 498	270 602	189 795	228 009 701	1 035 644	4 128 142	373 048 820
331: Secours et prêts d'honneur	2	20 549 534	13 451 691								34 001 225
3321: Aide en cas de décès du soutien de famille	3	3 829 522	2 287								3 831 809
3322: parents et personnes isolés (1)	4	883 268	220 497								1 103 765
333: PEL situations familiales (2)	5	2 066 292	617 750								2 684 042
3341: Avances sur prestations	6	9 833	451 102								460 934
3342: Autres prestations extra-légales	7	2 223 727	233 634								2 457 361
335 : Aides à l'accompagnement et à l'insertion des jeunes (3)	8	2 088 581	25 586	327 582		9 162	0				2 450 912
336 : Fonds d'aide aux jeunes	9	445 414	0	766 603		0	0				1 212 018
sous-fonction 33: Secours et aides financières	10	32 096 172	15 002 547	1 094 185		9 162	0				48 202 066
Total fonction 3	11	127 714 570	15 096 857	10 893 916	33 902 498	279 764	189 795	228 009 701	1 035 644	4 128 142	421 250 887

(1) regroupe les lignes "insertion des parents isolés" et "personnes seules".

(2) regroupe les lignes "naissances multiples", "primes d'adoption", mères médaillées".

(3) regroupe les lignes "jeunes chômeurs" et "insertion des jeunes".

Les dépenses antérieurement imputées sur la ligne "familles en précarité" doivent être imputées sur la ligne "secours et prêts d'honneur" ou "autres prestations extra-légales".

Fonction 4: Logement et Habitat

Tableau SF400		montant en euros									TOTAL
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
411: Réhabilitation des logements locatifs (1)	1			1 330 812		3 825 592	3 109 252				8 265 657
412: Amélioration de l'habitat (2)	2	2 111 377	18 564 925								20 676 303
413: Aides aux handicapés	3	72 742	46 029								118 770
sous-fonction 41: Réhabilitation et amélioration de l'habitat	4	2 184 119	18 610 954	1 330 812		3 825 592	3 109 252				29 060 729
421: Aides à l'équipement mobilier	5	3 487 856	28 819 657								32 307 512
422: Aides à l'équipement ménager	6	3 348 477	38 685 922								42 034 399
423: Aides à l'installation	7	1 482 057	8 881 207								10 363 264
424: Autres aides à l'équipement et à l'installation	8	1 429 421	3 686 001	86 779							5 202 201
sous-fonction 42: Aides à l'équipement et à l'installation	9	9 747 811	80 072 787	86 779							89 907 377
4311: Fonds Solidarité Logement (3)	10			11 340 936				2 932 308		139 666	14 412 910
4312: Autres (accès et maintien dans le logement) (4)	11	3 011 778	2 286 758	535 267		38 083	0			0	5 871 886
432: Accession à la propriété	12	100 063	570 914	0				266 960		0	937 937
4331: Dettes d'énergie	13	4 149 501	1 957 781	3 820 472				199 743		1 900	10 129 397
4332: Dettes d'eau	14	1 303 819	477 281	352 468				107 891		0	2 241 459
4341: Comités locaux pour le logement autonome des jeunes (CLLAJ)	15			207 660		8 233	0				215 892
4342: Autres (logement des jeunes)	16	836 242	27 742	179 311		16 836	0				1 060 129
ss-fonction 435: Information et conseil aux familles	17			2 617 418		12 931	0	469 510		0	3 099 859
ss-fonction 436: Fonct.globale (conseiller technique logement)	18							6 047 049		24 278	6 071 327
437 : LES, LLS et LLTS caf des DOM exclusivement (5)	19	172 104	2 668 960	1 689 005		374 664	0				4 904 733
sous-fonction 43 : Accès et maintien dans l'habitat	20	9 573 507	7 989 436	20 742 535		450 746	0	10 023 462		165 845	48 945 531
TOTAL fonction 4	21	21 505 437	106 673 177	22 160 126		4 276 339	3 109 252	10 023 462		165 845	167 913 637

(1) regroupe les rubriques HLM, PACT, DSQ.

(2) y compris prêts construction.

(3) dépenses relatives au Fonds de Solidarité Logement: l'imputation en colonne se fait selon les mêmes règles que pour les budgets d'action sociale. La participation financière des CAF au FSL s'impute en "aides aux partenaires/fonctionnement/fonds propres". En outre, quand la CAF gère le FSL, les dépenses de gestion s'imputent en colonnes "services CAF"(G et I).

(4) y compris "dettes de loyer". La rubrique "autres" concerne plus spécifiquement des aides financières, notamment des aides inscrites au règlement intérieur.

Toutefois des dépenses peuvent être imputées en "aides aux partenaires" pour des dispositifs spécifiques gérés par des partenaires et visant à la réinsertion à travers l'accession au logement social.

En particulier, les aides versées à des organismes en contrepartie de réservation de logements, à loyers préférentiels, pour les familles allocataires sont à inclure en rubrique C11.

(5) Cette ligne a été créée exclusivement pour l'imputation de certaines dépenses d'actions spécifiques aux départements d'Outre-Mer, dépenses qui ne s'insèrent pas dans la nomenclature : Logements Evolutifs Sociaux (LES), Logements Locatifs Sociaux et Logements Locatifs Très Sociaux (LLTS). Pour les réservations de logement, voir renvoi (4) ci-dessus.

Fonction 5: Animation de la vie sociale

Tableau SF500		montant en euros									
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
511 : Centres sociaux	1			25 684 883	71 720 245	5 282 891	922 898	52 495 120	9 959 054	4 268 197	170 333 288
5111 : PS animation collective famille (1)	2				8 933 338				1 517 104		10 450 442
512 : Foyers de jeunes travailleurs	3	0		2 254 777	12 997 125	2 564 099	844 341	881 067	73 274	253 226	19 867 910
513 : Aires de nomades	4			120 879		474 471	214 902				810 252
514 :Autres équipements de voisinage (2)	5			2 855 816		2 470 039	1 228 808	773 208		55 652	7 383 522
515 : PS Animation locale (3)	6				2 014 832						2 014 832
516 : Conseiller technique animation et vie sociale	7							3 801 765		27 943	3 829 708
sous-fonction 51: Animation sociale	8	0		30 916 355	95 665 541	10 791 500	3 210 949	57 951 160	11 549 431	4 605 017	214 689 954
521: Associations familiales	9			2 382 974		112 492	2 199				2 497 665
522: Associations d'aide aux familles migrantes	10			208 075		10 930	3 949				222 954
523: Autres associations	11			5 398 402		525 418	0	525 610		81 360	6 530 790
524: Information des jeunes	12			536 406		132 329	17 993	79 056		0	765 785
sous-fonction 52: Soutien à la vie associative	13			8 525 857		781 169	24 141	604 666		81 360	10 017 194
TOTAL fonction 5	14	0		39 442 212	95 665 541	11 572 670	3 235 090	58 555 826	11 549 431	4 686 378	224 707 147

(1) actions collectives spécifiques aux centres sociaux

(2) regroupe les rubriques "salles polyvalentes", "locaux collectifs résidentiels", "locaux sociaux", "foyers ruraux" et "maisons de jeunes".

(3) Ce dispositif expérimental destiné à soutenir le développement des petites structures de voisinage dans des zones peu équipées a été étendu à l'ensemble des caf au 1er janvier 2002 (LC 2001-220 du 3/10/2001).

fonction 7: Prestations supplémentaires

Tableau SF700		montant en euros									
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
71: Apprentis	1	852 665	0								852 665
72: Rentrée scolaire	2	4 914 128	0								4 914 128
73: Etudiants	3	7 981 753	29 823								8 011 576
TOTAL fonction 7	4	13 748 546	29 823								13 778 369

Fonction 8 : Autres actions

Tableau SF800		montant en euros									TOTAL
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Investissement	
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
811 : Médiation familiale	1	31 056		1 804 867		20 563	5 000	1 591 567		0	3 453 054
812 : Réseaux d'écoute et d'accompagnement des parents	2			1 642 619		95 357	0				1 737 975
sous-fonction 81 : Accompagnement de la fonction parentale	3	31 056		3 447 486		115 920	5 000	1 591 567		0	5 191 029
sous-fonction 82: études et recherches	4			143 580		0	0	616 334		1 795	761 709
sous-fonction 83: Formation (1)	5	15 490		96 408							111 898
841: Fonds régionaux	6			2 474 835		0	0	399 540		0	2 874 375
842: Autres (2)	7			433 064		15 512	0	173 184		1 075	622 835
sous-fonction 84: Autres	8			2 907 899		15 512	0	572 724		1 075	3 497 209
sous-fonction 85: Secteurs de désengagement (3)	9			88 565		0	0	176 410		227 865	492 840
TOTAL fonction 8	10	46 546		6 683 937		131 432	5 000	2 957 036		230 735	10 054 686

(1) en colonne A concerne les bourses d'animateurs (dépenses comptabilisées au compte SF6562318).

(2) en colonne C, concerne entre autres la participation des Caf au Fonds d'Urgence Sociale (comptes 656232818, spécificité 84202211).

(3) regroupe les rubriques "maisons d'enfant à caractère social", "maisons de repos mère et enfant", "consultations de nourissons", "dispensaires médico-sociaux", "IMP, IMPRO, CMPP", "centre d'hébergement et de réadaptation sociale" et "centres d'orientation professionnelle".

Tableau SF900: Récapitulation des dépenses d'action sociale

Tableau SF900		montant en euros									TOTAL
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
SF100: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1	1 274 463		11 073 162	1 085 091 535	88 918 940	5 897 283	35 395 693	12 730 107	4 803 281	1 245 184 464
SF200: Temps libre des enfants et des familles	2	129 241 782	582 933	22 755 302	378 536 352	20 864 577	8 476 248	17 788 671	1 171 129	2 323 351	581 740 345
SF300: Accompagnement social des familles et de leurs enfants	3	127 714 570	15 096 857	10 893 916	33 902 498	279 764	189 795	228 009 701	1 035 644	4 128 142	421 250 887
SF400: Logement et habitat	4	21 505 437	106 673 177	22 160 126		4 276 339	3 109 252	10 023 462		165 845	167 913 637
SF500: Animation et vie sociale	5	0		39 442 212	95 665 541	11 572 670	3 235 090	58 555 826	11 549 431	4 686 378	224 707 147
SF700: Prestations supplémentaires aux familles	6	13 748 546	29 823								13 778 369
SF800: Autres actions	7	46 546		6 683 937		131 432	5 000	2 957 036		230 735	10 054 686
9000 : Logistique des œuvres	8							11 016 743		49 653	11 066 396
TOTAL dépenses d'action sociale de l'exercice 2003	9	293 531 344	122 382 790	113 008 655	1 593 195 925	126 043 721	20 912 669	363 747 132	26 486 311	16 387 384	2 675 695 932

Tableau SF902: Prestations de service ordinaires (hors PS unique) - Accueil permanent (*)

		montant en euros		
		Régime Général	Régimes Spéciaux	TOTAL
		A	B	C
1101: Crèches collectives	1	188 887 313	19 363 865	208 251 178
1201: Crèches familiales	2	92 077 447	8 274 539	100 351 986
1301: Crèches parentales	3	5 759 147	695 861	6 455 009
1501: Etablissements polyvalents	4	117 057 905	9 544 769	126 602 674
TOTAL Accueil permanent	5	403 781 813	37 879 033	441 660 846

Tableau SF903: Prestations de service ordinaires (hors PS unique) - Accueil temporaire (*)

		montant en euros		
		Régime Général	Régimes Spéciaux	TOTAL
		A	B	C
1402: Haltes-garderies	1	21 773 148		21 773 148
1502: Etablissements polyvalents	2	14 322 763		14 322 763
1602: Jardins d'enfants	3	1 021 908		1 021 908
1700: Relais assistantes maternelles	4	14 216 525		14 216 525
1810: Lieux d'accueil enfants/parents	5	2 437 645		2 437 645
TOTAL Accueil temporaire	6	53 771 988		53 771 988

(*)ces tableaux concernent uniquement la métropole -

Tableau SF904: Prestations de services ordinaires autres (*) montant en euros

		Régime	Régimes	TOTAL
		Général	Spéciaux	
		A	B	C
2111: CLSH MOINS DE 6 ANS CLSH PLUS DE 6 ANS	1	66 463 565		66 463 565
2112: Vacances d'été	2	40 296 196		40 296 196
2113: Petites vacances scolaires	3	20 140 282		20 140 282
2114: Mercredi et fin de semaine	4	22 046 456		22 046 456
2115: Pré et post scolaire	5	28 773 242		28 773 242
TOTAL C.L.S.H.	6	177 719 741		177 719 741
Techniciens de l'intervention sociale et familiale				
3210: Intervention famille	7	11 041 858		11 041 858
3220: Intervention maladie	8	11 967 913		11 967 913
Auxiliaires de vie sociale				
3230: Intervention famille	9	4 116 620		4 116 620
3240: Intervention maladie	10	7 046 818		7 046 818
TOTAL AIDES A DOMICILE	11	34 173 210		34 173 210
2140: Centres collectifs de vacances	12	118 642		118 642
2150: Camps de vacances	13	43 412		43 412
2162: Accompagnement à la scolarité (*)	14	14 394 954		14 394 954
2240: PS accomp. Centres vacances à vocation sociale	15	0		0
5110: Centres sociaux	16	81 679 299		81 679 299
5111: PS animation collective famille	17	10 450 442		10 450 442
5120: Foyers de jeunes travailleurs	18	13 070 399		13 070 399
5150: PS animation locale (*)	19	2 014 832		2 014 832
TOTAL PS ordinaires autres (lignes 6+11 à 19)	20	333 664 930		333 664 930

(*) Les Caf des Dom sont éventuellement concernées par la PS animation locale et l'accompagnement à la scolarité.

Les autres rubriques concernent uniquement la Métropole.

Tableau SF905 : Récapitulatif des prestations de service (1) montant en euros

		Régime Général	Régimes Spéciaux	TOTAL
		A	B	C
Report des dépenses de prestations de service ordinaires (PSO) et prestation de service unique (PSU)				
SF902: Accueil permanent	1	403 781 813	37 879 033	441 660 846
SF903: Accueil temporaire	2	53 771 988		53 771 988
SF904 : Autres secteurs (1)	3	333 664 930		333 664 930
SF906 :Prestation de service unique	4	161 796 325	7 472 180	169 268 505
Sous-total PSO + PSU	5	953 015 057	45 351 213	998 366 270
Contrats crèches :				
Crèches collectives (2)	6	15 186 037	1 014 811	16 200 848
Crèches familiales	7	3 762 311	356 852	4 119 163
Crèches parentales	8	404 438	54 697	459 134
Sous-total contrats crèches	9	19 352 786	1 426 359	20 779 145
Contrats enfance (1) (non compris ligne ci-dessous)	10	411 267 855	973 432	412 241 287
Contrat expérimental Caf/conseils généraux (3)	11	99 870		99 870
Contrats temps libre	12	187 430 732		187 430 732
TOTAL prestations de service (lignes 5+9+10+11+12)	13	1 571 166 299	47 751 005	1 618 917 304

(1) Les Caf des Dom sont concernées par la ligne 9 contrat enfance et éventuellement la ligne 3 "autres secteurs".

La rubrique B10 concerne exclusivement les départements d'Outre-Mer.

(2) y compris éventuellement des montants relatifs à des contrats crèches concernant des établissements polyvalents d'accueil des jeunes enfants.

(3) pour le développement d'une coordination départementale et une meilleure articulation entre les modes d'accueil collectifs et individuels (LC 2001-220 du 3 octobre 2001). Ces dépenses enregistrées au compte SF65623233 sont codifiées 19002212.

Les montants figurant dans le tableau

SF905 doivent correspondre

approximativement au compte

général de résultats, tableau SF130:

A5 = SF65623231

B5 = SF65623235 (Métropole)

A9 = SF65623232

B9= SF65623236

A10+A11= SF65623233

B11 = SF65623235 (Dom uniquement)

A12= SF65623234

Tableau SF906 : Prestation de service unique

montant en euros

		Régimes		TOTAL
		Régime Général	Spéciaux	
		A	B	C
crèches collectives : 1103 : PSU enfant de 0 à moins de 4 ans	1	84 037 571	3 572 809	87 610 380
crèches familiales : 1203 : PSU enfant de 0 à moins de 4 ans	2	21 915 978	979 718	22 895 697
crèches parentales : 1303 : PSU enfant de 0 à moins de 4 ans	3	1 322 169	80 751	1 402 920
haltes garderies : 1403 : PSU enfant de 0 à moins de 4 ans	4	12 691 934	334 519	13 026 453
haltes garderies : 1404 : PSU enfant de 4 à moins de 6 ans	5	442 030		442 030
établissements polyvalents d'accueil des jeunes enfants				
1503 : PSU enfant de 0 à moins de 4 ans	6	40 988 327	2 502 236	43 490 563
1504 : PSU enfant de 4 à moins de 6 ans	7	338 834		338 834
jardins d'enfants : 1603 : PSU enfant de 0 à moins de 4 ans	8	59 483	2 147	61 630
jardins d'enfants : 1604 : PSU enfant de 4 à moins de 6 ans	9	0		0
Total prestations de service unique	10	161 796 325	7 472 180	169 268 505

Tableau SF908:Ventilation des dépenses relatives au contrat enfance dans les départements d'Outre-Mer en 2003 selon le type d'équipement (1)

montant en euros

		Régime général		Régimes	Total Prestations de
		PS de base 30%	PS majorée 50 %	Spéciaux	Service Enfance
		A	B	C	D
Crèches	1	8 565 921	12 454 638	539 506	21 560 066
Haltes-garderies	2	79	806 600	0	806 678
relais assistante maternelle (1)	3	36 846	16 697	0	53 543
autres fonction 1	4	1 120 925	1 328 634	433 926	2 883 485
fonction 2 : Centres de loisirs sans hébergement	5	1 389 648	9 900 106	0	11 289 753
fonction 3 : éducation familiale	6	2 949	0	0	2 949
Total dépenses Contrats Enfance	7	11 116 367	24 506 675	973 432	36 596 474

(1) Ce tableau concerne exclusivement les 4 Caf des Dom

(2) La PS est versée au taux unique de 40% du budget de fonctionnement sans distinction de régime. La ventilation selon les trois colonnes du tableau n'est pas adaptée.

Seule la colonne "total" est significative.

Tableau SF950: Recettes et dépenses des services en gestion directe en 2003 (résultats partiels établis par 108 caf qui couvrent environ 92 %
du champ ; % calculé sur le total subvention d'équilibre)

montant en euros											
		Subventions d'équilibre	Prestations de services	Usagers	Etat	Région	Département	Commune	Divers	TOTAL Recettes	Dépenses
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
ET 1: Crèches	1	8 480 435	5 498 840	3 111 788	74 116	0	213 428	3 693 349	173 066	21 245 021	21 245 021
ET 2 & 3: Garderies et jardins d'enfants	2	542 972	213 479	165 806	0	0	0	349 887	5 151	1 277 295	1 277 295
ET 4: Haltes-garderies	3	10 001 919	3 306 038	1 407 888	31 178	0	52 945	4 902 293	715 491	20 417 752	20 417 752
ES 92: Autres interventions techniques	4	33 717 688	420 530	421 872	1 339 270	0	814 643	524 525	9 319 220	46 557 749	46 451 956
ER 5: Centres de loisirs sans hébergement	5	2 495 383	227 013	777 028	32 501	0	40 374	272 304	148 536	3 993 140	4 399 142
ER 1: Centres collectifs de vacances et camps	6	3 542 610	16 179	2 287 324	0	1 524	17 586	0	636 159	6 501 382	6 501 431
ER 2 & 3: Maisons et centres familiaux de vacances	7	2 303 944	7 673	3 107 384	0	0	4 129	0	1 708 813	7 131 943	7 131 542
ER 4: Placements familiaux - vacances	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES5: Services d'assistants sociaux	9	80 002 902	263 954	22 446	113 337	953 274	7 516 023	193 181	2 432 205	91 497 322	91 091 320
ES3: Services d'économie sociale et familiale	10	22 399 317	33 394	67 173	7 164	0	788 812	507 629	543 494	24 346 982	24 009 425
ES 8: Services de tutelle aux prestations sociales	11	105 675	0	1 314 490	788 382	0	63 686	0	3 670 762	5 942 995	6 261 038
ES 91: Autres personnels sociaux	12	95 452 455	964 039	192 037	389 114	7 131	1 193 090	968 009	3 188 892	102 354 767	102 354 797
ES 6: Services travailleuses familiales	13	4 256 759	290 955	184 771	0	0	97 617	0	528 460	5 358 562	5 358 562
ES 7: Services d'aides ménagères	14	41 594	1 577	10 625	0	0	0	0	35	53 831	53 831
ES 1: Centres sociaux	15	52 334 307	13 642 283	3 352 526	571 413	100 161	1 443 438	17 489 599	3 463 533	92 397 261	92 397 261
EQ 6: Foyers de jeunes travailleurs	16	198 508	32 281	423 109	0	0	0	19 056	84 809	757 763	757 763
EK1: Centres de PMI	17	38 542	0	0	0	0	22 529	0	0	61 071	61 071
ES93: Gestion du patrimoine	18	2 063 847	0	99 383	15 925	0	0	1 050	1 205 142	3 385 346	3 385 346
ES 94 : logistique des œuvres	19	10 376 594	0	0	0	0	0	0	1 021 442	11 398 036	11 398 036
Autres	20	3 937 937	591 401	1 878 693	1 257 503	0	0	385	178 291	7 844 209	7 747 967
TOTAL SF950	21	332 293 388	25 509 637	18 824 343	4 619 902	1 062 091	12 268 300	28 921 266	29 023 502	452 522 430	452 300 557

A N N E X E 3

Les résultats financiers 2003 selon la présentation des questionnaires statistiques transmis par les Caf

Résultats agrégés des Caf métropolitaines

Fonction 1: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans

Tableau SF100		montant en euros									TOTAL
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
110: Crèches collectives	1	377 717		871 005	300 491 565	4 792 374	1 837 102	6 622 838	3 472 992	2 026 749	320 492 342
120: Crèches familiales	2	28 369		286 817	125 834 525	185 757	0	1 724 597	1 532 320	4 249	129 596 635
130: Crèches parentales	3	32 007		101 177	8 317 063	655 960	10 937				9 117 144
sous-total "crèches"	4	438 093		1 258 999	434 643 153	5 634 091	1 848 039	8 347 434	5 005 313	2 030 999	459 206 121
140: Haltes-garderies	5	415 774		2 624 877	31 800 277	2 418 535	392 042	10 587 393	3 441 353	1 076 631	52 756 882
150: Etablissements polyvalents d'accueil des jeunes enfants	6	18 957		2 816 911	189 603 832	6 637 500	3 219 664	2 181 854	3 248 849	88 691	207 816 259
160: Jardins d'enfants	7	0		338 082	1 042 006	46 526	1 091	0	41 532	4 191	1 473 428
1700: Assistantes maternelles	8	131 188		627 766	13 292 290	721 843	51 762	2 184 347	924 235	20 028	17 953 458
1800: Autres lieux d'activité ou d'éveil	9	5 361		580 406		595 512	250 783	1 350 539		9 772	2 792 372
1810: Lieux d'accueil enfants/parents	10			271 404	2 368 819	81 085	3 830	242 435	68 825	0	3 036 398
1900: Fonction globale d'accueil (1)	11	262 472		871 967	375 744 683	264 444	130 072	9 374 499		117 868	386 766 005
1910: Fonds d'Investissement Petite Enfance (2)	12					46 146 328				667 164	46 813 492
1911: Aide exceptionnelle à l'investissement (3)	13					20 467 450				502 935	20 970 384
TOTAL fonction 1	14	1 271 845		9 390 412	1 048 495 060	83 013 314	5 897 283	34 268 501	12 730 107	4 518 277	1 199 584 800

(1) La rubrique D11 concerne le contrat enfance (compte SF65623233) spécificité 19002218 et la "concertation avec les conseils généraux" même compte et spécificité 19002212 (LC 2001-220 du 3/10/2001 (ventilation disponible au tableau SF906). La rubrique E11 concerne les investissements sur fonds propres liés au contrat enfance. Les dépenses afférentes aux conseillers techniques enfance sont retracées en G11 et I11.

(2) il s'agit des dépenses enregistrées au compte SF67451, spécificités 19102112 et 19103112.

(3) il s'agit des dépenses enregistrées au compte SF67452, spécificités 19112112 et 19113112.

Fonction 2: Temps libre des enfants et des familles

montant en euros

Tableau SF200		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
211: Centres de loisirs sans hébergement (a)	1	22 698 136	0	10 925 167	176 955 369	13 334 176	5 929 962	3 606 781	764 371	365 737	234 579 700
2120 : Autres loisirs de proximité	2	15 231 823	3 868	3 099 464		2 440 330	904 057	305 092		7 534	21 992 168
2130 : Opération "villes, vie, vacances" (b)	3	462 722	0	1 109 568		137 942		0			1 710 232
2140 : Centres collectifs de vacances (c,d)	4	32 041 690	60 052	1 612 208	110 579	1 734 977	623 482	3 907 559	8 062	1 485 273	41 583 882
2150 : Camps de vacances (d)	5	5 728 492	1 723	568 257	42 056	204 838	36 076	0	1 356	0	6 582 798
2161 : Accueil et loisirs éducatifs hors CLSH (e)	6	1 484 466	0	527 672		1 143 671	356 287	0		0	3 512 096
2162 : Accompagnement à la scolarité	7	63 879	0	67 611	13 389 276	236 250	99 159	17 411	397 339	0	14 270 925
2170 : Fonction globale "temps libre" (f)	8	74 691	0	423 767	186 837 406	95 018	20 286	6 363 460		58 743	193 873 371
2180 : animateurs de loisirs et de vacances(g)	9	4 499 515	40 521	47 910		0	0				4 587 946
sous-fonction 21: temps libres des enfants et des jeunes	10	82 285 414	106 164	18 381 624	377 334 687	19 327 203	7 969 309	14 200 302	1 171 129	1 917 287	522 693 118
2210 : Loisirs de proximité	11	899 813	0	1 843 744		348 966	219 908	35 642		0	3 348 072
2220 : Centres familiaux de vacances	12	9 864 274	1 784	637 698		66 501	247 248	2 945 586		399 264	14 162 355
2230 : Vacances familiales individuelles (h)	13	27 132 544	464 921	208 464		351		0			27 806 280
2240 : Autres (y compris aides sur projets collectifs de vacances)	14	3 987 766	10 063	1 098 363	0	13 029	39 783	269 589	0	0	5 418 594
sous-fonction 22: temps libre des familles	15	41 884 397	476 769	3 788 268	0	428 847	506 939	3 250 817	0	399 264	50 735 301
TOTAL fonction 2	16	124 169 811	582 933	22 169 892	377 334 687	19 756 050	8 476 248	17 451 119	1 171 129	2 316 551	573 428 419

(a) y compris CLSH maternels et prestations de service "contrat d'aménagement du temps de l'enfant".

(b) ancienne opération "prévention été".

(c) y compris placements familiaux, colonies de vacances maternelles, gîtes enfants.

(d) y compris extension de la prestation de service CLSH (en colonnes D et H).

(e) y compris aides financières versées pour les départs d'enfants en classes de découverte.

(f) y compris, en rubrique D8, les prestations de service "vacances et loisirs familiaux" financées par le contrat temps libre et l'incidence de l'extention de 16 à 18 ans de l'âge limite d'ouverture de droit.

(g) La rubrique A9 concerne la formation BAFA sur fonds Caf (codification 21801311) et sur fonds Cnaf (codification 21801312).

(h) y compris "prêts camping" en rubrique B13.

(i) Les rubriques D14 et H14 ont été dégrésées pour y imputer la PS "accompagnement des centres de vacances à vocation sociale" spécificités 22402214 et 22403214 compte SF65623231.

Fonction 3: Accompagnement social des familles et de leurs enfants

Tableau SF300		montant en euros									TOTAL
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Investissement	
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
311: Assistants sociaux	1			291 758		0	30 000	71 107 617		1 430 004	72 859 378
312: Conseillères en économie sociale et familiale	2			1 844 782		2 807	0	31 180 818		550 484	33 578 892
313: Services pluridisciplinaires de travail social	3			85 409		0	0	101 731 512		1 909 099	103 726 020
314: Délégués à la tutelle	4			2 500		0	0	153 082		91 208	246 789
315: Clubs de prévention	5			489 526		32 301	0	0		0	521 827
3161: Services sociaux divers (1)	6			712 850		12 732	0	3 873 593		76 659	4 675 833
3162: Autres personnels sociaux	7			235 010		-146	795	6 994 797		24 935	7 255 391
317: Education familiale et parentale	8	95 404	55 849	1 399 569		108 689	9 000	1 539 125		775	3 208 411
318 : Autres	9	30 075	38 460	743 555		70 696	0	1 268 719		19 498	2 171 005
sous-fonction 31: travail social	10	125 479	94 310	5 804 958		227 080	39 795	217 849 262		4 102 661	228 243 546
3210: TISF intervention famille (2)	11	30 562 322		587 633	10 967 183	30 294	150 000	3 576 398	171 660	16 007	46 061 497
3211: TISF actions finalisées (2)	12	254 893		116 088	-96 985	1 841	0	65 231	0	0	341 068
322: TISF intervention maladie (2)	13	37 289 666			11 885 559				589 751		49 764 975
<i>sous-total TISF</i>	14	<i>68 106 881</i>		<i>703 721</i>	<i>22 755 757</i>	<i>32 135</i>	<i>150 000</i>	<i>3 641 628</i>	<i>761 411</i>	<i>16 007</i>	<i>96 167 540</i>
323: Auxiliaire de vie sociale intervention famille (2)	15	8 375 211		213 106	4 106 945	7 055	0	41 594	9 675	0	12 753 586
324: Auxiliaire de vie sociale intervention maladie (2)	16	16 975 159			7 039 796				264 558		24 279 513
<i>sous-total Auxiliaire de vie sociale</i>	17	<i>25 350 370</i>		<i>213 106</i>	<i>11 146 741</i>	<i>7 055</i>	<i>0</i>	<i>41 594</i>	<i>274 233</i>	<i>0</i>	<i>37 033 100</i>
sous-fonction 32: aide à domicile	18	93 457 251		916 827	33 902 498	39 190	150 000	3 683 222	1 035 644	16 007	133 200 640
Total tableau SF300 (à reporter SF301)	19	93 582 730	94 310	6 721 786	33 902 498	266 270	189 795	221 532 485	1 035 644	4 118 668	361 444 185

(1) regroupe les anciennes lignes "Services Sociaux d'Aide aux Etrangers", "puéricultrices à domicile", "comités de coordination".

(2) TIFS = technicien de l'intervention sociale et familiale, remplace le terme "travailleuse familiale", à l'occasion d'une nouvelle formation, sanctionnée par un nouveau diplôme. Le diplôme d'aide ménagère a également été revalorisé à l'occasion d'une nouvelle formation dénommée "auxiliaire de vie sociale", sanctionnée par un nouveau diplôme.

Le montant négatif en rubrique D12 est dû à une régularisation comptable d'une caf pour un montant de 126 375 euros, erreur d'imputation en 2002 régularisée sur 2003.

Financement CNAM au titre des interventions d'aide à domicile : extrait de la lettre LCI n°29 du 18/12/95: s'agissant d'une aide à la famille en fonction de sa capacité contributive et non d'une aide aux partenaires au titre de son fonctionnement (PS ordinaires), les financements CNAM sont à inscrire en colonne "aides aux familles" "subventions". Dans le cas d'un service de de TISF-AVS en gestion directe, les dépenses correspondant aux interventions "maladie" financées par la CNAM sont à inscrire en colonne H "fonds affectés".

Les dépassements de dotation pour les dépenses d'aide à domicile financées sur fonds CAF (SF65623113) sont à ventiler en lignes 13 et 16 (spécificités 32201311 et 32401311).

Contrôle à effectuer avec le compte général de résultats: si la CAF n'a pas de service en gestion directe, on aura égalité entre la somme des rubriques A13, A16 et la somme des comptes SF65623112 et SF 65623113 du tableau SF130. Si la CAF est gestionnaire, la somme des rubriques A13, A16 est inférieure à la somme de ces deux comptes, la différence correspondant alors aux montants enregistrés au regard des spécificités 32203313 et 32403313 (qui s'imputent en colonne H).

Fonction 3 (suite): Accompagnement social des familles et de leurs enfants

Tableau SF301		montant en euros									TOTAL
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			
		Subventions	Prêts	Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
				Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
Report SF300	1	93 582 730	94 310	6 721 786	33 902 498	266 270	189 795	221 532 485	1 035 644	4 118 668	361 444 185
331: Secours et prêts d'honneur	2	19 951 358	13 101 011								33 052 369
3321: Aide en cas de décès du soutien de famille	3	3 821 260	2 287								3 823 547
3322: parents et personnes isolés (1)	4	883 268	220 497								1 103 765
333: PEL situations familiales (2)	5	2 059 877	617 750								2 677 627
3341: Avances sur prestations	6	9 833	451 102								460 934
3342: Autres prestations extra-légales	7	2 223 727	233 634								2 457 361
335 : Aides à l'accompagnement et à l'insertion des jeunes (3)	8	2 088 581	25 586	327 582		9 162	0				2 450 912
336 : Fonds d'aide aux jeunes	9	445 414	0	762 103		0	0				1 207 518
sous-fonction 33: Secours et aides financières	10	31 483 319	14 651 867	1 089 685		9 162	0				47 234 033
Total fonction 3	11	125 066 048	14 746 177	7 811 471	33 902 498	275 433	189 795	221 532 485	1 035 644	4 118 668	408 678 218

(1) regroupe les lignes "insertion des parents isolés" et "personnes seules".

(2) regroupe les lignes "naissances multiples", "primes d'adoption", mères médaillées".

(3) regroupe les lignes "jeunes chômeurs" et "insertion des jeunes".

Les dépenses antérieurement imputées sur la ligne "familles en précarité" doivent être imputées sur la ligne "secours et prêts d'honneur" ou "autres prestations extra-légales".

Fonction 4: Logement et Habitat

Tableau SF400		montant en euros									TOTAL
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
411: Réhabilitation des logements locatifs (1)	1			1 177 813		1 487 534	3 109 252				5 774 599
412: Amélioration de l'habitat (2)	2	864 966	6 442 421								7 307 387
413: Aides aux handicapés	3	72 742	46 029								118 770
sous-fonction 41: Réhabilitation et amélioration de l'habitat	4	937 708	6 488 449	1 177 813		1 487 534	3 109 252				13 200 756
421: Aides à l'équipement mobilier	5	3 431 291	28 286 366								31 717 657
422: Aides à l'équipement ménager	6	3 286 498	38 176 408								41 462 906
423: Aides à l'installation	7	1 482 057	8 881 207								10 363 264
424: Autres aides à l'équipement et à l'installation	8	1 429 421	3 686 001	77 150							5 192 572
sous-fonction 42: Aides à l'équipement et à l'installation	9	9 629 267	79 029 982	77 150							88 736 400
4311: Fonds Solidarité Logement (3)	10			10 636 889				2 731 562		139 666	13 508 117
4312: Autres (accès et maintien dans le logement) (4)	11	2 995 760	2 272 471	523 448		38 083	0			0	5 829 762
432: Accession à la propriété	12	99 149	413 214	0				266 960		0	779 323
4331: Dettes d'énergie	13	4 147 721	1 956 381	3 767 115				199 743		1 900	10 072 860
4332: Dettes d'eau	14	1 297 013	468 925	279 733				107 891		0	2 153 563
4341: Comités locaux pour le logement autonome des jeunes (C)	15			207 660		8 233	0				215 892
4342: Autres (logement des jeunes)	16	836 242	27 742	179 311		16 836	0				1 060 129
ss-fonction 435: Information et conseil aux familles	17			2 447 892		12 931	0	469 510		0	2 930 333
ss-fonction 436: Fonct.globale (conseiller technique logement)	18							4 956 324		24 010	4 980 334
437 : LES, LLS et LLTS pour caf des DOM exclusivement (5)	19	0	0	0		0	0				0
sous-fonction 43 : Accès et maintien dans l'habitat	20	9 375 885	5 138 733	18 042 047		76 082	0	8 731 991		165 577	41 530 314
TOTAL fonction 4	21	19 942 860	90 657 164	19 297 010		1 563 616	3 109 252	8 731 991		165 577	143 467 469

(1) regroupe les rubriques HLM, PACT, DSO.

(2) y compris prêts construction.

(3) dépenses relatives au Fonds de Solidarité Logement: l'imputation en colonne se fait selon les mêmes règles que pour les budgets d'action sociale. La participation financière des CAF au FSL s'impute en "aides aux partenaires/fonctionnement/fonds propres". En outre, quand la CAF gère le FSL, les dépenses de gestion s'imputent en colonnes "services CAF"(G et I).

(4) y compris "dettes de loyer". La rubrique "autres" concerne plus spécifiquement des aides financières, notamment des aides inscrites au règlement intérieur.

Toutefois des dépenses peuvent être imputées en "aides aux partenaires" pour des dispositifs spécifiques gérés par des partenaires et visant à la réinsertion à travers l'accès au logement social.

En particulier, les aides versées à des organismes en contrepartie de réservation de logements, à loyers préférentiels, pour les familles allocataires sont à inclure en rubrique C11.

(5) Cette ligne a été créée exclusivement pour l'imputation de certaines dépenses d'actions spécifiques aux départements d'Outre-Mer, dépenses qui ne s'insèrent pas dans la nomenclature : Logements Evolutifs Sociaux (LES), Logements Locatifs Sociaux et Logements Locatifs Très Sociaux (LLTS). Pour les réservations de logement, voir renvoi (4) ci-dessus.

Fonction 5: Animation de la vie sociale

montant en euros

Tableau SF500		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	
511 : Centres sociaux	1			25 056 683	71 720 245	5 282 891	922 898	52 495 120	9 959 054	4 223 792	169 660 683
5111 : PS animation collective famille (1)	2				8 933 338				1 517 104		10 450 442
512 : Foyers de jeunes travailleurs	3	0		1 493 382	12 997 125	2 542 768	844 341	881 067	73 274	253 226	19 085 183
513 : Aires de nomades	4			120 879		474 471	214 902				810 252
514 :Autres équipements de voisinage (2)	5			1 972 336		2 052 404	1 228 808	773 208		55 652	6 082 406
515 : PS Animation locale (3)	6				1 889 966						1 889 966
516 : Conseiller technique animation et vie sociale	7							3 761 062		27 943	3 789 004
sous-fonction 51: Animation sociale	8	0		28 643 279	95 540 675	10 352 534	3 210 949	57 910 457	11 549 431	4 560 612	211 767 937
521: Associations familiales	9			2 338 929		112 492	2 199				2 453 620
522: Associations d'aide aux familles migrantes	10			189 775		10 930	3 949				204 654
523: Autres associations	11			4 765 929		518 078	0	525 610		81 360	5 890 977
524: Information des jeunes	12			498 306		105 605	17 993	79 056		0	700 961
sous-fonction 52: Soutien à la vie associative	13			7 792 939		747 105	24 141	604 666		81 360	9 250 211
TOTAL fonction 5	14	0		36 436 218	95 540 675	11 099 639	3 235 090	58 515 122	11 549 431	4 641 972	221 018 148

(1) actions collectives spécifiques aux centres sociaux

(2) regroupe les rubriques "salles polyvalentes", "locaux collectifs résidentiels", "locaux sociaux", "foyers ruraux" et "maisons de jeunes".

(3) Ce dispositif expérimental destiné à soutenir le développement des petites structures de voisinage dans des zones peu équipées a été étendu à l'ensemble des caf au 1er janvier 2002 (LC 2001-220 du 3/10/2001).

fonction 7: Prestations supplémentaires

montant en euros

Tableau SF700		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	
71: Apprentis	1	852 665	0								852 665
72: Rentrée scolaire	2	4 774 424	0								4 774 424
73: Etudiants	3	7 981 983	29 823								8 011 806
TOTAL fonction 7	4	13 609 072	29 823								13 638 895

Fonction 8 : Autres actions

montant en euros

Tableau SF800		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	
811 : Médiation familiale	1	31 056		1 749 867		20 563	5 000	1 591 567		0	3 398 054
812 : Réseaux d'écoute et d'accompagnement des parents	2			1 550 283		93 722	0				1 644 005
sous-fonction 81 : Accompagnement de la fonction parentale	3	31 056		3 300 150		114 286	5 000	1 591 567		0	5 042 059
sous-fonction 82: études et recherches	4			63 887		0	0	616 334		1 795	682 016
sous-fonction 83: Formation (1)	5	15 490		95 908							111 398
841: Fonds régionaux	6			2 474 835		0	0	399 540		0	2 874 375
842: Autres (2)	7			414 086		11 472	0	173 184		1 075	599 818
sous-fonction 84: Autres	8			2 888 921		11 472	0	572 724		1 075	3 474 192
sous-fonction 85: Secteurs de désengagement (3)	9			88 565		0	0	176 410		227 865	492 840
TOTAL fonction 8	10	46 546		6 437 431		125 758	5 000	2 957 036		230 735	9 802 506

(1) en colonne A concerne les bourses d'animateurs (dépenses comptabilisées au compte SF6562318).

(2) en colonne C, concerne entre autres la participation des Caf au Fonds d'Urgence Sociale (comptes 656232818, spécificité 84202211).

(3) regroupe les rubriques "maisons d'enfant à caractère social", "maisons de repos mère et enfant", "consultations de nourissons", "dispensaires médico-sociaux", "IMP, IMPRO, CMPP", "centre d'hébergement et de réadaptation sociale" et "centres d'orientation professionnelle".

Tableau SF900: Récapitulatif des dépenses d'action sociale

montant en euros

Tableau SF900		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	
SF100: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1	1 271 845		9 390 412	1 048 495 060	83 013 314	5 897 283	34 268 501	12 730 107	4 518 277	1 199 584 800
SF200: Temps libre des enfants et des familles	2	124 169 811	582 933	22 169 892	377 334 687	19 756 050	8 476 248	17 451 119	1 171 129	2 316 551	573 428 419
SF300: Accompagnement social des familles et de leurs enfants	3	125 066 048	14 746 177	7 811 471	33 902 498	275 433	189 795	221 532 485	1 035 644	4 118 668	408 678 218
SF400: Logement et habitat	4	19 942 860	90 657 164	19 297 010		1 563 616	3 109 252	8 731 991		165 577	143 467 469
SF500: Animation et vie sociale	5	0		36 436 218	95 540 675	11 099 639	3 235 090	58 515 122	11 549 431	4 641 972	221 018 148
SF700: Prestations supplémentaires aux familles	6	13 609 072	29 823								13 638 895
SF800: Autres actions	7	46 546		6 437 431		125 758	5 000	2 957 036		230 735	9 802 506
9000 : Logistique des œuvres	8							8 342 571		49 653	8 392 224
TOTAL dépenses d'action sociale de l'exercice 2003	9	284 106 182	106 016 097	101 542 434	1 555 272 919	115 833 810	20 912 669	351 798 824	26 486 311	16 041 434	2 578 010 679

Tableau SF902: Prestations de service ordinaires (hors PS unique) - Accueil permanent (*)

montant en euros

		Régime Général	Régimes Spéciaux	TOTAL
		A	B	C
		1101: Crèches collectives	1	188 887 313
1201: Crèches familiales	2	92 077 447	8 274 539	100 351 986
1301: Crèches parentales	3	5 759 147	695 861	6 455 009
1501: Etablissements polyvalents	4	117 057 905	9 544 769	126 602 674
TOTAL Accueil permanent	5	403 781 813	37 879 033	441 660 846

Tableau SF903: Prestations de service ordinaires (hors PS unique) - Accueil temporaire (*)

montant en euros

		Régime Général	Régimes Spéciaux	TOTAL
		A	B	C
		1402: Haltes-garderies	1	21 773 148
1502: Etablissements polyvalents	2	14 322 763		14 322 763
1602: Jardins d'enfants	3	1 021 908		1 021 908
1700: Relais assistantes maternelles	4	14 216 525		14 216 525
1810: Lieux d'accueil enfants/parents	5	2 437 645		2 437 645
TOTAL Accueil temporaire	6	53 771 988		53 771 988

(*)ces tableaux concernent uniquement la métropole -

Tableau SF904: Prestations de services ordinaires autres (*)

montant en euros

		Régime	Régimes	TOTAL
		Général	Spéciaux	
		A	B	C
2111: CLSH MOINS DE 6 ANS	1	66 463 565		66 463 565
CLSH PLUS DE 6 ANS				
2112: Vacances d'été	2	40 296 196		40 296 196
2113: Petites vacances scolaires	3	20 140 282		20 140 282
2114: Mercredi et fin de semaine	4	22 046 456		22 046 456
2115: Pré et post scolaire	5	28 773 242		28 773 242
TOTAL C.L.S.H.	6	177 719 741		177 719 741
Techniciens de l'intervention sociale et familiale				
3210: Intervention famille	7	11 041 858		11 041 858
3220: Intervention maladie	8	11 967 913		11 967 913
Auxiliaires de vie sociale				
3230: Intervention famille	9	4 116 620		4 116 620
3240: Intervention maladie	10	7 046 818		7 046 818
TOTAL AIDES A DOMICILE	11	34 173 210		34 173 210
2140: Centres collectifs de vacances	12	118 642		118 642
2150: Camps de vacances	13	43 412		43 412
2162: Accompagnement à la scolarité (*)	14	13 786 615		13 786 615
2240: PS accomp. Centres vacances à vocation sociale	15	0		0
5110: Centres sociaux	16	81 679 299		81 679 299
5111: PS animation collective famille	17	10 450 442		10 450 442
5120: Foyers de jeunes travailleurs	18	13 070 399		13 070 399
5150: PS animation locale (*)	19	1 889 966		1 889 966
TOTAL PS ordinaires autres (lignes 6+11 à 19)	20	332 931 725		332 931 725

(*) Les Caf des Dom sont éventuellement concernées par la PS animation locale et l'accompagnement à la scolarité.

Les autres rubriques concernent uniquement la Métropole.

Tableau SF905 : Récapitulatif des prestations de service (1)

montant en euros

		Régime Général	Régimes Spéciaux	TOTAL
		A	B	C
Report des dépenses de prestations de service ordinaires (PSO) et prestation de service unique (PSU)				
SF902: Accueil permanent	1	403 781 813	37 879 033	441 660 846
SF903: Accueil temporaire	2	53 771 988		53 771 988
SF904 : Autres secteurs (1)	3	332 931 725		332 931 725
SF906 :Prestation de service unique	4	161 796 325	7 472 180	169 268 505
Sous-total PSO + PSU	5	952 281 851	45 351 213	997 633 064
Contrats crèches :				
Crèches collectives (2)	6	15 186 037	1 014 811	16 200 848
Crèches familiales	7	3 762 311	356 852	4 119 163
Crèches parentales	8	404 438	54 697	459 134
Sous-total contrats crèches	9	19 352 786	1 426 359	20 779 145
Contrats enfance (1) (non compris ligne ci-dessous)	10	375 644 813	0	375 644 813
Contrat expérimental Caf/conseils généraux (3)	11	99 870		99 870
Contrats temps libre	12	186 837 406		186 837 406
TOTAL prestations de service (lignes 5+9+10+11+12)	13	1 534 216 725	46 777 572	1 580 994 298

Les montants figurant dans le tableau

SF905 doivent correspondre

approximativement au compte
général de résultats, tableau SF130:

A5 = SF65623231

B5 = SF65623235 (Métropole)

A9 = SF65623232

B9= SF65623236

A10+A11= SF65623233

B11 = SF65623235 (Dom uniquement)

A12= SF65623234

(1) Les Caf des Dom sont concernées par la ligne 9 contrat enfance et éventuellement la ligne 3 "autres secteurs".

La rubrique B10 concerne exclusivement les départements d'Outre-Mer.

(2) y compris éventuellement des montants relatifs à des contrats crèches concernant des établissements polyvalents d'accueil des jeunes enfants.

(3) pour le développement d'une coordination départementale et une meilleure articulation entre les modes d'accueil collectifs et individuels (LC 2001-220 du 3 octobre 2001). Ces dépenses enregistrées au compte SF65623233 sont codifiées 19002212.

Tableau SF906 : Prestation de service unique

montant en euros

		Régime Général	Régimes Spéciaux	TOTAL
		A	B	C
crèches collectives : 1103 : PSU enfant de 0 à moins de 4 ans	1	84 037 571	3 572 809	87 610 380
crèches familiales : 1203 : PSU enfant de 0 à moins de 4 ans	2	21 915 978	979 718	22 895 697
crèches parentales : 1303 : PSU enfant de 0 à moins de 4 ans	3	1 322 169	80 751	1 402 920
haltes garderies : 1403 : PSU enfant de 0 à moins de 4 ans	4	12 691 934	334 519	13 026 453
haltes garderies : 1404 : PSU enfant de 4 à moins de 6 ans	5	442 030		442 030
établissements polyvalents d'accueil des jeunes enfants				
1503 : PSU enfant de 0 à moins de 4 ans	6	40 988 327	2 502 236	43 490 563
1504 : PSU enfant de 4 à moins de 6 ans	7	338 834		338 834
jardins d'enfants : 1603 : PSU enfant de 0 à moins de 4 ans	8	59 483	2 147	61 630
jardins d'enfants : 1604 : PSU enfant de 4 à moins de 6 ans	9	0		0
Total prestations de service unique	10	161 796 325	7 472 180	169 268 505

Tableau SF950: Recettes et dépenses des services en gestion directe en 2003 (résultats partiels établis par 107 caf qui couvrent environ 93 %

		du champ: % calculé sur le total subvention d'équilibre)								montant en euros	
		Subventions d'équilibre	Prestations de services	Usagers	Etat	Région	Département	Commune	Divers	TOTAL Recettes	Dépenses
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
ET 1: Crèches	1	8 480 435	5 498 840	3 111 788	74 116	0	213 428	3 693 349	173 066	21 245 021	21 245 021
ET 2 & 3: Garderies et jardins d'enfants	2	542 972	213 479	165 806	0	0	0	349 887	5 151	1 277 295	1 277 295
ET 4: Haltes-garderies	3	10 001 919	3 306 038	1 407 888	31 178	0	52 945	4 902 293	715 491	20 417 752	20 417 752
ES 92: Autres interventions techniques	4	33 717 688	420 530	421 872	1 339 270	0	814 643	524 525	9 319 220	46 557 749	46 451 956
ER 5: Centres de loisirs sans hébergement	5	2 495 383	227 013	777 028	32 501	0	40 374	272 304	148 536	3 993 140	4 399 142
ER 1: Centres collectifs de vacances et camps	6	3 542 610	16 179	2 287 324	0	1 524	17 586	0	636 159	6 501 382	6 501 431
ER 2 & 3: Maisons et centres familiaux de vacances	7	2 303 944	7 673	3 107 384	0	0	4 129	0	1 708 813	7 131 943	7 131 542
ER 4: Placements familiaux - vacances	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES5: Services d'assistants sociaux	9	77 837 831	263 954	22 446	113 337	953 274	7 516 023	193 181	2 432 205	89 332 252	88 926 250
ES3: Services d'économie sociale et familiale	10	21 186 802	33 394	67 173	7 164	0	788 812	507 629	543 494	23 134 467	22 796 910
ES 8: Services de tutelle aux prestations sociales	11	105 675	0	1 314 490	788 382	0	63 686	0	3 670 762	5 942 995	6 261 038
ES 91: Autres personnels sociaux	12	95 447 596	964 039	192 037	389 114	7 131	1 193 090	968 009	2 891 887	102 052 902	102 052 932
ES 6: Services travailleuses familiales	13	4 256 759	290 955	184 771	0	0	97 617	0	528 460	5 358 562	5 358 562
ES 7: Services d'aides ménagères	14	41 594	1 577	10 625	0	0	0	0	35	53 831	53 831
ES 1: Centres sociaux	15	52 334 307	13 642 283	3 352 526	571 413	100 161	1 443 438	17 489 599	3 463 533	92 397 261	92 397 261
EQ 6: Foyers de jeunes travailleurs	16	198 508	32 281	423 109	0	0	0	19 056	84 809	757 763	757 763
EK1: Centres de PMI	17	38 542	0	0	0	0	22 529	0	0	61 071	61 071
ES93: Gestion du patrimoine	18	1 453 075	0	99 383	15 925	0	0	1 050	1 205 142	2 774 575	2 774 575
ES 94 : logistique des œuvres	19	10 376 594	0	0	0	0	0	0	1 021 442	11 398 036	11 398 036
Autres	20	2 241 525	591 401	1 878 693	1 190 000	0	0	385	178 291	6 080 295	5 984 053
TOTAL SF950	21	326 603 760	25 509 637	18 824 343	4 552 400	1 062 091	12 268 300	28 921 266	28 726 497	446 468 294	446 246 421

A N N E X E 4

Les résultats financiers 2003 selon la présentation des questionnaires statistiques transmis par les Caf

Résultats agrégés des Caf d'Outre Mer

Fonction 1: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans

Tableau SF100		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H				
110: Crèches collectives	1	2 618		537 914	0	2 005 043	0	366 463	0	281 569	3 193 607
120: Crèches familiales	2	0		0	0	0	0	0	0	0	0
130: Crèches parentales	3	0		0	0	88 914	0				88 914
sous-total "crèches"	4	2 618		537 914	0	2 093 957	0	366 463	0	281 569	3 282 521
140: Haltes-garderies	5	0		0	0	9 788	0	0	0	0	9 788
150: Etablissements polyvalents d'accueil des jeunes enfants	6	0		115 130	0	1 931 826	0	0	0	0	2 046 957
160: Jardins d'enfants	7	0		306 116	0	147 090	0	0	0	3 434	456 641
1700: Assistantes maternelles	8	0		10 300	0	44 323	0	0	0	0	54 623
1800: Autres lieux d'activité ou d'éveil	9	0		114 964		0	0	0		0	114 964
1810: Lieux d'accueil enfants/parents	10			0	0	0	0	0	0	0	0
1900: Fonction globale d'accueil (1)	11	0		598 326	36 596 474	0	0	760 729		0	37 955 530
1910: Fonds d'Investissement Petite Enfance (2)	12					1 323 098				0	1 323 098
1911: Aide exceptionnelle à l'investissement (3)	13					355 542				0	355 542
TOTAL fonction 1	14	2 618		1 682 750	36 596 474	5 905 626	0	1 127 193	0	285 003	45 599 664

(1) La rubrique D11 concerne le contrat enfance (compte SF65623233) spécificité 19002218 et la "concertation avec les conseils généraux" même compte et spécificité 19002212 (LC 2001-220 du 3/10/2001 (ventilation disponible au tableau SF906). La rubrique E11 concerne les investissements sur fonds propres liés au contrat enfance. Les dépenses afférentes aux conseillers techniques enfance sont retracées en G11 et I11.

(2) il s'agit des dépenses enregistrées au compte SF67451, spécificités 19102112 et 19103112.

(3) il s'agit des dépenses enregistrées au compte SF67452, spécificités 19112112 et 19113112.

Fonction 2: Temps libre des enfants et des familles

Tableau SF200		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	
211: Centres de loisirs sans hébergement (a)	1	1 599 083	0	1 417 029	0	620 015	0	0	0	0	3 636 127
2120 : Autres loisirs de proximité	2	0	0	507 570		302 958	0	0		0	810 529
2130 : Opération "villes, vie, vacances" (b)	3	0	0	108 302		0		0			108 302
2140 : Centres collectifs de vacances (c,d)	4	2 199 411	0	72 857	0	13 872	0	0	0	0	2 286 140
2150 : Camps de vacances (d)	5	76 183	0	85 500	0	27 729	0	0	0	0	189 412
2161 : Accueil et loisirs éducatifs hors CLSH (e)	6	0	0	420 203		0	0	0		0	420 203
2162 : Accompagnement à la scolarité	7	0	0	(j) -2 101 526	608 339	7 906	0	0	0	0	-1 485 281
2170 : Fonction globale "temps libre" (f)	8	0	0	0	593 326	0	0	93 243		0	686 570
2180 : Animateurs de loisirs et de vacances(g)	9	97 683	0	0		0	0				97 683
sous-fonction 21: temps libres des enfants et des jeunes	10	3 972 360	0	509 935	1 201 666	972 481	0	93 243	0	0	6 749 686
2210 : Loisirs de proximité	11	0	0	0		68 383	0	0		0	68 383
2220 : Centres familiaux de vacances	12	1 093 790	0	3 300		4 095	0	244 309		6 800	1 352 295
2230 : Vacances familiales individuelles (h)	13	623	0	0		0		0			623
2240 : Autres (y compris aides sur projets collectifs de vacances) (i)	14	5 198	0	72 175	0	63 567	0	0	0	0	140 940
sous-fonction 22: temps libre des familles	15	1 099 611	0	75 475	0	136 045	0	244 309	0	6 800	1 562 241
TOTAL fonction 2	16	5 071 971	0	585 410	1 201 666	1 108 526	0	337 552	0	6 800	8 311 926

(a) y compris CLSH maternels et prestations de service "contrat d'aménagement du temps de l'enfant".

(b) ancienne opération "prévention été".

(c) y compris placements familiaux, colonies de vacances maternelles, gîtes enfants.

(d) y compris extension de la prestation de service CLSH (en colonnes D et H).

(e) y compris aides financières versées pour les départs d'enfants en classes de découverte.

(f) y compris, en rubrique D8, les prestations de service "vacances et loisirs familiaux" financées par le contrat temps libre et l'incidence de l'extention de 16 à 18 ans de l'âge limite d'ouverture de droit

(g) La rubrique A9 concerne la formation BAFA sur fonds Caf (codification 21801311) et sur fonds Cnaf (codification 21801312).

(h) y compris "prêts camping" en rubrique B13.

(i) Les rubriques D14 et H14 ont été dégrées pour y imputer la PS" accompagnement des centres de vacances à vocation sociale" spécificités 22402214 et 22403214 compte SF65623231

(j) Ce montant négatif est consécutif à un changement dans les règles d'écriture comptable concernant les dépenses réalisées dans le cadre du Fonds Social Européen. Les sommes engagées ont ainsi basculé de la classe 6 vers la classe 4, entraînant une annulation de charges à payer, et partant, un montant négatif en statistiques pour la Caf de La Réunion dont le "poids", sur cette rubrique, est de près de 90 %.

Fonction 3: Accompagnement social des familles et de leurs enfants

montant en euros

Tableau SF300		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	
311: Assistants sociaux	1			0		0	0	2 165 070		7 400	2 172 470
312: Conseillères en économie sociale et familiale	2			21 000		0	0	1 212 515		2 073	1 235 588
313: Services pluridisciplinaires de travail social	3			0		0	0	3 099 631		0	3 099 631
314: Délégués à la tutelle	4			0		0	0	0		0	0
315: Clubs de prévention	5			0		0	0	0		0	0
3161: Services sociaux divers (1)	6			0		0	0	0		0	0
3162: Autres personnels sociaux	7			5 300		0	0	0		0	5 300
317: Education familiale et parentale	8	0	0	376 969		0	0	0		0	376 969
318 : Autres	9	0	0	103 276		4 332	0	0		0	107 608
sous-fonction 31: travail social	10	0	0	506 546		4 332	0	6 477 216		9 473	6 997 567
3210: TISF intervention famille (2)	11	1 760 000		1 654 400	0	0	0	0	0	0	3 414 400
3211: TISF actions finalisées (2)	12	0		0	0	0	0	0	0	0	0
322: TISF intervention maladie (2)	13	0		0	0	0	0	0	0	0	0
<i>sous-total TISF</i>	14	<i>1 760 000</i>		<i>1 654 400</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>3 414 400</i>
323: Auxiliaire de vie sociale intervention famille (2)	15	275 668		917 000	0	0	0	0	0	0	1 192 668
324: Auxiliaire de vie sociale intervention maladie (2)	16	0		0	0	0	0	0	0	0	0
<i>sous-total Auxiliaire de vie sociale</i>	17	<i>275 668</i>		<i>917 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>1 192 668</i>
sous-fonction 32: aide à domicile	18	2 035 668		2 571 400	0	0	0	0	0	0	4 607 068
Total tableau SF300 (à reporter SF301)	19	2 035 668	0	3 077 946	0	4 332	0	6 477 216	0	9 473	11 604 635

(1) regroupe les anciennes lignes "Services Sociaux d'Aide aux Etrangers", "puéricultrices à domicile", "comités de coordination".

(2) TIFS = technicien de l'intervention sociale et familiale, remplace le terme "travailleuse familiale", à l'occasion d'une nouvelle formation, sanctionnée par un nouveau diplôme. Le diplôme d'aide ménagère a également été revalorisé à l'occasion d'une nouvelle formation dénommée "auxiliaire de vie sociale", sanctionnée par un nouveau diplôme.

Financement CNAM au titre des interventions d'aide à domicile : extrait de la lettre LCI n°29 du 18/12/95: s'agissant d'une aide à la famille en fonction de sa capacité contributive et non d'une aide aux partenaires au titre de son fonctionnement (PS ordinaires), les financements CNAM sont à inscrire en colonne "aides aux familles" "subventions". Dans le cas d'un service de de TISF-AVS en gestion directe, les dépenses correspondant aux interventions "maladie" financées par la CNAM sont à inscrire en colonne H "fonds affectés".

Les dépassements de dotation pour les dépenses d'aide à domicile financées sur fonds CAF (SF65623113) sont à ventiler en lignes 13 et 16 (spécificités 32201311 et 32401311).

Contrôle à effectuer avec le compte général de résultats: si la CAF n'a pas de service en gestion directe, on aura égalité entre la somme des rubriques A13, A16 et la somme des comptes SF65623112 et SF 65623113 du tableau SF130. Si la CAF est gestionnaire, la somme des rubriques A13, A16 est inférieure à la somme de ces deux comptes, la différence correspondant alors aux montants enregistrés au regard des spécificités 32203313 et 32403313 (qui s'imputent en colonne H).

Fonction 3 (suite): Accompagnement social des familles et de leurs enfants

Tableau SF301		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	
Report SF300	1	2 035 668	0	3 077 946	0	4 332	0	6 477 216	0	9 473	11 604 635
331: Secours et prêts d'honneur	2	598 176	350 680								948 856
3321: Aide en cas de décès du soutien de famille	3	8 262	0								8 262
3322: parents et personnes isolés (1)	4	0	0								0
333: PEL situations familiales (2)	5	6 415	0								6 415
3341: Avances sur prestations	6	0	0								0
3342: Autres prestations extra-légales	7	0	0								0
335 : Aides à l'accompagnement et à l'insertion des jeunes (3)	8	0	0	0		0	0				0
336 : Fonds d'aide aux jeunes	9	0	0	4 500		0	0				4 500
sous-fonction 33: Secours et aides financières	10	612 853	350 680	4 500		0	0				968 033
Total fonction 3	11	2 648 522	350 680	3 082 446	0	4 332	0	6 477 216	0	9 473	12 572 669

(1) regroupe les lignes "insertion des parents isolés" et "personnes seules".

(2) regroupe les lignes "naissances multiples", "primes d'adoption", mères médaillées".

(3) regroupe les lignes "jeunes chômeurs" et "insertion des jeunes".

Les dépenses antérieurement imputées sur la ligne "familles en précarité" doivent être imputées sur la ligne "secours et prêts d'honneur" ou "autres prestations extra-légales".

Fonction 4: Logement et Habitat

montant en euros

Tableau SF400		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
411: Réhabilitation des logements locatifs (1)	1			153 000		2 338 058	0				2 491 058
412: Amélioration de l'habitat (2)	2	1 246 411	12 122 505								13 368 916
413: Aides aux handicapés	3	0	0								0
sous-fonction 41: Réhabilitation et amélioration de l'habitat	4	1 246 411	12 122 505	153 000		2 338 058	0				15 859 974
421: Aides à l'équipement mobilier	5	56 564	533 291								589 855
422: Aides à l'équipement ménager	6	61 980	509 514								571 494
423: Aides à l'installation	7	0	0								0
424: Autres aides à l'équipement et à l'installation	8	0	0	9 629							9 629
sous-fonction 42: Aides à l'équipement et à l'installation	9	118 544	1 042 805	9 629							1 170 978
4311: Fonds Solidarité Logement (3)	10			704 047				200 746		0	904 793
4312: Autres (accès et maintien dans le logement) (4)	11	16 018	14 287	11 819		0	0			0	42 124
432: Accession à la propriété	12	914	157 700	0				0		0	158 614
4331: Dettes d'énergie	13	1 780	1 400	53 357				0		0	56 537
4332: Dettes d'eau	14	6 806	8 356	72 735				0		0	87 897
4341: Comités locaux pour le logement autonome des jeunes (CLLAJ)	15			0		0	0			0	0
4342: Autres (logement des jeunes)	16	0	0	0		0	0			0	0
ss-fonction 435: Information et conseil aux familles	17			169 525		0	0	0		0	169 525
ss-fonction 436: Fonct.globale (conseiller technique logement)	18							1 090 725		268	1 090 993
437 : LES, LLS et LLTS pour caf des DOM exclusivement (5)	19	172 104	2 668 960	1 689 005		374 664	0				4 904 733
sous-fonction 43 : Accès et maintien dans l'habitat	20	197 622	2 850 703	2 700 488		374 664	0	1 291 471		268	7 415 216
TOTAL fonction 4	21	1 562 577	16 016 013	2 863 117		2 712 723	0	1 291 471		268	24 446 168

(1) regroupe les rubriques HLM, PACT, DSQ.

(2) y compris prêts construction.

(3) dépenses relatives au Fonds de Solidarité Logement: l'imputation en colonne se fait selon les mêmes règles que pour les budgets d'action sociale. La participation financière des CAF au FSL s'impute en "aides aux partenaires/fonctionnement/fonds propres". En outre, quand la CAF gère le FSL, les dépenses de gestion s'imputent en colonnes "services CAF"(G et I).

(4) y compris "dettes de loyer". La rubrique "autres" concerne plus spécifiquement des aides financières, notamment des aides inscrites au règlement intérieur.

Toutefois des dépenses peuvent être imputées en "aides aux partenaires" pour des dispositifs spécifiques gérés par des partenaires et visant à la réinsertion à travers l'accession au logement social.

En particulier, les aides versées à des organismes en contrepartie de réservation de logements, à loyers préférentiels, pour les familles allocataires sont à inclure en rubrique C11.

(5) Cette ligne a été créée exclusivement pour l'imputation de certaines dépenses d'actions spécifiques aux départements d'Outre-Mer, dépenses qui ne s'insèrent pas dans la nomenclature : Logements Evolutifs Sociaux (LES), Logements Locatifs Sociaux et Logements Locatifs Très Sociaux (LLTS). Pour les réservations de logement, voir renvoi (4) ci-dessus.

Fonction 5: Animation de la vie sociale

Tableau SF500		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	
511 : Centres sociaux	1			628 200	0	0	0	0	0	44 405	672 605
5111 : PS animation collective famille (1)	2				0				0		0
512 : Foyers de jeunes travailleurs	3	0		761 395	0	21 331	0	0	0	0	782 727
513 : Aires de nomades	4			0		0	0				0
514 :Autres équipements de voisinage (2)	5			883 480		417 635	0	0		0	1 301 115
515 : PS Animation locale (3)	6				124 866						124 866
516 : Conseiller technique animation et vie sociale	7							40 704		0	40 704
sous-fonction 51: Animation sociale	8	0		2 273 075	124 866	438 967	0	40 704	0	44 405	2 922 017
521: Associations familiales	9			44 045		0	0				44 045
522: Associations d'aide aux familles migrantes	10			18 300		0	0				18 300
523: Autres associations	11			632 473		7 340	0	0		0	639 813
524: Information des jeunes	12			38 100		26 724	0	0		0	64 824
sous-fonction 52: Soutien à la vie associative	13			732 918		34 064	0	0		0	766 982
TOTAL fonction 5	14	0		3 005 993	124 866	473 031	0	40 704	0	44 405	3 688 999

(1) actions collectives spécifiques aux centres sociaux

(2) regroupe les rubriques "salles polyvalentes", "locaux collectifs résidentiels", "locaux sociaux", "foyers ruraux" et "maisons de jeunes".

(3) Ce dispositif expérimental destiné à soutenir le développement des petites structures de voisinage dans des zones peu équipées a été étendu à l'ensemble des caf au 1er janvier 2002 (LC 2001-220 du 3/10/2001).

fonction 7: Prestations supplémentaires

Tableau SF700		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	
71: Apprentis	1	0	0								0
72: Rentrée scolaire	2	139 704	0								139 704
73: Etudiants	3	-230	0								-230
TOTAL fonction 7	4	139 474	0								139 474

Fonction 8 : Autres actions

Tableau SF800		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
811 : Médiation familiale	1	0		55 000		0	0	0		0	55 000
812 : Réseaux d'écoute et d'accompagnement des parents	2			92 336		1 635	0				93 970
sous-fonction 81 : Accompagnement de la fonction parentale	3	0		147 336		1 635	0	0		0	148 970
sous-fonction 82 : études et recherches	4			79 693		0	0	0		0	79 693
sous-fonction 83: Formation (1)	5	0		500							500
841: Fonds régionaux	6			0		0	0	0		0	0
842: Autres (2)	7			18 977		4 039	0	0		0	23 017
sous-fonction 84: Autres	8			18 977		4 039	0	0		0	23 017
sous-fonction 85: Secteurs de désengagement (3)	9			0		0	0	0		0	0
TOTAL fonction 8	10	0		246 506		5 674	0	0		0	252 180

(1) en colonne A concerne les bourses d'animateurs (dépenses comptabilisées au compte SF6562318).

(2) en colonne C, concerne entre autres la participation des Caf au Fonds d'Urgence Sociale (comptes 656232818, spécificité 84202211).

(3) regroupe les rubriques "maisons d'enfant à caractère social", "maisons de repos mère et enfant", "consultations de nourissons", "dispensaires médico-sociaux", "IMP, IMPRO, CMPP", "centre d'hébergement et de réadaptation sociale" et "centres d'orientation professionnelle".

Tableau SF900: Récapitulation des dépenses d'action sociale

Tableau SF900		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
SF100: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1	2 618		1 682 750	36 596 474	5 905 626	0	1 127 193	0	285 003	45 599 664
SF200: Temps libre des enfants et des familles	2	5 071 971	0	585 410	1 201 666	1 108 526	0	337 552	0	6 800	8 311 926
SF300: Accompagnement social des familles et de leurs enfants	3	2 648 522	350 680	3 082 446	0	4 332	0	6 477 216	0	9 473	12 572 669
SF400: Logement et habitat	4	1 562 577	16 016 013	2 863 117		2 712 723	0	1 291 471		268	24 446 168
SF500: Animation et vie sociale	5	0		3 005 993	124 866	473 031	0	40 704	0	44 405	3 688 999
SF700: Prestations supplémentaires aux familles	6	139 474	0								139 474
SF800: Autres actions	7	0		246 506		5 674	0	0		0	252 180
9000 : Logistique des œuvres	8							2 674 172		0	2 674 172
TOTAL dépenses d'action sociale de l'exercice 2003	9	9 425 162	16 366 693	11 466 222	37 923 006	10 209 912	0	11 948 308	0	345 950	97 685 253

Tableau SF904: Prestations de services ordinaires autres (*)

montant en euros

		Régime	Régimes	TOTAL
		Général	Spéciaux	
		A	B	C
2111: CLSH MOINS DE 6 ANS	1	0		0
CLSH PLUS DE 6 ANS				
2112: Vacances d'été	2	0		0
2113: Petites vacances scolaires	3	0		0
2114: Mercredi et fin de semaine	4	0		0
2115: Pré et post scolaire	5	0		0
TOTAL C.L.S.H.	6	0		0
Techniciens de l'intervention sociale et familiale				
3210: Intervention famille	7	0		0
3220: Intervention maladie	8	0		0
Auxiliaires de vie sociale				
3230: Intervention famille	9	0		0
3240: Intervention maladie	10	0		0
TOTAL AIDES A DOMICILE	11	0		0
2140: Centres collectifs de vacances	12	0		0
2150: Camps de vacances	13	0		0
2162: Accompagnement à la scolarité (*)	14	608 339		608 339
2240: PS accomp. Centres vacances à vocation sociale	15	0		0
5110: Centres sociaux	16	0		0
5111: PS animation collective famille	17	0		0
5120: Foyers de jeunes travailleurs	18	0		0
5150: PS animation locale (*)	19	124 866		124 866
TOTAL PS ordinaires autres (lignes 6+11 à 19)	20	733 205		733 205

(*) Les Caf des Dom sont éventuellement concernées par la PS animation locale et l'accompagnement à la scolarité.

Les autres rubriques concernent uniquement la Métropole.

Tableau SF905 : Récapitulatif des prestations de service (1)

montant en euros

		Régime Général	Régimes Spéciaux	TOTAL
		A	B	C
Report des dépenses de prestations de service ordinaires (PSO) et prestation de service unique (PSU)				
SF902: Accueil permanent	1	0	0	0
SF903: Accueil temporaire	2	0		0
SF904 : Autres secteurs (1)	3	733 205		733 205
SF906 :Prestation de service unique	4	0	0	0
Sous-total PSO + PSU	5	733 205	0	733 205
Contrats crèches :				
Crèches collectives (2)	6	0	0	0
Crèches familiales	7	0	0	0
Crèches parentales	8	0	0	0
Sous-total contrats crèches	9	0	0	0
Contrats enfance (1) (non compris ligne ci-dessous)	10	35 623 042	973 432	36 596 474
Contrat expérimental Caf/conseils généraux (3)	11	0		0
Contrats temps libre	12	593 326		593 326
TOTAL prestations de service (lignes 5+9+10+11+12)	13	36 949 574	973 432	37 923 006

Les montants figurant dans le tableau SF905 doivent correspondre approximativement au compte général de résultats, tableau SF130:

A5 = SF65623231

B5 = SF65623235 (Métropole)

A9 = SF65623232

B9= SF65623236

A10+A11= SF65623233

B11 = SF65623235 (Dom uniquement)

A12= SF65623234

(1) Les Caf des Dom sont concernées par la ligne 9 contrat enfance et éventuellement la ligne 3 "autres secteurs".

La rubrique B10 concerne exclusivement les départements d'Outre-Mer.

(2) y compris éventuellement des montants relatifs à des contrats crèches concernant des établissements polyvalents d'accueil des jeunes enfants

(3) pour le développement d'une coordination départementale et une meilleure articulation entre les modes d'accueil

collectifs et individuels (LC 2001-220 du 3 octobre 2001). Ces dépenses enregistrées au compte SF65623233 sont codifiées 19002212.

Tableau SF908:Ventilation des dépenses relatives au contrat enfance dans les départements d'Outre-Mer en 2003 selon le type d'équipement (1)

montant en euros

		Régime général		Régimes Spéciaux	Total Prestations de Service Enfance
		PS de base 30%	PS majorée 50 %	C	D
		A	B		
Crèches	1	8 565 921	12 454 638	539 506	21 560 066
Haltes-garderies	2	79	806 600	0	806 678
relais assistante maternelle (2)	3	36 846	16 697	0	53 543
autres fonction 1	4	1 120 925	1 328 634	433 926	2 883 485
fonction 2 : Centres de loisirs sans hébergement	5	1 389 648	9 900 106	0	11 289 753
fonction 3 : éducation familiale	6	2 949	0	0	2 949
Total dépenses Contrats Enfance	7	11 116 367	24 506 675	973 432	36 596 474

(1) Ce tableau concerne exclusivement les 4 Caf des Dom

(2)La PS est versée au taux unique de 40% du budget de fonctionnement sans distinction de régime. La ventilation selon les trois colonnes du tableau n'est pas adaptée.

Seule la colonne "total" est significative.

Tableau SF950: Recettes et dépenses des services en gestion directe en 2003 (résultats partiels établis par la seule Caf de La Réunion qui couvre la moitié du

du champ; % calculé sur le total subvention d'équilibre)

montant en euros

		Subventions	Prestations	Usagers	Etat	Région	Département	Commune	Divers	TOTAL	
		d'équilibre	de services							Recettes	Dépenses
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
ET 1: Crèches	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ET 2 & 3: Garderies et jardins d'enfants	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ET 4: Haltes-garderies	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES 92: Autres interventions techniques	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ER 5: Centres de loisirs sans hébergement	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ER 1: Centres collectifs de vacances et camps	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ER 2 & 3: Maisons et centres familiaux de vacances	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ER 4: Placements familiaux - vacances	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES5: Services d'assistants sociaux	9	2 165 070	0	0	0	0	0	0	0	2 165 070	2 165 070
ES3: Services d'économie sociale et familiale	10	1 212 515	0	0	0	0	0	0	0	1 212 515	1 212 515
ES 8: Services de tutelle aux prestations sociales	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES 91: Autres personnels sociaux	12	4 860	0	0	0	0	0	0	297 006	301 865	301 865
ES 6: Services travailleuses familiales	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES 7: Services d'aides ménagères	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES 1: Centres sociaux	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EQ 6: Foyers de jeunes travailleurs	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EK1: Centres de PMI	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES93: Gestion du patrimoine	18	610 772	0	0	0	0	0	0	0	610 772	610 772
ES 94 : logistique des œuvres	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	20	1 696 411	0	0	67 503	0	0	0	0	1 763 914	1 763 914
TOTAL SF950	21	5 689 628	0	0	67 503	0	0	0	297 006	6 054 136	6 054 136

ANNEXE 5

Les résultats financiers 2003 par Caf et par région

	Page :
Annexe 5a : Dépenses d'action sociale par fonction budgétaire (montants en euros)	83
Annexe 5b : Dépenses d'action sociale par fonction budgétaire (en %)	87
Annexe 5c : Dépenses d'action sociale selon le destinataire de la dépense (en euros et en %)	91
Annexe 5d : Dépenses d'action sociale selon la nature de la dépense (en euros et en %)	95

Annexe 5a : Dépenses d'Action Sociale par fonction budgétaire en 2003- Métropole et Départements d'Outre-Mer ⁽¹⁾

montants en euros

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagne- ment social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation et vie sociale	Prestations supplémen- taires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Melun	20 252 786	16 324 663	7 397 138	2 306 218	2 687 486	1 290 857	70 040	0	50 329 188
Paris	62 100 732	8 906 310	13 386 269	2 702 528	4 799 037	0	483 559	0	92 378 435
St Quentin en Yvelines	38 590 037	10 088 418	11 435 731	2 939 497	2 113 073	0	108 896	0	65 275 652
Evry	33 466 386	9 852 756	8 075 506	1 921 490	2 277 136	0	219 599	0	55 812 873
Nanterre	56 165 291	9 692 392	11 614 645	2 299 193	1 883 722	0	455 918	0	82 111 161
Rosny sous bois	29 186 620	14 631 648	13 327 693	7 196 251	3 120 564	0	108 896	1 751 186	69 322 858
Créteil	49 102 455	10 900 188	9 076 665	2 710 410	2 246 606	0	736 064	2 568	74 774 955
Cergy	32 531 694	14 380 346	9 406 983	2 856 987	5 415 232	0	167 659	188 992	64 947 893
Ile de France	321 396 001	94 776 721	83 720 630	24 932 574	24 542 855	1 290 857	2 350 630	1 942 746	554 953 015
Charleville	2 325 435	1 952 400	2 779 849	1 010 105	1 615 092	196 770	51 445	0	9 931 096
Chaumont	2 125 680	1 486 377	2 008 903	825 340	59 152	0	25 931	0	6 531 383
Reims	7 213 927	3 538 075	3 687 810	616 504	2 867 788	25 007	205 734	0	18 154 846
Troyes	3 390 987	3 012 967	1 820 491	719 407	711 143	0	38 220	0	9 693 215
Champagne-Ardenne	15 056 029	9 989 819	10 297 054	3 171 356	5 253 176	221 777	321 330	0	44 310 540
Amiens	8 503 154	6 097 276	3 493 374	4 273 732	1 276 750	465 940	36 686	263 161	24 410 074
Beauvais	5 329 668	4 383 903	2 937 497	2 408 142	1 635 033	1 472	61 582	0	16 757 297
Creil	4 166 773	2 637 067	1 708 876	1 386 183	507 565	26 408	0	0	10 432 872
Soissons	3 156 254	2 062 448	1 970 385	1 438 654	1 349 094	-610	52 545	0	10 028 771
Saint-Quentin	967 675	2 210 710	1 484 390	1 181 748	1 633 798	0	54 999	24 755	7 558 074
Picardie	22 123 524	17 391 404	11 594 522	10 688 460	6 402 240	493 211	205 812	287 916	69 187 089
Dieppe	1 803 608	1 738 420	1 787 478	471 837	584 873	6 037	3 433	0	6 395 685
Elbeuf	1 280 859	1 278 870	459 652	173 623	120 290	107 753	3 139	0	3 424 187
Evreux	7 127 878	5 416 718	5 305 735	1 100 843	1 737 932	0	180 009	0	20 869 115
Le Havre	6 373 586	5 826 281	4 179 072	1 094 721	1 695 696	0	80 233	0	19 249 588
Rouen	7 846 717	5 136 254	3 292 144	700 591	2 318 300	78 432	137 574	0	19 510 011
Haute Normandie	24 432 647	19 396 543	15 024 080	3 541 615	6 457 090	192 222	404 389	0	69 448 585
Blois	3 811 036	2 217 686	1 071 177	484 309	1 686 265	0	9 860	318 438	9 598 772
Bourges	2 309 720	936 855	1 407 682	843 615	1 482 236	309 832	5 756	178 179	7 473 874
Chartres	4 528 966	3 109 983	3 502 991	1 513 605	1 081 235	258 360	16 447	0	14 011 587
Châteauroux	2 540 829	1 778 714	714 396	464 235	1 480 757	56 516	25 866	146 458	7 207 771
Orléans	9 495 503	5 282 004	4 507 398	1 391 107	1 703 666	734 137	12 873	322 195	23 448 884
Tours	9 088 842	5 338 491	3 332 341	870 987	2 487 337	600	9 150	115 246	21 242 994
Centre	31 774 896	18 663 733	14 535 985	5 567 858	9 921 496	1 359 445	79 951	1 080 517	82 983 881
Alençon	1 265 819	2 044 492	3 524 409	706 809	638 232	0	29 556	0	8 209 316
Avranches	5 840 204	4 890 221	4 653 549	1 001 602	1 690 140	46 900	1 650	254 697	18 378 963
Caen	8 599 999	6 167 589	4 565 789	1 131 026	2 631 855	0	78 975	28 693	23 203 926
Basse Normandie	15 706 022	13 102 302	12 743 748	2 839 436	4 960 227	46 900	110 181	283 390	49 792 206

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagne- ment social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation et vie sociale	Prestations supplémen- taires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Auxerre	3 154 819	2 219 974	3 711 019	321 793	516 433	0	0	0	9 924 039
Dijon	10 128 821	4 525 812	3 308 841	575 204	4 128 150	0	142 244	126 815	22 935 887
Mâcon	7 623 504	5 493 998	3 935 696	1 086 106	1 713 277	857 693	116 333	0	20 826 607
Nevers	3 267 278	2 228 459	964 053	378 090	2 146 779	24 571	0	0	9 009 230
Bourgogne	24 174 422	14 468 242	11 919 609	2 361 193	8 504 639	882 264	258 578	126 815	62 695 763
Armentières	2 182 010	3 892 105	1 288 618	988 662	408 584	358 111	87 797	0	9 205 886
Arras	6 003 900	10 903 645	8 575 847	7 572 783	1 314 944	2 741 136	263 882	0	37 376 137
Calais	4 754 489	3 850 740	6 099 441	3 824 259	2 393 077	376 991	124 281	0	21 423 278
Cambrai	722 876	1 833 992	928 083	790 947	394 624	0	11 010	0	4 681 532
Douai	2 976 372	3 154 472	1 253 702	1 240 414	1 447 913	0	51 711	0	10 124 585
Dunkerque	3 168 902	4 493 955	3 096 617	999 414	2 090 540	0	63 383	348 531	14 261 342
Lille	6 401 553	5 852 895	5 415 850	2 608 022	2 625 570	723 079	178 374	0	23 805 342
Maubeuge	823 628	1 968 609	1 454 254	1 233 261	1 777 974	584 573	57 509	137 637	8 037 444
Roubaix	12 848 108	8 717 287	1 992 624	1 791 404	4 574 432	66 700	287 172	0	30 277 727
Valenciennes	7 068 280	7 020 664	3 123 563	1 378 511	2 183 367	83 860	110 792	0	20 969 037
Nord-Pas de Calais	46 950 119	51 688 364	33 228 599	22 427 675	19 211 025	4 934 449	1 235 910	486 168	180 162 309
Bar le Duc	1 179 235	1 311 808	1 126 571	406 181	976 436	1 929	29 545	0	5 031 706
Epinal	4 586 054	4 788 315	2 028 787	683 104	2 827 347	168 179	43 541	0	15 125 328
Metz	10 876 185	7 502 053	8 339 228	2 924 276	4 882 060	151 800	62 855	0	34 738 456
Nancy	13 518 379	6 846 716	4 527 512	2 033 485	2 810 585	236 737	307 024	0	30 280 438
Lorraine	30 159 853	20 448 892	16 022 099	6 047 046	11 496 428	558 645	442 965	0	85 175 928
Mulhouse	17 941 257	9 710 274	3 612 620	911 162	2 517 492	0	42 050	0	34 734 855
Strasbourg	23 198 264	7 081 048	3 462 782	1 363 090	4 902 449	543 555	226 009	0	40 777 196
Alsace	41 139 521	16 791 322	7 075 403	2 274 252	7 419 940	543 555	268 059	0	75 512 051
Belfort	3 163 879	2 368 483	1 609 535	572 469	693 700	0	10 470	0	8 418 536
Besançon	5 688 877	4 015 365	2 772 662	1 076 413	906 437	0	20 207	0	14 479 961
Montbéliard	2 464 613	1 615 604	1 891 835	730 030	403 791	0	0	0	7 105 874
St-Claude	3 682 307	2 940 413	1 647 694	520 328	171 038	0	14 766	0	8 976 546
Vesoul	2 503 743	2 578 443	1 849 681	387 210	1 081 089	7 544	59 589	0	8 467 299
Franche Comté	17 503 419	13 518 309	9 771 407	3 286 450	3 256 055	7 544	105 032	0	47 448 216
Angers	13 817 858	6 978 550	3 749 527	2 085 580	3 494 548	0	93 712	0	30 219 775
Cholet	2 963 119	1 665 342	1 277 032	335 530	1 510 872	0	2 300	0	7 754 196
La Roche sur Yon	3 231 452	4 519 616	4 883 628	1 237 022	1 235 132	189 481	37 302	0	15 333 633
Laval	3 030 627	2 815 525	3 015 334	462 130	1 296 674	3 220	7 622	402 069	11 033 201
Le Mans	6 673 839	4 371 831	3 999 481	314 513	3 215 278	366 226	1 565	0	18 942 732
Nantes	20 724 175	9 410 362	12 116 454	1 131 676	3 929 840	369 285	160 651	0	47 842 443
Pays de la Loire	50 441 069	29 761 226	29 041 457	5 566 451	14 682 345	928 212	303 151	402 069	131 125 979

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagne- ment social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation et vie sociale	Prestations supplémen- taires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Brest	8 844 996	4 256 612	3 006 130	1 166 798	2 152 897	0	117 266	0	19 544 698
Quimper	5 856 542	4 195 006	2 017 106	925 513	1 243 219	0	325 690	937 819	15 500 895
Rennes	11 845 142	6 093 767	4 581 340	1 712 731	4 783 787	0	388 589	785 629	30 190 986
St-Brieuc	6 490 279	3 832 155	3 430 772	771 871	3 278 961	0	196 150	0	18 000 189
Vannes	9 641 921	6 700 636	5 174 382	1 516 022	2 801 513	0	284 672	0	26 119 146
Bretagne	42 678 881	25 078 176	18 209 730	6 092 935	14 260 377	0	1 312 367	1 723 447	109 355 914
Angoulême	6 109 328	2 503 392	3 019 957	933 802	1 164 928	782	45 024	0	13 777 214
La Rochelle	7 332 496	5 922 931	3 890 158	1 507 401	2 779 727	0	125 160	0	21 557 873
Niort	4 390 076	2 582 351	2 213 583	925 041	1 414 726	-610	178 366	0	11 703 532
Poitiers	8 874 163	4 109 155	2 766 352	544 568	2 058 033	0	75 626	0	18 427 897
Poitou-Charentes	26 706 063	15 117 829	11 890 049	3 910 813	7 417 413	173	424 176	0	65 466 516
Agen	5 451 880	3 134 794	1 838 427	1 012 029	385 279	3 347	13 079	0	11 838 835
Bayonne	8 277 031	2 338 689	1 696 113	483 020	925 239	0	11 244	0	13 731 336
Bordeaux	40 548 821	17 543 638	5 887 619	3 247 648	5 220 817	0	59 351	0	72 507 892
Mont-de-Marsan	3 780 057	2 718 270	1 025 219	590 569	388 932	-10 786	0	0	8 492 260
Pau	7 418 432	2 519 056	2 017 041	585 351	1 076 250	17 521	74 449	0	13 708 098
Périgueux	7 525 388	6 388 495	1 748 008	675 512	819 802	0	21 660	130 273	17 309 138
Aquitaine	73 001 609	34 642 942	14 212 425	6 594 128	8 816 319	10 082	179 783	130 273	137 587 560
Albi	6 834 864	4 344 424	750 486	903 222	2 675 249	0	23 151	0	15 531 395
Auch	3 083 147	2 499 914	906 520	203 325	310 301	0	19 644	0	7 022 851
Cahors	2 020 201	1 275 386	780 073	236 174	547 912	0	13 477	0	4 873 223
Foix	5 697 883	2 391 909	438 840	518 622	561 076	0	15 493	0	9 623 822
Montauban	3 308 719	3 679 006	1 487 399	589 002	245 502	0	43 260	0	9 352 889
Rodez	3 060 115	1 973 928	973 480	200 045	1 054 385	0	25 073	393 990	7 681 017
Tarbes	2 744 124	1 106 791	1 480 676	450 508	609 446	4 391	51 497	0	6 447 432
Toulouse	36 605 098	15 233 797	6 090 089	2 662 317	4 780 916	0	92 059	0	65 464 277
Midi-Pyrénées	63 354 151	32 505 156	12 907 564	5 763 215	10 784 787	4 391	283 654	393 990	125 996 907
Brive	2 898 055	1 348 007	1 057 959	231 684	292 482	48 895	27 131	0	5 904 213
Guéret	604 104	620 258	446 333	184 899	286 539	0	9 297	0	2 151 430
Limoges	7 362 086	2 702 290	1 754 169	599 541	465 111	0	102 360	0	12 985 557
Limousin	10 864 244	4 670 554	3 258 461	1 016 125	1 044 132	48 895	138 788	0	21 041 200
Annecy	14 900 966	6 590 081	3 139 565	1 927 697	591 367	46 000	0	0	27 195 677
Annonay	1 209 711	494 426	798 144	272 050	588 667	76 027	3 600	0	3 442 627
Aubenas	3 026 357	1 353 287	1 253 625	249 156	838 643	0	3 920	0	6 724 987
Bourg en Bresse	6 885 201	4 518 477	3 135 880	955 203	2 569 709	404	57 543	0	18 122 417
Chambéry	8 449 045	3 532 836	3 219 655	393 801	1 560 594	0	314 900	8 167	17 478 999
Grenoble	24 285 050	8 632 518	8 540 150	1 782 452	4 655 637	0	119 961	0	48 015 768
Lyon	51 288 999	9 976 539	7 145 739	3 190 878	15 224 850	0	119 095	0	86 946 101
Roanne	1 924 357	1 256 759	1 140 024	411 847	794 432	0	73 681	0	5 601 100

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagne- ment social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation et vie sociale	Prestations supplémen- taires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Saint Etienne	10 832 118	6 157 897	5 434 343	1 432 612	4 466 033	0	0	0	28 323 002
Valence	9 673 629	2 907 612	3 172 903	602 103	1 545 446	0	0	0	17 901 693
Vienne	8 359 257	3 043 783	1 719 112	853 466	2 201 088	0	47 507	203 741	16 427 954
Villefranche	3 238 899	1 863 521	987 670	526 083	901 649	0	16 594	0	7 534 416
Rhône-Alpes	144 073 591	50 327 733	39 686 811	12 597 348	35 938 116	122 431	756 801	211 908	283 714 740
Aurillac	1 296 150	1 313 755	908 640	261 402	263 227	0	3 800	0	4 046 974
Clermont-Ferrand	8 431 967	5 900 394	4 482 701	987 429	1 700 031	6 475	0	0	21 508 997
Le Puy	4 023 063	1 673 907	1 544 871	460 618	218 207	0	3 050	30 917	7 954 633
Moulins	2 554 892	2 950 519	2 156 981	973 273	650 778	229 063	26 942	0	9 542 446
Auvergne	16 306 071	11 838 574	9 093 193	2 682 722	2 832 243	235 538	33 792	30 917	43 053 050
Béziers	4 290 738	3 611 756	1 574 447	811 708	512 896	0	0	0	10 801 545
Carcassonne	4 929 110	3 936 775	1 327 465	1 319 036	528 463	0	6 000	129 058	12 175 906
Mende	1 109 860	269 858	234 890	47 905	167 183	0	2 200	92	1 831 987
Montpellier	20 103 372	6 985 400	3 532 005	1 568 843	1 995 169	127 420	125 566	449 939	34 887 714
Nîmes	15 300 864	6 737 095	3 387 553	1 630 197	1 698 671	130	4 057	331 714	29 090 281
Perpignan	6 663 460	4 318 495	1 928 067	1 080 118	462 831	146 260	57 740	306 541	14 963 512
Languedoc-Roussillon	52 397 404	25 859 379	11 984 428	6 457 806	5 365 213	273 810	195 563	1 217 343	103 750 946
Avignon	13 438 221	6 728 082	4 343 344	486 915	2 005 994	0	1 750	0	27 004 305
Digne	2 462 347	1 489 100	622 058	329 385	92 169	89 819	50 529	0	5 135 407
Gap	2 430 285	1 260 004	451 744	102 622	532 707	0	43 098	74 726	4 895 186
Marseille	54 756 214	17 295 054	14 802 142	2 172 990	7 473 628	0	195 340	0	96 695 367
Nice	30 830 005	17 642 332	6 248 014	1 249 189	679 033	363 165	0	0	57 011 738
Toulon	18 139 626	7 081 187	4 357 551	1 016 968	906 337	1 005 280	14 741	0	32 521 691
Provence-Alpes-Côte d'Azur	122 056 698	51 495 759	30 824 853	5 358 069	11 689 867	1 458 263	305 458	74 726	223 263 693
Ajaccio	4 377 296	763 485	509 933	16 445	256 728	0	0	0	5 923 888
Bastia	2 613 351	781 606	384 740	55 760	491 754	0	73 026	0	4 400 238
Corse	6 990 647	1 545 091	894 674	72 204	748 482	0	73 026	0	10 324 125
Caisse maritime d' AF (2)	297 920	350 348	741 439	217 737	13 681	26 231	13 111	0	1 660 466
Total métropole	1 199 584 800	573 428 419	408 678 218	143 467 469	221 018 148	13 638 895	9 802 506	8 392 224	2 578 010 679
La Guadeloupe	7 243 251	2 603 441	2 647 769	2 584 578	693 805	0	35 635	2 674 172	18 482 650
La Guyane	2 981 609	248 468	1 260 648	1 501 235	27 068	139 474	1 989	0	6 160 492
La Martinique	14 172 920	3 909 411	4 782 657	5 166 048	2 410 863	0	78 690	0	30 520 588
La Réunion	21 201 884	1 550 606	3 881 594	15 194 307	557 263	0	135 867	0	42 521 522
Total Outre-Mer	45 599 664	8 311 926	12 572 669	24 446 168	3 688 999	139 474	252 180	2 674 172	97 685 253
Total national métropole + Dom	1 245 184 464	581 740 345	421 250 887	167 913 637	224 707 147	13 778 369	10 054 686	11 066 396	2 675 695 932

(1) Les montants négatifs correspondent à des régularisations sur exercice antérieur suite à une erreur de codification de la dépense.

(2) Le 1er janvier 2002, les caisses nationales d'allocations familiales de la pêche maritime et des marins du commerce ont fusionné et portent désormais le nom de caisse maritime d'allocations familiales dont le siège social est situé à La Rochelle.

Annexe 5b : Dépenses d'Action Sociale par fonction budgétaire en 2003- Métropole et Départements d'Outre-Mer ⁽¹⁾

en %

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagne- ment social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation et vie sociale	Prestations supplé- mentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Melun	40,2	32,4	14,7	4,6	5,3	2,6	0,1	0,0	100,0
Paris	67,2	9,6	14,5	2,9	5,2	0,0	0,5	0,0	100,0
St Quentin en Yvelines	59,1	15,5	17,5	4,5	3,2	0,0	0,2	0,0	100,0
Evry	60,0	17,7	14,5	3,4	4,1	0,0	0,4	0,0	100,0
Nanterre	68,4	11,8	14,1	2,8	2,3	0,0	0,6	0,0	100,0
Rosny sous bois	42,1	21,1	19,2	10,4	4,5	0,0	0,2	2,5	100,0
Créteil	65,7	14,6	12,1	3,6	3,0	0,0	1,0	0,0	100,0
Cergy	50,1	22,1	14,5	4,4	8,3	0,0	0,3	0,3	100,0
Ile de France	57,9	17,1	15,1	4,5	4,4	0,2	0,4	0,4	100,0
Charleville	23,4	19,7	28,0	10,2	16,3	2,0	0,5	0,0	100,0
Chaumont	32,5	22,8	30,8	12,6	0,9	0,0	0,4	0,0	100,0
Reims	39,7	19,5	20,3	3,4	15,8	0,1	1,1	0,0	100,0
Troyes	35,0	31,1	18,8	7,4	7,3	0,0	0,4	0,0	100,0
Champagne-Ardenne	34,0	22,5	23,2	7,2	11,9	0,5	0,7	0,0	100,0
Amiens	34,8	25,0	14,3	17,5	5,2	1,9	0,2	1,1	100,0
Beauvais	31,8	26,2	17,5	14,4	9,8	0,0	0,4	0,0	100,0
Creil	39,9	25,3	16,4	13,3	4,9	0,3	0,0	0,0	100,0
Soissons	31,5	20,6	19,6	14,3	13,5	0,0	0,5	0,0	100,0
Saint-Quentin	12,8	29,2	19,6	15,6	21,6	0,0	0,7	0,3	100,0
Picardie	32,0	25,1	16,8	15,4	9,3	0,7	0,3	0,4	100,0
Dieppe	28,2	27,2	27,9	7,4	9,1	0,1	0,1	0,0	100,0
Elbeuf	37,4	37,3	13,4	5,1	3,5	3,1	0,1	0,0	100,0
Evreux	34,2	26,0	25,4	5,3	8,3	0,0	0,9	0,0	100,0
Le Havre	33,1	30,3	21,7	5,7	8,8	0,0	0,4	0,0	100,0
Rouen	40,2	26,3	16,9	3,6	11,9	0,4	0,7	0,0	100,0
Haute Normandie	35,2	27,9	21,6	5,1	9,3	0,3	0,6	0,0	100,0
Blois	39,7	23,1	11,2	5,0	17,6	0,0	0,1	3,3	100,0
Bourges	30,9	12,5	18,8	11,3	19,8	4,1	0,1	2,4	100,0
Chartres	32,3	22,2	25,0	10,8	7,7	1,8	0,1	0,0	100,0
Châteauroux	35,3	24,7	9,9	6,4	20,5	0,8	0,4	2,0	100,0
Orléans	40,5	22,5	19,2	5,9	7,3	3,1	0,1	1,4	100,0
Tours	42,8	25,1	15,7	4,1	11,7	0,0	0,0	0,5	100,0
Centre	38,3	22,5	17,5	6,7	12,0	1,6	0,1	1,3	100,0
Alençon	15,4	24,9	42,9	8,6	7,8	0,0	0,4	0,0	100,0
Avranches	31,8	26,6	25,3	5,4	9,2	0,3	0,0	1,4	100,0
Caen	37,1	26,6	19,7	4,9	11,3	0,0	0,3	0,1	100,0
Basse Normandie	31,5	26,3	25,6	5,7	10,0	0,1	0,2	0,6	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagne- ment social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation et vie sociale	Prestations supplémen- taires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Auxerre	31,8	22,4	37,4	3,2	5,2	0,0	0,0	0,0	100,0
Dijon	44,2	19,7	14,4	2,5	18,0	0,0	0,6	0,6	100,0
Mâcon	36,6	26,4	18,9	5,2	8,2	4,1	0,6	0,0	100,0
Nevers	36,3	24,7	10,7	4,2	23,8	0,3	0,0	0,0	100,0
Bourgogne	38,6	23,1	19,0	3,8	13,6	1,4	0,4	0,2	100,0
Armentières	23,7	42,3	14,0	10,7	4,4	3,9	1,0	0,0	100,0
Arras	16,1	29,2	22,9	20,3	3,5	7,3	0,7	0,0	100,0
Calais	22,2	18,0	28,5	17,9	11,2	1,8	0,6	0,0	100,0
Cambrai	15,4	39,2	19,8	16,9	8,4	0,0	0,2	0,0	100,0
Douai	29,4	31,2	12,4	12,3	14,3	0,0	0,5	0,0	100,0
Dunkerque	22,2	31,5	21,7	7,0	14,7	0,0	0,4	2,4	100,0
Lille	26,9	24,6	22,8	11,0	11,0	3,0	0,7	0,0	100,0
Maubeuge	10,2	24,5	18,1	15,3	22,1	7,3	0,7	1,7	100,0
Roubaix	42,4	28,8	6,6	5,9	15,1	0,2	0,9	0,0	100,0
Valenciennes	33,7	33,5	14,9	6,6	10,4	0,4	0,5	0,0	100,0
Nord-Pas de Calais	26,1	28,7	18,4	12,4	10,7	2,7	0,7	0,3	100,0
Bar le Duc	23,4	26,1	22,4	8,1	19,4	0,0	0,6	0,0	100,0
Epinal	30,3	31,7	13,4	4,5	18,7	1,1	0,3	0,0	100,0
Metz	31,3	21,6	24,0	8,4	14,1	0,4	0,2	0,0	100,0
Nancy	44,6	22,6	15,0	6,7	9,3	0,8	1,0	0,0	100,0
Lorraine	35,4	24,0	18,8	7,1	13,5	0,7	0,5	0,0	100,0
Mulhouse	51,7	28,0	10,4	2,6	7,2	0,0	0,1	0,0	100,0
Strasbourg	56,9	17,4	8,5	3,3	12,0	1,3	0,6	0,0	100,0
Alsace	54,5	22,2	9,4	3,0	9,8	0,7	0,4	0,0	100,0
Belfort	37,6	28,1	19,1	6,8	8,2	0,0	0,1	0,0	100,0
Besançon	39,3	27,7	19,1	7,4	6,3	0,0	0,1	0,0	100,0
Montbéliard	34,7	22,7	26,6	10,3	5,7	0,0	0,0	0,0	100,0
St-Claude	41,0	32,8	18,4	5,8	1,9	0,0	0,2	0,0	100,0
Vesoul	29,6	30,5	21,8	4,6	12,8	0,1	0,7	0,0	100,0
Franche Comté	36,9	28,5	20,6	6,9	6,9	0,0	0,2	0,0	100,0
Angers	45,7	23,1	12,4	6,9	11,6	0,0	0,3	0,0	100,0
Cholet	38,2	21,5	16,5	4,3	19,5	0,0	0,0	0,0	100,0
La Roche sur Yon	21,1	29,5	31,8	8,1	8,1	1,2	0,2	0,0	100,0
Laval	27,5	25,5	27,3	4,2	11,8	0,0	0,1	3,6	100,0
Le Mans	35,2	23,1	21,1	1,7	17,0	1,9	0,0	0,0	100,0
Nantes	43,3	19,7	25,3	2,4	8,2	0,8	0,3	0,0	100,0
Pays de la Loire	38,5	22,7	22,1	4,2	11,2	0,7	0,2	0,3	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagne- ment social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation et vie sociale	Prestations supplé- mentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Brest	45,3	21,8	15,4	6,0	11,0	0,0	0,6	0,0	100,0
Quimper	37,8	27,1	13,0	6,0	8,0	0,0	2,1	6,1	100,0
Rennes	39,2	20,2	15,2	5,7	15,8	0,0	1,3	2,6	100,0
St-Brieuc	36,1	21,3	19,1	4,3	18,2	0,0	1,1	0,0	100,0
Vannes	36,9	25,7	19,8	5,8	10,7	0,0	1,1	0,0	100,0
Bretagne	39,0	22,9	16,7	5,6	13,0	0,0	1,2	1,6	100,0
Angoulême	44,3	18,2	21,9	6,8	8,5	0,0	0,3	0,0	100,0
La Rochelle	34,0	27,5	18,0	7,0	12,9	0,0	0,6	0,0	100,0
Niort	37,5	22,1	18,9	7,9	12,1	0,0	1,5	0,0	100,0
Poitiers	48,2	22,3	15,0	3,0	11,2	0,0	0,4	0,0	100,0
Poitou-Charentes	40,8	23,1	18,2	6,0	11,3	0,0	0,6	0,0	100,0
Agen	46,1	26,5	15,5	8,5	3,3	0,0	0,1	0,0	100,0
Bayonne	60,3	17,0	12,4	3,5	6,7	0,0	0,1	0,0	100,0
Bordeaux	55,9	24,2	8,1	4,5	7,2	0,0	0,1	0,0	100,0
Mont-de-Marsan	44,5	32,0	12,1	7,0	4,6	-0,1	0,0	0,0	100,0
Pau	54,1	18,4	14,7	4,3	7,9	0,1	0,5	0,0	100,0
Périgueux	43,5	36,9	10,1	3,9	4,7	0,0	0,1	0,8	100,0
Aquitaine	53,1	25,2	10,3	4,8	6,4	0,0	0,1	0,1	100,0
Albi	44,0	28,0	4,8	5,8	17,2	0,0	0,1	0,0	100,0
Auch	43,9	35,6	12,9	2,9	4,4	0,0	0,3	0,0	100,0
Cahors	41,5	26,2	16,0	4,8	11,2	0,0	0,3	0,0	100,0
Foix	59,2	24,9	4,6	5,4	5,8	0,0	0,2	0,0	100,0
Montauban	35,4	39,3	15,9	6,3	2,6	0,0	0,5	0,0	100,0
Rodez	39,8	25,7	12,7	2,6	13,7	0,0	0,3	5,1	100,0
Tarbes	42,6	17,2	23,0	7,0	9,5	0,1	0,8	0,0	100,0
Toulouse	55,9	23,3	9,3	4,1	7,3	0,0	0,1	0,0	100,0
Midi-Pyrénées	50,3	25,8	10,2	4,6	8,6	0,0	0,2	0,3	100,0
Brive	49,1	22,8	17,9	3,9	5,0	0,8	0,5	0,0	100,0
Guéret	28,1	28,8	20,7	8,6	13,3	0,0	0,4	0,0	100,0
Limoges	56,7	20,8	13,5	4,6	3,6	0,0	0,8	0,0	100,0
Limousin	51,6	22,2	15,5	4,8	5,0	0,2	0,7	0,0	100,0
Annecy	54,8	24,2	11,5	7,1	2,2	0,2	0,0	0,0	100,0
Annonay	35,1	14,4	23,2	7,9	17,1	2,2	0,1	0,0	100,0
Aubenas	45,0	20,1	18,6	3,7	12,5	0,0	0,1	0,0	100,0
Bourg en Bresse	38,0	24,9	17,3	5,3	14,2	0,0	0,3	0,0	100,0
Chambéry	48,3	20,2	18,4	2,3	8,9	0,0	1,8	0,0	100,0
Grenoble	50,6	18,0	17,8	3,7	9,7	0,0	0,2	0,0	100,0
Lyon	59,0	11,5	8,2	3,7	17,5	0,0	0,1	0,0	100,0
Roanne	34,4	22,4	20,4	7,4	14,2	0,0	1,3	0,0	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagne- ment social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation et vie sociale	Prestations supplé- mentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Saint Etienne	38,2	21,7	19,2	5,1	15,8	0,0	0,0	0,0	100,0
Valence	54,0	16,2	17,7	3,4	8,6	0,0	0,0	0,0	100,0
Vienne	50,9	18,5	10,5	5,2	13,4	0,0	0,3	1,2	100,0
Villefranche	43,0	24,7	13,1	7,0	12,0	0,0	0,2	0,0	100,0
Rhône-Alpes	50,8	17,7	14,0	4,4	12,7	0,0	0,3	0,1	100,0
Aurillac	32,0	32,5	22,5	6,5	6,5	0,0	0,1	0,0	100,0
Clermont-Ferrand	39,2	27,4	20,8	4,6	7,9	0,0	0,0	0,0	100,0
Le Puy	50,6	21,0	19,4	5,8	2,7	0,0	0,0	0,4	100,0
Moulins	26,8	30,9	22,6	10,2	6,8	2,4	0,3	0,0	100,0
Auvergne	37,9	27,5	21,1	6,2	6,6	0,5	0,1	0,1	100,0
Béziers	39,7	33,4	14,6	7,5	4,7	0,0	0,0	0,0	100,0
Carcassonne	40,5	32,3	10,9	10,8	4,3	0,0	0,0	1,1	100,0
Mende	60,6	14,7	12,8	2,6	9,1	0,0	0,1	0,0	100,0
Montpellier	57,6	20,0	10,1	4,5	5,7	0,4	0,4	1,3	100,0
Nîmes	52,6	23,2	11,6	5,6	5,8	0,0	0,0	1,1	100,0
Perpignan	44,5	28,9	12,9	7,2	3,1	1,0	0,4	2,0	100,0
Languedoc-Roussillon	50,5	24,9	11,6	6,2	5,2	0,3	0,2	1,2	100,0
Avignon	49,8	24,9	16,1	1,8	7,4	0,0	0,0	0,0	100,0
Digne	47,9	29,0	12,1	6,4	1,8	1,7	1,0	0,0	100,0
Gap	49,6	25,7	9,2	2,1	10,9	0,0	0,9	1,5	100,0
Marseille	56,6	17,9	15,3	2,2	7,7	0,0	0,2	0,0	100,0
Nice	54,1	30,9	11,0	2,2	1,2	0,6	0,0	0,0	100,0
Toulon	55,8	21,8	13,4	3,1	2,8	3,1	0,0	0,0	100,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	54,7	23,1	13,8	2,4	5,2	0,7	0,1	0,0	100,0
Ajaccio	73,9	12,9	8,6	0,3	4,3	0,0	0,0	0,0	100,0
Bastia	59,4	17,8	8,7	1,3	11,2	0,0	1,7	0,0	100,0
Corse	67,7	15,0	8,7	0,7	7,2	0,0	0,7	0,0	100,0
Caisse maritime d' AF (2)	17,9	21,1	44,7	13,1	0,8	1,6	0,8	0,0	100,0
Total métropole	46,5	22,2	15,9	5,6	8,6	0,5	0,4	0,3	100,0
La Guadeloupe	39,2	14,1	14,3	14,0	3,8	0,0	0,2	14,5	100,0
La Guyane	48,4	4,0	20,5	24,4	0,4	2,3	0,0	0,0	100,0
La Martinique	46,4	12,8	15,7	16,9	7,9	0,0	0,3	0,0	100,0
La Réunion	49,9	3,6	9,1	35,7	1,3	0,0	0,3	0,0	100,0
Total Outre-Mer	46,7	8,5	12,9	25,0	3,8	0,1	0,3	2,7	100,0
Total national métropole + Dom	46,5	21,7	15,7	6,3	8,4	0,5	0,4	0,4	100,0

(1) Les % négatifs correspondent à des montants négatifs dans le tableau précédent. Ces derniers s'expliquent par des régularisations sur exercice antérieur.

(2) Le 1er janvier 2002, les caisses nationales d'allocations familiales de la pêche maritime et des marins du commerce ont fusionné et portent désormais le nom de caisse maritime d'allocations familiales dont le siège social est situé à La Rochelle.

Annexe 5c : Ventilation des dépenses d'Action Sociale selon le destinataire de la dépense en 2003

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	destinataire de la dépense						total dépenses	
	aides aux familles		aides aux partenaires		services Caf		d'action sociale	
	euros	%	euros	%	euros	%	euros	%
Melun	9 350 292	18,6	35 227 715	70,0	5 751 182	11,4	50 329 188	100,0
Paris	6 739 635	7,3	71 825 598	77,8	13 813 202	15,0	92 378 435	100,0
St Quentin en Yvelines	5 486 339	8,4	49 993 906	76,6	9 795 407	15,0	65 275 652	100,0
Evry	5 356 353	9,6	43 439 927	77,8	7 016 592	12,6	55 812 873	100,0
Nanterre	6 835 287	8,3	67 042 100	81,6	8 233 774	10,0	82 111 161	100,0
Rosny sous bois	13 212 241	19,1	43 368 244	62,6	12 742 373	18,4	69 322 858	100,0
Créteil	6 353 669	8,5	60 007 578	80,3	8 413 708	11,3	74 774 955	100,0
Cergy	6 467 750	10,0	48 373 458	74,5	10 106 685	15,6	64 947 893	100,0
Ile de France	59 801 566	10,8	419 278 525	75,6	75 872 924	13,7	554 953 015	100,0
Charleville	3 151 933	31,7	5 025 188	50,6	1 753 976	17,7	9 931 096	100,0
Chaumont	1 559 683	23,9	2 707 841	41,5	2 263 859	34,7	6 531 383	100,0
Reims	3 180 548	17,5	11 975 152	66,0	2 999 146	16,5	18 154 846	100,0
Troyes	2 653 513	27,4	6 144 701	63,4	895 002	9,2	9 693 215	100,0
Champagne-Ardenne	10 545 677	23,8	25 852 882	58,3	7 911 982	17,9	44 310 540	100,0
Amiens	7 905 986	32,4	11 936 747	48,9	4 567 341	18,7	24 410 074	100,0
Beauvais	4 050 564	24,2	11 142 942	66,5	1 563 791	9,3	16 757 297	100,0
Creil	1 881 592	18,0	7 039 796	67,5	1 511 484	14,5	10 432 872	100,0
Soissons	2 337 581	23,3	5 047 765	50,3	2 643 425	26,4	10 028 771	100,0
Saint-Quentin	2 430 241	32,2	3 940 572	52,1	1 187 261	15,7	7 558 074	100,0
Picardie	18 605 963	26,9	39 107 823	56,5	11 473 303	16,6	69 187 089	100,0
Dieppe	983 629	15,4	3 620 840	56,6	1 791 216	28,0	6 395 685	100,0
Elbeuf	484 147	14,1	2 045 974	59,8	894 066	26,1	3 424 187	100,0
Evreux	1 890 563	9,1	13 814 350	66,2	5 164 202	24,7	20 869 115	100,0
Le Havre	1 764 607	9,2	13 732 342	71,3	3 752 639	19,5	19 249 588	100,0
Rouen	2 765 325	14,2	13 346 051	68,4	3 398 635	17,4	19 510 011	100,0
Haute Normandie	7 888 271	11,4	46 559 556	67,0	15 000 758	21,6	69 448 585	100,0
Blois	1 057 873	11,0	5 457 321	56,9	3 083 578	32,1	9 598 772	100,0
Bourges	2 421 614	32,4	3 206 580	42,9	1 845 680	24,7	7 473 874	100,0
Chartres	3 170 191	22,6	7 876 757	56,2	2 964 638	21,2	14 011 587	100,0
Châteauroux	1 065 061	14,8	3 140 087	43,6	3 002 622	41,7	7 207 771	100,0
Orléans	5 639 073	24,0	13 509 370	57,6	4 300 441	18,3	23 448 884	100,0
Tours	3 551 540	16,7	15 094 664	71,1	2 596 791	12,2	21 242 994	100,0
Centre	16 905 351	20,4	48 284 780	58,2	17 793 750	21,4	82 983 881	100,0
Alençon	3 100 720	37,8	3 232 599	39,4	1 875 996	22,9	8 209 316	100,0
Avranches	3 392 316	18,5	11 299 834	61,5	3 686 814	20,1	18 378 963	100,0
Caen	5 025 813	21,7	12 225 972	52,7	5 952 141	25,7	23 203 926	100,0
Basse Normandie	11 518 849	23,1	26 758 406	53,7	11 514 951	23,1	49 792 206	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	destinataire de la dépense						total dépenses	
	aides aux familles		aides aux partenaires		services Caf		d'action sociale	
	euros	%	euros	%	euros	%	euros	%
Auxerre	1 229 080	12,4	5 154 745	51,9	3 540 213	35,7	9 924 039	100,0
Dijon	2 338 923	10,2	14 667 352	63,9	5 929 611	25,9	22 935 887	100,0
Mâcon	5 019 345	24,1	13 784 638	66,2	2 022 624	9,7	20 826 607	100,0
Nevers	972 787	10,8	6 700 477	74,4	1 335 966	14,8	9 009 230	100,0
Bourgogne	9 560 136	15,2	40 307 213	64,3	12 828 414	20,5	62 695 763	100,0
Armentières	2 513 667	27,3	5 961 628	64,8	730 592	7,9	9 205 886	100,0
Arras	19 633 426	52,5	12 803 345	34,3	4 939 366	13,2	37 376 137	100,0
Calais	7 543 329	35,2	8 489 371	39,6	5 390 578	25,2	21 423 278	100,0
Cambrai	1 516 147	32,4	2 542 127	54,3	623 258	13,3	4 681 532	100,0
Douai	2 802 495	27,7	5 972 545	59,0	1 349 545	13,3	10 124 585	100,0
Dunkerque	2 922 932	20,5	7 901 022	55,4	3 437 388	24,1	14 261 342	100,0
Lille	6 777 429	28,5	13 154 367	55,3	3 873 546	16,3	23 805 342	100,0
Maubeuge	2 949 663	36,7	3 422 879	42,6	1 664 901	20,7	8 037 444	100,0
Roubaix	2 764 658	9,1	25 836 132	85,3	1 676 937	5,5	30 277 727	100,0
Valenciennes	3 416 281	16,3	15 189 003	72,4	2 363 753	11,3	20 969 037	100,0
Nord-Pas de Calais	52 840 026	29,3	101 272 419	56,2	26 049 863	14,5	180 162 309	100,0
Bar le Duc	1 858 248	36,9	2 626 665	52,2	546 792	10,9	5 031 706	100,0
Epinal	2 589 334	17,1	9 574 082	63,3	2 961 913	19,6	15 125 328	100,0
Metz	9 161 241	26,4	20 869 275	60,1	4 707 940	13,6	34 738 456	100,0
Nancy	7 712 800	25,5	19 260 219	63,6	3 307 419	10,9	30 280 438	100,0
Lorraine	21 321 624	25,0	52 330 241	61,4	11 524 064	13,5	85 175 928	100,0
Mulhouse	3 417 428	9,8	29 035 169	83,6	2 282 258	6,6	34 734 855	100,0
Strasbourg	5 730 683	14,1	33 411 523	81,9	1 634 990	4,0	40 777 196	100,0
Alsace	9 148 111	12,1	62 446 692	82,7	3 917 248	5,2	75 512 051	100,0
Belfort	1 469 381	17,5	5 862 040	69,6	1 087 115	12,9	8 418 536	100,0
Besançon	3 089 030	21,3	9 965 793	68,8	1 425 138	9,8	14 479 961	100,0
Montbéliard	1 654 686	23,3	4 018 488	56,6	1 432 700	20,2	7 105 874	100,0
St-Claude	1 387 272	15,5	6 360 090	70,9	1 229 184	13,7	8 976 546	100,0
Vesoul	1 974 930	23,3	5 563 886	65,7	928 483	11,0	8 467 299	100,0
Franche Comté	9 575 300	20,2	31 770 297	67,0	6 102 619	12,9	47 448 216	100,0
Angers	3 838 636	12,7	21 482 247	71,1	4 898 891	16,2	30 219 775	100,0
Cholet	1 695 327	21,9	4 857 657	62,6	1 201 212	15,5	7 754 196	100,0
La Roche sur Yon	4 677 552	30,5	7 974 939	52,0	2 681 142	17,5	15 333 633	100,0
Laval	2 273 437	20,6	7 103 268	64,4	1 656 496	15,0	11 033 201	100,0
Le Mans	3 096 291	16,3	10 478 211	55,3	5 368 230	28,3	18 942 732	100,0
Nantes	6 426 262	13,4	32 905 796	68,8	8 510 384	17,8	47 842 443	100,0
Pays de la Loire	22 007 506	16,8	84 802 118	64,7	24 316 355	18,5	131 125 979	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	destinataire de la dépense						total dépenses	
	aides aux familles		aides aux partenaires		services Caf		d'action sociale	
	euros	%	euros	%	euros	%	euros	%
Brest	2 092 444	10,7	13 264 417	67,9	4 187 838	21,4	19 544 698	100,0
Quimper	1 251 218	8,1	10 185 043	65,7	4 064 634	26,2	15 500 895	100,0
Rennes	3 877 052	12,8	18 686 628	61,9	7 627 306	25,3	30 190 986	100,0
St-Brieuc	2 768 010	15,4	10 121 956	56,2	5 110 223	28,4	18 000 189	100,0
Vannes	4 493 468	17,2	16 692 230	63,9	4 933 448	18,9	26 119 146	100,0
Bretagne	14 482 191	13,2	68 950 274	63,1	25 923 449	23,7	109 355 914	100,0
Angoulême	1 638 013	11,9	9 672 529	70,2	2 466 671	17,9	13 777 214	100,0
La Rochelle	3 093 617	14,4	16 588 603	76,9	1 875 653	8,7	21 557 873	100,0
Niort	2 163 643	18,5	7 653 828	65,4	1 886 061	16,1	11 703 532	100,0
Poitiers	1 978 190	10,7	14 931 901	81,0	1 517 806	8,2	18 427 897	100,0
Poitou-Charentes	8 873 463	13,6	48 846 861	74,6	7 746 191	11,8	65 466 516	100,0
Agen	2 321 638	19,6	8 161 837	68,9	1 355 360	11,4	11 838 835	100,0
Bayonne	1 161 823	8,5	11 134 538	81,1	1 434 974	10,5	13 731 336	100,0
Bordeaux	5 933 219	8,2	58 102 787	80,1	8 471 886	11,7	72 507 892	100,0
Mont-de-Marsan	1 880 202	22,1	5 592 587	65,9	1 019 472	12,0	8 492 260	100,0
Pau	1 802 000	13,1	9 577 703	69,9	2 328 396	17,0	13 708 098	100,0
Périgueux	1 491 683	8,6	13 600 410	78,6	2 217 046	12,8	17 309 138	100,0
Aquitaine	14 590 565	10,6	106 169 862	77,2	16 827 133	12,2	137 587 560	100,0
Albi	2 249 452	14,5	10 608 305	68,3	2 673 639	17,2	15 531 395	100,0
Auch	515 762	7,3	5 199 315	74,0	1 307 774	18,6	7 022 851	100,0
Cahors	694 931	14,3	2 914 797	59,8	1 263 495	25,9	4 873 223	100,0
Foix	869 064	9,0	7 617 193	79,1	1 137 565	11,8	9 623 822	100,0
Montauban	1 710 735	18,3	6 439 247	68,8	1 202 907	12,9	9 352 889	100,0
Rodez	935 628	12,2	4 897 024	63,8	1 848 365	24,1	7 681 017	100,0
Tarbes	1 127 866	17,5	3 493 388	54,2	1 826 178	28,3	6 447 432	100,0
Toulouse	6 872 327	10,5	53 161 089	81,2	5 430 861	8,3	65 464 277	100,0
Midi-Pyrénées	14 975 766	11,9	94 330 357	74,9	16 690 784	13,2	125 996 907	100,0
Brive	728 898	12,3	4 385 590	74,3	789 726	13,4	5 904 213	100,0
Guéret	273 746	12,7	1 420 651	66,0	457 032	21,2	2 151 430	100,0
Limoges	2 025 973	15,6	9 913 188	76,3	1 046 396	8,1	12 985 557	100,0
Limousin	3 028 617	14,4	15 719 429	74,7	2 293 154	10,9	21 041 200	100,0
Annecy	4 156 428	15,3	20 129 811	74,0	2 909 438	10,7	27 195 677	100,0
Annonay	986 281	28,6	2 125 117	61,7	331 228	9,6	3 442 627	100,0
Aubenas	1 111 033	16,5	4 033 237	60,0	1 580 717	23,5	6 724 987	100,0
Bourg en Bresse	3 911 840	21,6	11 482 585	63,4	2 727 991	15,1	18 122 417	100,0
Chambéry	2 377 176	13,6	11 849 846	67,8	3 251 977	18,6	17 478 999	100,0
Grenoble	7 523 376	15,7	32 741 988	68,2	7 750 404	16,1	48 015 768	100,0
Lyon	9 080 403	10,4	65 888 705	75,8	11 976 993	13,8	86 946 101	100,0
Roanne	877 522	15,7	3 097 093	55,3	1 626 485	29,0	5 601 100	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	destinataire de la dépense						total dépenses	
	aides aux familles		aides aux partenaires		services Caf		d'action sociale	
	euros	%	euros	%	euros	%	euros	%
Saint Etienne	4 299 573	15,2	18 879 041	66,7	5 144 388	18,2	28 323 002	100,0
Valence	2 601 512	14,5	10 609 290	59,3	4 690 891	26,2	17 901 693	100,0
Vienne	1 792 672	10,9	11 844 117	72,1	2 791 166	17,0	16 427 954	100,0
Villefranche	1 537 932	20,4	4 327 964	57,4	1 668 520	22,1	7 534 416	100,0
Rhône-Alpes	40 255 748	14,2	197 008 793	69,4	46 450 199	16,4	283 714 740	100,0
Aurillac	763 238	18,9	2 911 392	71,9	372 344	9,2	4 046 974	100,0
Clermont-Ferrand	3 184 707	14,8	13 095 842	60,9	5 228 448	24,3	21 508 997	100,0
Le Puy	751 590	9,4	5 815 137	73,1	1 387 906	17,4	7 954 633	100,0
Moulins	2 361 979	24,8	5 587 462	58,6	1 593 005	16,7	9 542 446	100,0
Auvergne	7 061 514	16,4	27 409 833	63,7	8 581 704	19,9	43 053 050	100,0
Béziers	1 797 012	16,6	7 254 937	67,2	1 749 596	16,2	10 801 545	100,0
Carcassonne	2 154 517	17,7	8 696 347	71,4	1 325 042	10,9	12 175 906	100,0
Mende	96 347	5,3	1 478 348	80,7	257 292	14,0	1 831 987	100,0
Montpellier	3 904 553	11,2	27 216 764	78,0	3 766 398	10,8	34 887 714	100,0
Nîmes	3 668 152	12,6	20 400 980	70,1	5 021 150	17,3	29 090 281	100,0
Perpignan	3 006 786	20,1	9 507 313	63,5	2 449 413	16,4	14 963 512	100,0
Languedoc-Roussillon	14 627 368	14,1	74 554 688	71,9	14 568 891	14,0	103 750 946	100,0
Avignon	3 276 816	12,1	19 901 238	73,7	3 826 251	14,2	27 004 305	100,0
Digne	1 053 220	20,5	3 749 693	73,0	332 494	6,5	5 135 407	100,0
Gap	401 620	8,2	3 788 064	77,4	705 502	14,4	4 895 186	100,0
Marseille	9 944 182	10,3	75 742 097	78,3	11 009 087	11,4	96 695 367	100,0
Nice	3 931 151	6,9	47 041 092	82,5	6 039 494	10,6	57 011 738	100,0
Toulon	2 936 222	9,0	24 213 924	74,5	5 371 544	16,5	32 521 691	100,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21 543 212	9,6	174 436 109	78,1	27 284 373	12,2	223 263 693	100,0
Ajaccio	12 253	0,2	3 812 732	64,4	2 098 903	35,4	5 923 888	100,0
Bastia	260 087	5,9	2 630 293	59,8	1 509 857	34,3	4 400 238	100,0
Corse	272 340	2,6	6 443 025	62,4	3 608 760	35,0	10 324 125	100,0
Caisse maritime d' AF (*)	693 115	41,7	921 651	55,5	45 700	2,8	1 660 466	100,0
Total métropole	390 122 279	15,1	1 793 561 831	69,6	394 326 569	15,3	2 578 010 679	100,0
La Guadeloupe	1 716 821	9,3	13 876 698	75,1	2 889 131	15,6	18 482 650	100,0
La Guyane	1 576 409	25,6	3 530 485	57,3	1 053 598	17,1	6 160 492	100,0
La Martinique	8 534 049	28,0	19 455 629	63,7	2 530 910	8,3	30 520 588	100,0
La Réunion	13 964 576	32,8	22 736 327	53,5	5 820 619	13,7	42 521 522	100,0
Total Outre-Mer	25 791 855	26,4	59 599 140	61,0	12 294 258	12,6	97 685 253	100,0
Total national métropole + Dom	415 914 134	15,5	1 853 160 971	69,3	406 620 827	15,2	2 675 695 932	100,0

(*) Le 1er janvier 2002, les caisses nationales d'allocations familiales de la pêche maritime et des marins du commerce ont fusionné et portent désormais le nom de caisse maritime d'allocations familiales dont le siège social est situé à La Rochelle.

Annexe 5d : Ventilation des dépenses d'Action Sociale selon la nature de la dépense en 2003

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	nature de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	investissement		fonctionnement		aides financières		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Melun	3 036 126	6,0	37 942 770	75,4	9 350 292	18,6	50 329 188	100,0
Paris	3 697 513	4,0	81 941 287	88,7	6 739 635	7,3	92 378 435	100,0
St Quentin en Yvelines	4 430 989	6,8	55 358 324	84,8	5 486 339	8,4	65 275 652	100,0
Evry	2 644 862	4,7	47 811 657	85,7	5 356 353	9,6	55 812 873	100,0
Nanterre	8 013 790	9,8	67 262 084	81,9	6 835 287	8,3	82 111 161	100,0
Rosny sous bois	4 241 086	6,1	51 869 531	74,8	13 212 241	19,1	69 322 858	100,0
Créteil	5 863 719	7,8	62 557 567	83,7	6 353 669	8,5	74 774 955	100,0
Cergy	4 499 210	6,9	53 980 933	83,1	6 467 750	10,0	64 947 893	100,0
Ile de France	36 427 295	6,6	458 724 154	82,7	59 801 566	10,8	554 953 015	100,0
Charleville	350 302	3,5	6 428 862	64,7	3 151 933	31,7	9 931 096	100,0
Chaumont	1 073 398	16,4	3 898 301	59,7	1 559 683	23,9	6 531 383	100,0
Reims	1 320 039	7,3	13 654 259	75,2	3 180 548	17,5	18 154 846	100,0
Troyes	165 226	1,7	6 874 476	70,9	2 653 513	27,4	9 693 215	100,0
Champagne-Ardenne	2 908 965	6,6	30 855 899	69,6	10 545 677	23,8	44 310 540	100,0
Amiens	1 388 025	5,7	15 116 063	61,9	7 905 986	32,4	24 410 074	100,0
Beauvais	972 421	5,8	11 734 312	70,0	4 050 564	24,2	16 757 297	100,0
Creil	241 291	2,3	8 309 989	79,7	1 881 592	18,0	10 432 872	100,0
Soissons	771 673	7,7	6 919 517	69,0	2 337 581	23,3	10 028 771	100,0
Saint-Quentin	667 797	8,8	4 460 037	59,0	2 430 241	32,2	7 558 074	100,0
Picardie	4 041 208	5,8	46 539 918	67,3	18 605 963	26,9	69 187 089	100,0
Dieppe	297 139	4,6	5 114 917	80,0	983 629	15,4	6 395 685	100,0
Elbeuf	233 075	6,8	2 706 965	79,1	484 147	14,1	3 424 187	100,0
Evreux	988 939	4,7	17 989 612	86,2	1 890 563	9,1	20 869 115	100,0
Le Havre	722 276	3,8	16 762 705	87,1	1 764 607	9,2	19 249 588	100,0
Rouen	1 139 249	5,8	15 605 436	80,0	2 765 325	14,2	19 510 011	100,0
Haute Normandie	3 380 679	4,9	58 179 635	83,8	7 888 271	11,4	69 448 585	100,0
Blois	585 973	6,1	7 954 926	82,9	1 057 873	11,0	9 598 772	100,0
Bourges	403 736	5,4	4 648 524	62,2	2 421 614	32,4	7 473 874	100,0
Chartres	1 341 938	9,6	9 499 458	67,8	3 170 191	22,6	14 011 587	100,0
Châteauroux	1 283 871	17,8	4 858 839	67,4	1 065 061	14,8	7 207 771	100,0
Orléans	1 344 184	5,7	16 465 627	70,2	5 639 073	24,0	23 448 884	100,0
Tours	1 182 284	5,6	16 509 171	77,7	3 551 540	16,7	21 242 994	100,0
Centre	6 141 986	7,4	59 936 544	72,2	16 905 351	20,4	82 983 881	100,0
Alençon	358 556	4,4	4 750 040	57,9	3 100 720	37,8	8 209 316	100,0
Avranches	1 033 168	5,6	13 953 480	75,9	3 392 316	18,5	18 378 963	100,0
Caen	1 629 738	7,0	16 548 375	71,3	5 025 813	21,7	23 203 926	100,0
Basse Normandie	3 021 462	6,1	35 251 895	70,8	11 518 849	23,1	49 792 206	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	nature de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	investissement		fonctionnement		aides financières		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Auxerre	381 831	3,8	8 313 127	83,8	1 229 080	12,4	9 924 039	100,0
Dijon	1 165 236	5,1	19 431 728	84,7	2 338 923	10,2	22 935 887	100,0
Mâcon	1 144 267	5,5	14 662 995	70,4	5 019 345	24,1	20 826 607	100,0
Nevers	949 526	10,5	7 086 917	78,7	972 787	10,8	9 009 230	100,0
Bourgogne	3 640 860	5,8	49 494 767	78,9	9 560 136	15,2	62 695 763	100,0
Armentières	264 354	2,9	6 427 866	69,8	2 513 667	27,3	9 205 886	100,0
Arras	1 340 937	3,6	16 401 774	43,9	19 633 426	52,5	37 376 137	100,0
Calais	749 870	3,5	13 130 078	61,3	7 543 329	35,2	21 423 278	100,0
Cambrai	195 029	4,2	2 970 356	63,4	1 516 147	32,4	4 681 532	100,0
Douai	278 251	2,7	7 043 839	69,6	2 802 495	27,7	10 124 585	100,0
Dunkerque	123 954	0,9	11 214 456	78,6	2 922 932	20,5	14 261 342	100,0
Lille	639 924	2,7	16 387 989	68,8	6 777 429	28,5	23 805 342	100,0
Maubeuge	89 344	1,1	4 998 437	62,2	2 949 663	36,7	8 037 444	100,0
Roubaix	128 651	0,4	27 384 418	90,4	2 764 658	9,1	30 277 727	100,0
Valenciennes	562 949	2,7	16 989 806	81,0	3 416 281	16,3	20 969 037	100,0
Nord-Pas de Calais	4 373 263	2,4	122 949 019	68,2	52 840 026	29,3	180 162 309	100,0
Bar le Duc	286 219	5,7	2 887 238	57,4	1 858 248	36,9	5 031 706	100,0
Epinal	1 105 505	7,3	11 430 489	75,6	2 589 334	17,1	15 125 328	100,0
Metz	2 162 373	6,2	23 414 842	67,4	9 161 241	26,4	34 738 456	100,0
Nancy	2 760 154	9,1	19 807 484	65,4	7 712 800	25,5	30 280 438	100,0
Lorraine	6 314 251	7,4	57 540 054	67,6	21 321 624	25,0	85 175 928	100,0
Mulhouse	1 821 645	5,2	29 495 782	84,9	3 417 428	9,8	34 734 855	100,0
Strasbourg	2 769 896	6,8	32 276 617	79,2	5 730 683	14,1	40 777 196	100,0
Alsace	4 591 541	6,1	61 772 399	81,8	9 148 111	12,1	75 512 051	100,0
Belfort	59 576	0,7	6 889 579	81,8	1 469 381	17,5	8 418 536	100,0
Besançon	741 166	5,1	10 649 764	73,5	3 089 030	21,3	14 479 961	100,0
Montbéliard	409 731	5,8	5 041 457	70,9	1 654 686	23,3	7 105 874	100,0
St-Claude	282 280	3,1	7 306 994	81,4	1 387 272	15,5	8 976 546	100,0
Vesoul	838 584	9,9	5 653 785	66,8	1 974 930	23,3	8 467 299	100,0
Franche Comté	2 331 337	4,9	35 541 579	74,9	9 575 300	20,2	47 448 216	100,0
Angers	3 099 453	10,3	23 281 686	77,0	3 838 636	12,7	30 219 775	100,0
Cholet	198 171	2,6	5 860 697	75,6	1 695 327	21,9	7 754 196	100,0
La Roche sur Yon	627 277	4,1	10 028 804	65,4	4 677 552	30,5	15 333 633	100,0
Laval	1 079 836	9,8	7 679 927	69,6	2 273 437	20,6	11 033 201	100,0
Le Mans	1 044 220	5,5	14 802 221	78,1	3 096 291	16,3	18 942 732	100,0
Nantes	2 754 126	5,8	38 662 054	80,8	6 426 262	13,4	47 842 443	100,0
Pays de la Loire	8 803 084	6,7	100 315 390	76,5	22 007 506	16,8	131 125 979	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	nature de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	investissement		fonctionnement		aides financières		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Brest	1 244 087	6,4	16 208 168	82,9	2 092 444	10,7	19 544 698	100,0
Quimper	856 126	5,5	13 393 552	86,4	1 251 218	8,1	15 500 895	100,0
Rennes	2 420 944	8,0	23 892 989	79,1	3 877 052	12,8	30 190 986	100,0
St-Brieuc	1 207 934	6,7	14 024 245	77,9	2 768 010	15,4	18 000 189	100,0
Vannes	3 677 793	14,1	17 947 885	68,7	4 493 468	17,2	26 119 146	100,0
Bretagne	9 406 883	8,6	85 466 839	78,2	14 482 191	13,2	109 355 914	100,0
Angoulême	368 469	2,7	11 770 732	85,4	1 638 013	11,9	13 777 214	100,0
La Rochelle	1 044 007	4,8	17 420 248	80,8	3 093 617	14,4	21 557 873	100,0
Niort	951 432	8,1	8 588 458	73,4	2 163 643	18,5	11 703 532	100,0
Poitiers	1 114 146	6,0	15 335 561	83,2	1 978 190	10,7	18 427 897	100,0
Poitou-Charentes	3 478 054	5,3	53 114 998	81,1	8 873 463	13,6	65 466 516	100,0
Agen	728 837	6,2	8 788 360	74,2	2 321 638	19,6	11 838 835	100,0
Bayonne	566 809	4,1	12 002 704	87,4	1 161 823	8,5	13 731 336	100,0
Bordeaux	4 349 243	6,0	62 225 430	85,8	5 933 219	8,2	72 507 892	100,0
Mont-de-Marsan	560 006	6,6	6 052 053	71,3	1 880 202	22,1	8 492 260	100,0
Pau	1 399 717	10,2	10 506 382	76,6	1 802 000	13,1	13 708 098	100,0
Périgueux	126 108	0,7	15 691 347	90,7	1 491 683	8,6	17 309 138	100,0
Aquitaine	7 730 720	5,6	115 266 275	83,8	14 590 565	10,6	137 587 560	100,0
Albi	806 215	5,2	12 475 729	80,3	2 249 452	14,5	15 531 395	100,0
Auch	73 268	1,0	6 433 821	91,6	515 762	7,3	7 022 851	100,0
Cahors	56 419	1,2	4 121 873	84,6	694 931	14,3	4 873 223	100,0
Foix	1 238 771	12,9	7 515 987	78,1	869 064	9,0	9 623 822	100,0
Montauban	532 364	5,7	7 109 790	76,0	1 710 735	18,3	9 352 889	100,0
Rodez	744 145	9,7	6 001 244	78,1	935 628	12,2	7 681 017	100,0
Tarbes	225 362	3,5	5 094 203	79,0	1 127 866	17,5	6 447 432	100,0
Toulouse	3 768 522	5,8	54 823 427	83,7	6 872 327	10,5	65 464 277	100,0
Midi-Pyrénées	7 445 067	5,9	103 576 073	82,2	14 975 766	11,9	125 996 907	100,0
Brive	125 133	2,1	5 050 182	85,5	728 898	12,3	5 904 213	100,0
Guéret	114 169	5,3	1 763 515	82,0	273 746	12,7	2 151 430	100,0
Limoges	2 185 425	16,8	8 774 159	67,6	2 025 973	15,6	12 985 557	100,0
Limousin	2 424 728	11,5	15 587 856	74,1	3 028 617	14,4	21 041 200	100,0
Annecy	2 957 114	10,9	20 082 134	73,8	4 156 428	15,3	27 195 677	100,0
Annonay	231 924	6,7	2 224 421	64,6	986 281	28,6	3 442 627	100,0
Aubenas	376 539	5,6	5 237 416	77,9	1 111 033	16,5	6 724 987	100,0
Bourg en Bresse	2 455 179	13,5	11 755 397	64,9	3 911 840	21,6	18 122 417	100,0
Chambéry	884 824	5,1	14 216 999	81,3	2 377 176	13,6	17 478 999	100,0
Grenoble	1 666 582	3,5	38 825 810	80,9	7 523 376	15,7	48 015 768	100,0
Lyon	2 724 561	3,1	75 141 137	86,4	9 080 403	10,4	86 946 101	100,0
Roanne	150 131	2,7	4 573 447	81,7	877 522	15,7	5 601 100	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	nature de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	investissement		fonctionnement		aides financières		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Saint Etienne	1 868 008	6,6	22 155 421	78,2	4 299 573	15,2	28 323 002	100,0
Valence	1 393 419	7,8	13 906 762	77,7	2 601 512	14,5	17 901 693	100,0
Vienne	508 099	3,1	14 127 184	86,0	1 792 672	10,9	16 427 954	100,0
Villefranche	249 867	3,3	5 746 618	76,3	1 537 932	20,4	7 534 416	100,0
Rhône-Alpes	15 466 246	5,5	227 992 745	80,4	40 255 748	14,2	283 714 740	100,0
Aurillac	526 124	13,0	2 757 612	68,1	763 238	18,9	4 046 974	100,0
Clermont-Ferrand	1 170 482	5,4	17 153 808	79,8	3 184 707	14,8	21 508 997	100,0
Le Puy	752 687	9,5	6 450 356	81,1	751 590	9,4	7 954 633	100,0
Moulins	302 529	3,2	6 877 938	72,1	2 361 979	24,8	9 542 446	100,0
Auvergne	2 751 822	6,4	33 239 714	77,2	7 061 514	16,4	43 053 050	100,0
Béziers	517 471	4,8	8 487 061	78,6	1 797 012	16,6	10 801 545	100,0
Carcassonne	771 461	6,3	9 249 928	76,0	2 154 517	17,7	12 175 906	100,0
Mende	238 362	13,0	1 497 278	81,7	96 347	5,3	1 831 987	100,0
Montpellier	1 379 755	4,0	29 603 407	84,9	3 904 553	11,2	34 887 714	100,0
Nîmes	1 303 361	4,5	24 118 769	82,9	3 668 152	12,6	29 090 281	100,0
Perpignan	1 768 245	11,8	10 188 481	68,1	3 006 786	20,1	14 963 512	100,0
Languedoc-Roussillon	5 978 657	5,8	83 144 922	80,1	14 627 368	14,1	103 750 946	100,0
Avignon	1 591 012	5,9	22 136 477	82,0	3 276 816	12,1	27 004 305	100,0
Digne	222 647	4,3	3 859 540	75,2	1 053 220	20,5	5 135 407	100,0
Gap	172 161	3,5	4 321 406	88,3	401 620	8,2	4 895 186	100,0
Marseille	4 992 309	5,2	81 758 875	84,6	9 944 182	10,3	96 695 367	100,0
Nice	1 576 637	2,8	51 503 949	90,3	3 931 151	6,9	57 011 738	100,0
Toulon	1 751 104	5,4	27 834 365	85,6	2 936 222	9,0	32 521 691	100,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10 305 868	4,6	191 414 613	85,7	21 543 212	9,6	223 263 693	100,0
Ajaccio	1 038 765	17,5	4 872 870	82,3	12 253	0,2	5 923 888	100,0
Bastia	685 132	15,6	3 455 019	78,5	260 087	5,9	4 400 238	100,0
Corse	1 723 897	16,7	8 327 888	80,7	272 340	2,6	10 324 125	100,0
Caisse maritime d' AF (*)	100 040	6,0	867 311	52,2	693 115	41,7	1 660 466	100,0
Total métropole	152 787 912	5,9	2 035 100 488	78,9	390 122 279	15,1	2 578 010 679	100,0
La Guadeloupe	2 977 208	16,1	13 788 622	74,6	1 716 821	9,3	18 482 650	100,0
La Guyane	413 539	6,7	4 170 544	67,7	1 576 409	25,6	6 160 492	100,0
La Martinique	2 575 356	8,4	19 411 183	63,6	8 534 049	28,0	30 520 588	100,0
La Réunion	4 589 759	10,8	23 967 187	56,4	13 964 576	32,8	42 521 522	100,0
Total Outre-Mer	10 555 862	10,8	61 337 536	62,8	25 791 855	26,4	97 685 253	100,0
Total national métropole + Dom	163 343 774	6,1	2 096 438 024	78,4	415 914 134	15,5	2 675 695 932	100,0

(*) Le 1er janvier 2002, les caisses nationales d'allocations familiales de la pêche maritime et des marins du commerce ont fusionné et portent désormais le nom de caisse maritime d'allocations familiales dont le siège social est situé à La Rochelle.

ANNEXE 6

Les Bénéficiaires potentiels d'Action Sociale au 31 décembre 2003

Il s'agit d'un nombre de bénéficiaires théoriques,
par Caf, et dont la définition est rappelée page 103

Bénéficiaires potentiels d'action sociale au 31/12/2003 ⁽¹⁾

nom caf	code Caf	Nombre de bénéficiaires potentiels
Bourg en Bresse	1080	54 617
Soissons	2080	31 150
Saint Quentin	2280	24 802
Moulins	3080	29 546
Digne	4080	14 024
Gap	5080	12 100
Nice	6080	97 495
Annonay	7080	11 707
Aubenas	7081	17 101
Charleville	8080	30 029
Foix	9080	12 485
Troyes	10080	27 754
Carcassonne	11080	30 419
Rodez	12080	20 565
Marseille	13080	199 439
Caen	14080	66 914
Aurillac	15080	10 714
Angoulême	16080	30 410
La Rochelle	17080	50 953
Pêche Maritime	17081	7 050
Bourges	18080	27 341
Brive	19080	18 161
Ajaccio	20080	11 183
Bastia	20081	12 364
Dijon	21080	46 353
Saint Brieuc	22080	48 639
Guéret	23080	8 529
Périgueux	24080	31 674
Besançon	25080	32 332
Montbéliard	25180	16 571
Valence	26080	47 375
Evreux	27080	59 463
Chartres	28080	41 988
Brest	29080	43 104
Quimper	29280	33 162
Nîmes	30080	67 758
Toulouse	31080	108 232
Auch	32080	13 615
Bordeaux	33080	124 549
Montpellier	34080	72 267
Béziers	34180	28 483
Rennes	35080	89 961
Châteauroux	36080	19 353
Tours	37080	52 564
Grenoble	38080	92 175
Vienne	38180	28 960
Saint Claude	39080	24 767

(1) cf définition des bénéficiaires potentiels page 103. Données extraites
du tableau SB741 - statistiques bénéficiaires d'action sociale au 31/12/2003

Bénéficiaires potentiels d'action sociale au 31/12/2003 ⁽¹⁾

nom caf	code Caf	Nombre de bénéficiaires potentiels
Mont de Marsan	40080	28 029
Blois	41080	29 392
Saint Etienne	42080	59 383
Roanne	42280	15 015
Le Puy	43080	19 702
Nantes	44080	123 971
Orléans	45080	61 141
Cahors	46080	13 036
Agen	47080	26 547
Mende	48080	5 579
Angers	49080	55 737
Cholet	49180	19 953
Avranches	50080	46 238
Reims	51280	51 703
Chaumont	52080	17 875
Laval	53080	27 965
Nancy	54080	68 285
Bar le Duc	55080	17 768
Vannes	56080	62 602
Metz	57080	95 227
Nevers	58080	18 517
Lille	59080	66 602
Armentières	59081	17 433
Dunkerque	59082	32 196
Roubaix	59083	62 594
Douai	59380	28 261
Cambrai	59381	16 913
Valenciennes	59580	40 192
Maubeuge	59581	26 936
Beauvais	60080	49 951
Creil	60280	34 350
Alençon	61080	27 518
Arras	62080	100 086
Calais	62280	61 513
Clermont Ferrand	63080	54 458
Pau	64080	32 282
Bayonne	64180	26 151
Tarbes	65080	19 524
Perpignan	66080	40 766
Strasbourg	67080	98 875
Mulhouse	68180	66 981
Lyon	69080	151 154
Villefranche	69180	19 146
Vesoul	70080	22 762
Belfort	70180	13 962
Mâcon	71080	50 676
Le Mans	72080	54 115

(1) cf définition des bénéficiaires potentiels page 103. Données extraites
du tableau SB741 - statistiques bénéficiaires d'action sociale au 31/12/2003

Bénéficiaires potentiels d'action sociale au 31/12/2003 ⁽¹⁾

nom caf	code Caf	Nombre de bénéficiaires potentiels
Chambéry	73080	38 947
Annecy	74080	64 380
Paris	75080	159 992
Rouen	76080	57 940
Elbeuf	76081	6 764
Dieppe	76180	23 055
Le Havre	76280	44 708
Melun	77080	135 538
St Quentin en Yvelines	78080	142 380
Niort	79080	31 796
Amiens	80080	56 649
Albi	81080	32 074
Montauban	82080	19 950
Toulon	83080	89 675
Avignon	84080	53 570
La Roche sur Yon	85080	55 005
Poitiers	86080	35 457
Limoges	87080	29 667
Epinal	88080	37 736
Auxerre	89080	31 743
Evry	91080	123 416
Nanterre	92080	141 557
Rosny sous bois	93080	172 677
Créteil	94080	126 909
Cergy	95080	129 030
total Métropole		5 899 874
La Guadeloupe	97080	68 462
La Guyane	97081	25 115
La Martinique	97082	59 556
La Réunion	97083	133 286
total Dom		286 419
total métropole + Dom		6 186 293

(1) Le nombre de familles potentiellement bénéficiaires de l'action sociale des Caf correspond à une définition théorique donnée par la Cnaf. Cette définition, qui n'est pas nécessairement en adéquation avec la pratique de toutes les Caf, est la suivante : les familles bénéficiaires potentielles sont celles qui ouvrent droit à une ou plusieurs des prestations familiales figurant à l'article L511-1 du code de la sécurité sociale, les familles bénéficiaires de la seule "APL" (ou APL + AAH ou APL + RMI) ayant un enfant à charge, les familles bénéficiaires de l'Agéd seule et/ou de l'Afeama seule et les familles bénéficiaires du seul RMI ayant un enfant à charge au sens de l'article L513-1 du code de la sécurité sociale. Sont exclues de ce champ les familles qui ne relèvent pas de la Caf pour le droit aux prestations de l'article L511-1 (régimes spéciaux et agricoles) et sont exclues du dénombrement les familles dont le code régime n'est pas renseigné dans le Fileas (Fichier des prestations légales et de l' action sociale des Caf).

Liste des tableaux et graphiques

pages :

Les dépenses d'action sociale des 119 Caf métropolitaines et des 4 Caf des Dom en 2003 – présentation synthétique **3**

Graphique 1 : dépenses d'action sociale par fonction en 2003	8
Graphique 2 : temps libres des enfants et des familles	10
Graphique 3 : accompagnement social des familles et de leurs enfants	11
Graphique 4 : dépenses d'action sociale selon le destinataire de la dépense	14
Graphique 5 : dépenses d'action sociale par nature	15
Tableau 1 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer par fonction et type d'intervention	18
Tableau 2 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer par fonction et principale sous-fonction selon le domaine d'intervention	19
Tableau 3 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les départements d'Outre-Mer par fonction et section budgétaire	20
Tableau 4 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les départements d'outre-Mer par fonction, sur dotations affectées et dotation d'action sociale	20
Tableau 5 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et type d'intervention	21
Tableau 6 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et principale sous-fonction selon le domaine d'intervention	22
Tableau 7 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et section budgétaire	23
Tableau 8 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction sur dotations affectées et dotation d'action sociale	23
Tableau 9 : dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer par fonction et type d'intervention	24
Tableau 10 : dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer par fonction et principale sous-fonction selon le domaine d'intervention	25
Tableau 11 : dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer par fonction et section budgétaire	26
Tableau 12 : dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer, par fonction, sur dotations affectées et dotation d'action sociale	26

Annexe 1 : séries rétrospectives : dépenses d'action sociale des Caf de 1999 à 2003 **27**

Résultats agrégés des 119 Caf métropolitaines et des 4 Caf des Dom

Tableau 13 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer, par fonction	29
Tableau 14 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer, par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention	30
Tableau 15 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer, par section budgétaire	31
Tableau 16 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer, selon le destinataire de la dépense	31

Résultats agrégés des 119 Caf métropolitaines

Tableau 17 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction	32
Tableau 18 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention	33
Tableau 19 : dépenses d'action sociale en Métropole par section budgétaire	34
Tableau 20 : dépenses d'action sociale en Métropole selon le destinataire de la dépense	34
Tableau 21 : dépenses d'investissement en Métropole par fonction	35
Tableau 22 : dépenses de fonctionnement en Métropole par fonction	36
Tableau 23 : dépenses d'aides financières en Métropole par fonction	37

Résultats agrégés des 4 Caf des Dom

Tableau 24 : dépenses d'action sociale des Départements d'Outre-Mer par fonction	38
Tableau 25 : dépenses d'investissement, de fonctionnement et d'aides financières des départements d'Outre-Mer par fonction	39

Annexe 2 : Les résultats financiers 2003 selon la présentation des questionnaires statistiques transmis par les Caf

Résultats agrégés des 119 Caf métropolitaines et des 4 Caf des Dom

Tableau SF100 : accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	43
Tableau SF200 : temps libre des enfants et des familles	44
Tableau SF300 : accompagnement social des familles et de leurs enfants	45
Tableau SF301 : accompagnement social des familles et de leurs enfants (suite)	46
Tableau SF400 : logement et habitat	47
Tableau SF500 : animation et vie sociale	48
Tableau SF700 : prestations supplémentaires aux familles	48
Tableau SF800 : autres actions	49
Tableau SF900 : récapitulation des dépenses d'action sociale	50
Tableau SF902 : prestations de service ordinaire accueil permanent (*)	50
Tableau SF903 : prestations de service accueil temporaire (*)	50
Tableau SF904 : prestations de service autres	51
Tableau SF905 : récapitulatif des prestations de service	52
Tableau SF906 : prestation de service unique	53
Tableau SF908 : dépenses relatives au contrat enfance selon le type d'équipement (*)	53
Tableau SF950 : recettes et dépenses des services en gestion directe	54

Annexe 3 : Les résultats financiers 2003 selon la présentation des questionnaires statistiques transmis par les Caf

Résultats agrégés des 119 Caf métropolitaines

Tableau SF100 : accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	57
Tableau SF200 : temps libre des enfants et des familles	58
Tableau SF300 : accompagnement social des familles et de leurs enfants	59
Tableau SF301 : accompagnement social des familles et de leurs enfants (suite)	60

Tableau SF400 : logement et habitat	61
Tableau SF500 : animation et vie sociale	62
Tableau SF700 : prestations supplémentaires aux familles	62
Tableau SF800 : autres actions	63
Tableau SF900 : récapitulation des dépenses d'action sociale	64
Tableau SF902 : prestations de service ordinaire accueil permanent (*)	64
Tableau SF903 : prestations de service accueil temporaire (*)	64
Tableau SF904 : prestations de service autres	65
Tableau SF905 : récapitulatif des prestations de service	66
Tableau SF906 : prestation de service unique	67
Tableau SF950 : recettes et dépenses des services en gestion directe	68

Annexe 4 : Les résultats financiers 2003 selon la présentation des questionnaires statistiques transmis par les Caf

Résultats agrégés des 4 Caf des Dom	69
Tableau SF100 : accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	71
Tableau SF200 : temps libre des enfants et des familles	72
Tableau SF300 : accompagnement social des familles et de leurs enfants	73
Tableau SF301 : accompagnement social des familles et de leurs enfants (suite)	74
Tableau SF400 : logement et habitat	75
Tableau SF500 : animation et vie sociale	76
Tableau SF700 : prestations supplémentaires aux familles	76
Tableau SF800 : autres actions	77
Tableau SF900 : récapitulation des dépenses d'action sociale	77
Tableau SF904 : prestations de service autres	78
Tableau SF905 : récapitulatif des prestations de service	79
Tableau SF908 : dépenses relatives au contrat enfance selon le type d'équipement (*)	79
Tableau SF950 : recettes et dépenses des services en gestion directe	80

Annexe 5 : les résultats financiers 2003 par caisse d'allocations familiales et par région

Annexe 5a : dépenses d'action sociale par fonction budgétaire – données en milliers de francs	83
Annexe 5b : dépenses d'action sociale par fonction budgétaire – données en %	87
Annexe 5c : ventilation des dépenses d'action sociale selon le destinataire de la dépense	91
Annexe 5d : ventilation des dépenses d'action sociale selon la nature de la dépense	95

Annexe 6 : les bénéficiaires potentiels d'action sociale au 31 décembre 2003

(*) Les tableaux SF902, SF903 et SF906 concernent uniquement la Métropole et le tableau SF908 uniquement les Dom.